

AOÛT 1975
N° 257

Rédacteur en chef :
Claude Julien

Prix : 5 F

Algérie : 5,00 DA
Canada : 1,25 \$ c.
Espagne : 60 pes.
Italie : 600 lire
Maroc : 5,00 dir.
Roy-Uni : 25 p.
Suède : 3 p.S.
Tunisie : 500 mill.

Abonnements : voir tarif page 2.

Publication mensuelle
(vingt-deuxième année)

éditée par

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauvère-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IX^e

Directeur : Jacques Fauvet

Dans ce numéro :

- Vers une convergence des systèmes de l'Est et de l'Ouest! (Pages 9 à 13.)
- Somalie : rendre l'État au peuple (Pages 18 à 20.)
- Le Sahara occidental convoité par ses voisins (Page 15.)

LE MONDE diplomatique

Dominos

Par CLAUDE JULIEN

L'AVERTISSEMENT lancé le 25 juillet par M. Henry Kissinger — une intervention soviétique au Portugal serait « incompatible avec l'esprit de la détente » — n'était évidemment pas destiné, en priorité, aux dirigeants de Moscou. Et cela pour au moins trois raisons : d'abord parce que la Kremlin connaît si bien les règles du jeu qu'il est inutile de les lui rappeler; ensuite parce que, comme le secrétaire d'État l'avait précédemment déclaré, l'U.R.S.S. n'est pas responsable de la crise portugaise; enfin parce que les contacts permanents entre Moscou et Washington rendent superflue une telle déclaration publique.

Les propos de M. Kissinger visent, en réalité, deux autres auditeurs : le public américain et certains milieux politiques européens.

Le public américain a, en effet, besoin d'être rassuré dans la mesure où de larges secteurs, proches du sénateur démocrate Jackson mais aussi de la centrale syndicale unifiée et de certains milieux d'affaires, estiment trop élevé le prix payé par Washington pour organiser la « détente » avec Moscou. Au moment où, contre le vœu de beaucoup de ses compatriotes, le président Ford s'appretait à rencontrer M. Brejnev à la conférence panaméricaine d'Helsinki (voir pages 9 à 13), il convenait de désarmer les critiques par une preuve de fermeté, et cela sur deux plans : bien que le document d'Helsinki consacre le « statu quo » territorial, M. Gerald Ford, dans une déclaration dont le texte fut modifié après avoir été diffusé, affirmait que les États-Unis n'adhèrent pas à l'intégration des États baltes à l'Union soviétique; bien que Moscou eût guère de moyens d'intervenir au Portugal, M. Henry Kissinger formulait une mise en garde qui ne peut troubler ni la sérénité de M. Brejnev ni le dialogue entre les Deux Grands.

Les équipes au pouvoir à Washington et à Moscou ont en commun, toute proportion gardée, d'avoir beaucoup aimé sur le « détente » et, pour cette raison précise, de se heurter à des oppositions intérieures. Celle-ci, bien entendue, se manifeste plus volontiers et avec plus d'ampleur dans une société ouverte où la course à la présidence est déjà engagée. Raminant le vieux fond d'atlantisme, la critique du rapprochement américano-soviétique jouera un rôle de plus en plus important dans la campagne électorale. Qu'un oiseau mobile de « rideau de fer » s'abatte sur le Portugal, et les chances de l'administration républicaine seraient sérieusement compromises.

MAIS ce jeu de politique intérieure reste relativement mineur par rapport à la tactique internationale avec laquelle il coïncide. La seule manière de M. Henry Kissinger, en effet, était de se faire entendre en Europe. Et ce succès, chez lui, ne date pas d'hier.

Déjà, trois ans avant le châtiment de Salvador Allende, M. Kissinger prévoyait que le succès de l'Union soviétique poserait « les plus graves problèmes » aux intérêts américains non seulement en Amérique latine, mais aussi en Europe. Et il citait notamment l'Italie et la France, où des forces de gauche pourraient permettre l'accession des communistes au pouvoir.

Quelques jours après le premier anniversaire du coup de Santiago, le secrétaire d'État redoutait que « l'impossibilité de résoudre les problèmes économiques mondiaux ne conduise à un effondrement des structures politiques de l'Ouest et à une éventuelle prise de pouvoir par les communistes dans quelques pays ». Répondant alors aux révélation officielles qui venaient d'être faites sur le rôle de la C.I.A. dans le renversement de Salvador Allende, M. Kissinger ajoutait, avec une feinte sévérité : « Si l'Italie devenait communiste, on reprocherait aux États-Unis de n'avoir pas fait suffisamment pour sauver ce pays ». Un mois plus tard, dans l'un de ces briefings dont il se fait le secrétaire, il précisait que « le Portugal pourrait être le premier pays à devenir communiste » et évoquait le spectre de ce qu'il appelait « une théorie des dominos de l'Europe méridionale, incluant l'Espagne, l'Italie et la Grèce ».

Pures spéculations intellectuelles, comme celles qui précèdent le blocage des crédits pour le Chili et l'envoi de millions de dollars par la C.I.A. à certains journaux de Santiago comme aux propriétaires de comens dont la grève paralyse le pays? Anodines remarques d'un secrétaire d'État qui, dans le document sur la sécurité et la coopération en Europe, solennellement présentés à Helsinki, souscrivent au principe sacro-saint de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays?

EN AMÉRIQUE LATINE

LES FORCES ARMÉES ET LA C.I.A. S'ATTAQUENT AUX SECTEURS PROGRESSISTES DES ÉGLISES

Par GONZALO ARROYO*

DES 1968, les États-Unis s'inquiètent du développement de secteurs progressistes au sein de l'Église latino-américaine. Témoin le rapport rédigé alors par l'actuel vice-président Nelson Rockefeller, au moment où l'Alliance pour le progrès avait pratiquement échoué. Il s'agit de trouver un remède à la sensible détérioration des relations inter-américaines et au progrès des forces de gauche dans plusieurs pays comme le Chili. Aujourd'hui, on peut comprendre ce qui passa presque complètement inaperçu à l'époque : le rapport Rockefeller exaltait les militaires en tant que principale force d'appui des États-Unis; il marquait en même temps une certaine défiance envers l'évolution de l'Église, considérée jusqu'alors comme un rempart anticommuniste et comme une proie facile aux incursions de la C.I.A. (1).

Un document émanant du service de renseignement des forces armées boliviennes éclaire d'un jour cru la nouvelle politique nord-américaine à l'égard des Églises dans des pays où les États-Unis comptent sur des régimes militaires et civils répressifs, c'est-à-dire tous les États du cône sud de l'Amérique latine, à l'exception du Pérou. Ce document (2), qui est un condensé des rapports et circulaires émis par le divisionnaire bureau de l'armée bolivienne, dévoile l'habile stratégie élaborée pour éliminer les sec-

teurs progressistes de l'Église. Ces secteurs, radicalisés au contact de la misère et de l'exploitation croissante des mineurs, des indiens et des paysans boliviens, dénonçant les injustices et les violations des droits de l'homme, pratiques devenues courantes dans le monde sous-développé soumise de façon croissante au capitalisme multinational.

L'authenticité du document ne fait pas de doute, non plus que l'identité de son inspirateur : la C.I.A. se révèle ici dessinant stratégies et tactiques à appliquer aux Églises par les bourgeoisies dépendantes et par les gouvernements qui garantissent les intérêts capitalistes.

Pour parvenir à éliminer les secteurs chrétiens progressistes, la stratégie adoptée consiste à partir des contradictions internes des Églises, elles-mêmes le reflet en quelque sorte des contradictions inhérentes à la société bolivienne. Le document précise qu'« il ne faut pas s'en prendre à l'Église en tant qu'institution et encore moins aux évêques dans leur ensemble, mais uniquement au secteur le plus avancé », en particulier à l'archevêque de La Paz, Mgr Manrique : « Les

attaques à déléguer contre lui doivent être de type personnel; il faut parvenir à l'isoler par rapport à la hiérarchie et à créer des problèmes entre lui et le clergé national ».

Les militaires et la C.I.A. agissent donc à un premier niveau de contradiction, celle qui affecte l'épiscopat et le clergé. En outre, le recours aux sentiments chauvins doit contribuer à la division de l'Église : « il faut surtout s'en prendre au clergé étranger directement lié au groupe des prêtres étrangers qui sont au contact avec « Justice et Paix » (...) et avec les partis politiques de gauche, principalement l'E.L.N. » (3). Tenir le clergé national à distance du clergé étranger : c'est la seconde contradiction sur laquelle on agit. Enfin, on a recours au laïc, pour qu'il s'oppose publiquement au clergé et aux évêques : « il faut utiliser certains moyens de communication (en particulier le journal El Diario) pour faire paraître des lettres de lecteurs qui discréditent Mgr Manrique et les prêtres ou religieux représentatifs de la tendance avancée de l'Église ».

(1) Cf. l'article « Les missionnaires américains victimes de la C.I.A. », par Gary MacSole, in Les Informations Internationales, n° 50, 1974.
(2) Publié par DIAL (Division de l'Information sur l'Amérique latine), à Paris.
(3) Armée de l'État national, un des groupes de guérilla les plus connus.

MOSCOU ET LES COMMUNISTES PORTUGAIS

Par BERNARD FERON

LA presse soviétique a montré le prix qu'elle attachait à l'action des communistes portugais et la répulsion que lui inspirait l'attitude de M. Mario Soares. Mais, jusqu'à présent du moins, elle s'est imposée une certaine réserve. Le jeu que donne au Kremlin l'évolution actuelle de la situation est tempéré par la crainte du lendemain. Les « manœuvres des révolutionnaires » sont dénoncées comme il convient à Moscou, mais elles n'ont pas encore suscité une de ces campagnes dont les propagandistes ont le secret.

Les motifs de satisfaction sont nombreux. Le parti dirigé par M. Cunha compense par la « fermeté révolutionnaire » sa relative faiblesse numérique. Il est fait de ces militants que Staline appelait « des bochevistes à la mâchoire d'acier » lors que les idéologues ont gardé une certaine nostalgie. Les communistes russes n'attachent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, une importance majeure au suffrage universel. Ils savent que pour s'installer solidement au pouvoir, Léning a commencé par dissoudre une Assemblée constituante régulièrement élue dans laquelle ses adversaires se trouvaient largement en majorité. M. Cunha est aussi, pour l'U.R.S.S., un ami d'une fidélité à toute épreuve; il a montré lorsqu'il approuva l'intervention en Tchécoslovaquie des troupes de Moscou, et lors que la plupart des P.C. occidentaux manifestèrent leur répugnance ou à tout le moins leurs réserves. Le leader portu-

gais est dans la droite ligne du communisme tel qu'on le conçoit à Moscou lorsqu'il place la légitimité révolutionnaire au-dessus de la légalité.

Ensuite, les événements de Lisbonne ont le mérite d'illustrer ce que répètent depuis bientôt deux ans les doctrinaires à propos de la crise de l'Occident capitaliste. Dans les situations révolutionnaires, il est possible de brûler quelques étapes, comme ce fut d'ailleurs le cas en Espagne il y a un demi-siècle, de passer directement ou presque de la féodalité, de la dictature, à la construction du socialisme. Le Portugal est même beaucoup plus compréhensible pour les cadres soviétiques que ne le serait un pays « avancé » évoluant sans trop de sobresauts de la démocratie bourgeoise au socialisme.

Certes le vingtième congrès, en 1956, avait bien réitéré parmi les manières possibles et souhaitables de créer le nouveau régime une transition tout en douceur, mais ce n'était guère qu'une hypothèse d'école. Khrouchtchev plaisantait lorsqu'il affirmait qu'une Angleterre marxiste-léniniste pourrait fort bien conserver sa reine. M. Mikoyan, lui, était beaucoup plus sérieux lorsqu'il assurait que l'histoire offrirait un exemple presque parfait du passage pacifique du capitalisme au socialisme : la Tchécoslovaquie de 1948.

Préoccupations et malaise

AUTRE motif de satisfaction pour les dirigeants soviétiques : les événements leur permettent de dévaloriser largement en majorité M. Cunha et aussi, pour l'U.R.S.S., un ami d'une fidélité à toute épreuve; il a montré lorsqu'il approuva l'intervention en Tchécoslovaquie des troupes de Moscou, et lors que la plupart des P.C. occidentaux manifestèrent leur répugnance ou à tout le moins leurs réserves. Le leader portu-

évidemment pas question pour eux de rechercher quelles peuvent être les responsabilités du P.C. dans la rupture consommée entre les deux principales formations qui se réclament de la gauche.

Mais la satisfaction n'est pas sans mélange. Bien qu'il ait remporté des succès que s'expliquent pas les forces numériques dont il dispose, M. Cunha n'est pas le maître du jeu. Pour continuer d'avancer, il lui faut faire confiance à un Mouvement des forces armées très complexe. Sera-t-il en fin de compte l'inspirateur du M.F.A. ou devra-t-il se plier à la volonté des militaires? Les hommages qu'il rend aux officiers sont dans une large mesure dictés par des considérations tactiques : il faut « coller » aux hommes qui avaient seuls le moyen de renverser l'ancien régime et qui entendent se maintenir au pouvoir pendant quelques années encore. Le P.C., néanmoins, sait mieux que les formations politiques traditionnelles s'adapter à des situations qui sortent de l'ordinaire. Au côté de son appareil proprement dit, il dispose de toute une série de courtoises de transmission par lesquelles il espère aussi et surtout exercer une influence déterminante au sein du M.F.A.

Mais les précédents historiques inclinent à la prudence. Dans les sociétés où le parti de gauche est devenu la plus spectaculaire sont toujours possibles. L'U.R.S.S. a même commis jadis quelques erreurs dont les conséquences se font encore sentir. N'aurait-elle pas par exemple consacré à ses amis chinois de participer au Koumintang jusqu'au jour où, sûr de lui, Tchiang Kai-cek les fit massacrer? L'expérience de donc enseigné à ne s'engager qu'avec précaution sur ce terrain.

Autre sujet de préoccupation : le

Portugal reste jusqu'à nouvel ordre dans la zone d'influence occidentale. Les honneurs qui ont ordonné l'intervention à Prague des armées du pacte de Varsovie peuvent se demander si les Américains ne seraient pas tentés, eux, de rétablir à Lisbonne, le cas échéant, un ordre conforme à leurs désirs. Les idéologues trouveraient dans une telle évolution la confirmation éstante de leurs analyses sur l'impérialisme. Cependant les politiques ont en quelque sorte un « complexe de Chili ». Il n'est jamais bon de créer ou de laisser se développer une situation telle que les progressistes, après avoir semblé triompher pendant quelques mois, soient éradiés sans qu'on puisse rien faire pour eux.

Et, même si le pire n'arrive pas, un Portugal socialiste ne demanderait-il pas une assistance à l'Union soviétique? La situation économique du pays était difficile avant 1974. Il ne faut pas attendre de remède miracle, au contraire, en période révolutionnaire. Les groupes de la population sur lesquels s'appuient ou voudraient appuyer les communistes réclament tout naturellement un redressement rapide des injustices dont ils ont souffert pendant des années. Le nouveau pouvoir est amené à dépenser plus qu'il ne gagne, d'autant que les concours extérieurs se font plus rares. La Communauté économique européenne pose ses conditions à l'octroi de crédits; elle veut être sûr à fait rassuré quant au caractère de la démocratie portugaise. Les Américains, eux, n'ont nulle envie de venir au secours d'un régime de gauche.

L'U.R.S.S., bien sûr, a souvent dit qu'elle mettait ses ressources à la disposition des révolutionnaires. Mais il y a loin des promesses à la réalité. Elle s'est parfois trouvée embarrassée quand des gouvernements anti-impérialistes ont pris ses paroles à la lettre. M. Fidel Castro avait d'autant plus fermement résisté aux États-Unis en 1960 qu'il comptait bien trouver à Moscou les cocodors dont il avait besoin. Pendant des années, Cuba fut un lourd fardeau pour l'économie soviétique. Les responsables du Kremlin ne l'ont pas oublié.

(Lire la suite page 26.)

Lire pages 2 à 4 :

LA FRANCE EN ASIE DU SUD-EST

Par Marcel Barang

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.

école lémania lausanne

3, chemin de Préville, Tél. 19-41-21/2015 01

LA FRANCE EN ASIE DU SUD-EST

Pénétration économique et équilibres politiques

La fin des guerres d'Indochine invite à s'interroger sur la politique et la présence française dans la région. Traditionnellement, l'Indochine était une sorte de « chasse gardée » des intérêts français, au point que le reste du Sud-Est asiatique était en grande partie ignoré de nos industriels sinon de nos banquiers. Les investissements français au Vietnam du Sud atteignent plus d'un milliard de francs ; c'est une banque française qui recueillait le quasi-totalité des dépôts vietnamiens. Les intérêts français étaient pratiquement les seuls intérêts étrangers tant au Cambodge qu'au Laos, en dépit d'une forte présence américaine orientée vers l'effort de guerre.

Aujourd'hui, biens étrangers et échanges commerciaux avec l'Occident sont — provisoirement — gelés au Vietnam ; la nationalisation de tous les intérêts étrangers a été proclamée au Cambodge, et l'évolution de la situation au Laos pourrait remettre en question la présence française dans ce royaume. En outre, Paris a eu la douloureuse satisfaction de conserver à Phnom-Penh la dernière ambassade ouverte et de voir ses ressortissants mieux traités que les diplomates du camp soviétique — avant l'expulsion de tous les étrangers. A Saigon, les tardifs bons offices de l'ambassadeur de France, M. Méthillon, n'ont pas eu la récompense escomptée. En revanche, les autres pays de la région répondent favorablement, semble-t-il, aux avances françaises. Les récents événements dans la péninsule indochinoise ne se sont effectués ni

Au-delà de l'Indochine, de vastes marchés mais aussi des risques de convulsions

Par MARCEL BARANG

ou rythme ni dans la direction que l'on croyait. Les initiatives (leurt-il dire plutôt : l'absence d'initiative ?) de notre diplomatie ont suscité des critiques. Alors que M. Etienne Manac'h met en avant l'héritage pompéïen pour justifier l'action du président Giscard d'Estaing qui a, selon lui, « pris un virage nécessaire mais tardif » (1), M. Couva de Murville fustige publiquement, bien que tardivement, l'attitude du gouvernement français dans la question cambodgienne. M. Michel Jobert parle d'une « politique floue », « donnant le spectacle de l'indécision ». D'autres, d'une politique « qui se ratte aux faits accomplis ». Les milieux d'opposition dénoncent l'inféodation aux intérêts américains, tandis qu'un interlocuteur guilliste regrette que, « depuis la disparition du général, la France ait été absente d'Indochine ».

Le départ des derniers Américains du Cambodge... Paris reconnaît la GRUNC. Pourquoi cette entorse à la théorie de la reconnaissance des Etats ? C'est que, nous a-t-on expliqué au Quai d'Orsay, le France a, ce jour-là, « pris en considération une situation de fait et constaté que le pouvoir était exercé par la GRUNC ». De deux choses l'une : ou bien les responsables ignoraient depuis cinq ans que le « statut de fait » évoluait en faveur du GRUNC, ou bien le recours à la théorie de la reconnaissance des Etats n'était qu'une façade.

« Nous avons parlé, nous a-t-on expliqué, au ministère des Affaires étrangères, que la mission de la présence française pouvait être utile au Cambodge ; nous ne voulions pas laisser la place à d'autres et, de toute façon, notre coopération n'était pas une coopération avec le régime mais avec le Cambodge. »

« La résistance cambodgienne en a tiré les conclusions. Ainsi s'explique, pour une bonne part, l'impatience où se trouvent à l'heure actuelle les relations franco-cambodgiennes. Il fallait choisir entre le Cambodge de la résistance et le Cambodge du coup d'Etat. Le choix fut fait. Ce n'était pas le bon.

« Mais rien de tout cela ne suffit à expliquer certaines options. Or la diplomatie française s'inscrit dans un contexte plus vaste, hier la vision anti-Yalta de Gaulliste, aujourd'hui ce qui s'appelle le « mondialisme » giscardien, notion à vrai dire encore mal élucidée et qui se définit surtout « contrario ».

Qu'on le loue ou qu'on le déplore, la diplomatie guillienne était dynamique. Heurtant ou besoin la puissance américaine, elle était prête à sacrifier certains intérêts immédiats à des desseins plus vastes et plus payants à long terme — ainsi de la reconnaissance de la Chine, ainsi du discours de Phnom-Penh. Sans doute dans certaines décisions prioritaires, les successeurs du général ont été plus passifs. En ce qui concerne l'Indochine, l'absence d'un grand dessein régional comme le soul a reconnu de préserver les intérêts en place favorisait les visées de groupes économiques précis et les « calculs à courte vue ». Au niveau international, le régime Pompéïen n'est plus que le témoin du flamboyant nationalisme de son prédécesseur et a mis en sourdine son antiaméricanisme. D'une politique de prestige, il est passé à une politique de négociation : les impératifs économiques ont pris le pas sur d'autres considérations. La priorité accordée à l'expansion, et à l'expansion par le commerce extérieur, explique que l'on transige dans certains domaines alors que l'on compose avec les intérêts américains. La défense du franc, les Etats-Unis le firent comprendre, passait par la défense du dollar ; la pénétration de nouveaux marchés, par des accords de gré à gré avec la puissance dominante. Cette orientation s'est accentuée, depuis un an, avec le régime de la technocratie triomphante où le chef du gouvernement se fait lui-même commis voyageur.

En tout cas, l'Indochine prend place parmi les « dossiers sacrifiés » ; le volonte

Les contradictions de la thèse officielle

suséniq rompu avec le régime Lon Nol ? », nous dit demandé, de façon purement rhétorique d'ailleurs, certains de nos interlocuteurs guillistes.

« Sans doute les « bavures », les « erreurs », les « petites gaffes » que l'on a été à dénoncer dans l'attitude des responsables français ces derniers mois présentent moins d'importance dans nos futures relations avec les trois pays indochinois que les positions adoptées par la France tout au long du conflit. A cet égard, Paris escompte recueillir l'usufruit de la politique guilliste, telle qu'elle s'est exprimée dans les fameux discours de Phnom-Penh. Il est toutefois remarquable que, si les responsables actuels affirment se situer dans le droit fil de cette doctrine, ce sont précisément les guillistes qui en dénoncent le plus vivement la « trahison ». « Faisons-vous que le général ait initié le coup d'Etat de mai 1970 au Cambodge ou, à tout le moins, qu'il n'ait pas refusé de laisser Lon Nol ? », nous dit demandé, de façon purement rhétorique d'ailleurs, certains de nos interlocuteurs guillistes.

pas tout perdre du prestige qu'avait valu à la France un tel geste, tout en poursuivant une politique fondamentalement différente. « C'est le Chine qui sera dans le droit fil du discours de Phnom-Penh », nous a dit M. Michel Jobert, qui, lui-même, du temps où il était ministre des Affaires étrangères, n'a pourtant guère contribué à renverser le courant.

Côté officiel, toutefois, on se défend d'avoir changé de ligne. L'argumentation est double et lourde de contradictions. D'une part, on s'efforce de démontrer que la balance fut tenue égale entre le GRUNC et le gouvernement républicain — ce qui évite de se poser la question de savoir si la balance devait être tenue égale. D'autre part, on met en avant des considérations juridiques : la France reconnaît les Etats et non les gouvernements — principe qui s'applique pourtant dans des exceptions. Une fois accompli le coup d'Etat, la France « n'avait pas à se poser la question de la reconnaissance du régime de Lon Nol », qui « allait de soi ». Toutefois, le 12 avril 1975, soit quatre jours avant le fin effective de ce régime (mais, il est vrai, quelques heures après

Ambiguïtés au Vietnam et au Laos

les négociations de Paris, un accord a permis l'établissement d'une mission permanente du G.R.P. en France en mai 1974.

l'argument de la présence des intérêts français dans la zone de Saigon est fondé. Mais fallait-il pour autant, comme y invitait M. Missoffe au lendemain de sa tournée indochinoise en 1974, convier les industriels à investir dans le Vietnam de M. Thieu pour en faire la « rampe de lancement de notre expansion en Asie du Sud-Est » ? Fallait-il pour autant prêter le main levé à un régime qui se défend d'être démocratique d'un régime que les Etats-Unis n'arrivaient plus seuls à tenir à bout de bras ? Fallait-il — tout en prenant bien soin, certes, de tenir la balance égale avec Hanoi par un échange d'ambassadeurs — rétablir les relations diplomatiques avec le régime Thieu ? Comment, dès lors, ne pas prêter à lui apporter une caution que la France pouvait garantir de l'application des accords signés, n'a jamais assortis d'une exigence de respecter ces accords ? D'autant plus que Paris, en 1968 puis début 1969, avait repoussé les demandes de normalisation de Saigon. Plus récemment, lorsque le départ des Américains et la démission de Thieu furent acceptés, les diplomates français sur place ont tardé d'abord à intervenir alors que le régime Thieu s'effondrait, pour miser ensuite sur le général Minh, retardant peut-être ainsi la démission salvatrice. S'agissait-il uniquement, comme l'a affirmé le chef de l'Etat français d'éviter un bain de sang ou bien de tenter tardivement de tirer les marrons du feu ? Le Quai d'Orsay ne fournit aucun élément de réponse à ces questions : « Il faut laisser à la presse sa part de spéculations », dit-il. La même attitude ambiguë se manifeste

en ce qui concerne le Laos. A la fin de l'année dernière, le ministre de l'économie, membre du Front patriotique, M. Soth Peirasy, a entrepris une tournée des « amis », parallèlement à celle de M. Si-souk na Champassak, alors ministre de la défense et pilier de la droite, afin d'obtenir une aide pour le Laos. La France est le seul pays où le représentant du Front n'a pas été reçu en visite officielle (4). D'autre part, alors que, voilà quelques semaines seulement, avant que le Pathet-Lao ne s'installe plus fermement aux commandes, Paris se disait prêt à accroître son aide à Vientiane, le Quai d'Orsay déclara aujourd'hui que, si la France est prête à maintenir sa contribution au Fonds d'opération des changes (FDC), qui soutient la monnaie laotienne, tout accroissement de sa part serait sujet à négociations... Si l'on n'y prend garde, on risque, là encore, de se préparer des déconvenues. Des manifestations populaires à Vientiane ont déjà contesté une coopération culturelle française qui n'a guère évolué depuis l'époque coloniale.

« Ouvrir de la ornière heure au Cambodge et au Vietnam, le gouvernement français a donc observé vis-à-vis des trois pays indochinois une attitude qu'il tente désormais de faire oublier, en mettant opportunément l'accent sur le respect d'une doctrine rigide et sur certaines mesures qui passent aujourd'hui pour favorables aux régimes vainqueurs mais qui, dans le contexte de l'époque, n'étaient guère que de prudentes précautions pour « réserver l'avenir ».

(1) Dans *Orléans des femmes nations*, juin 1975 : « Giscard a pris un virage nécessaire mais tardif. Le gouvernement de Georges Pompidou lui avait, c'est vrai, laissé une situation embarrassante... »

(2) « Alors le communiqué, je le dis très franchement, reflète imparfaitement ce que l'état des lieux est en réalité. (...) L'expression qui a été utilisée dans le communiqué au fond ne reflète pas la réalité qui se passe, mais des négociations entre les parties est une hypothèse particulièrement, mais n'est pas, l'heure actuelle, semblable à l'adaptation à la situation. Il y a d'autres formes d'évolution politique qui faut rechercher, qui sont d'un type différent et que nous jugeons personnellement souhaitables. » Valéry Giscard d'Estaing, conférence de presse du 21 décembre 1974.

(3) Le prince Sihanouk, pour sa part, laisse entendre qu'il s'agit d'une initiative personnelle de M. Manac'h : « Je suis reconnaissant à votre ambassadeur à Pékin, M. Etienne Manac'h, d'avoir eu le courage personnel de rester en contact direct avec le G.R.U.C. » Norodom Bihanouk, *L'Indochine vue de Pékin*, Editions Silesia avec Jean Lacouture, Le Seuil, 1972, p. 105.

(4) Les autorités françaises affirment que, dans la mesure où M. Si-souk na Champassak avait déjà été reçu à titre officiel, il n'y avait pas lieu de réserver le même traitement à M. Soth Peirasy.

(5) « Le mondialisme, cela signifie que pas à être bien avec tout le monde, encore que, d'une façon générale, si on le peut, il vaut mieux être bien avec tout le monde. Ce n'est pas une exhortation politique à tous les jours, dans laquelle on distribue partout les bonnes paroles, sans tenir compte des réalités du monde contemporain. Le mondialisme, c'est le fait, à nos yeux, qu'un certain nombre de problèmes, qu'on se sentira ou non, sont des problèmes de nature mondiale. » Valéry Giscard d'Estaing, « Le jour de presse » du 21 mai 1975.

ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA FRANCE ET L'ASIE DU SUD-EST

	Importations (en milliers de francs)	Exportations (en milliers de francs)
CAMBODGE	6 676	23 354
LAOS	515 713	25 617
dont perles, pierres, gemmes	(515 117)	
VIETNAM DU NORD	8 123	18 183
VIETNAM DU SUD	35 621	116 025
BRUNEL	348	3 482
dont fonte, fer, acier		(1 351)
INDONESIE	296 411	498 923
dont caoutchouc	(78 658)	
étain	(42 295)	
navigation aérienne		(113 002)
MALAISIE	907 829	281 584
dont caoutchouc	(432 821)	
étain	(228 962)	
bois	(149 448)	
mécanique		(88 397)
automobile		(62 260)
PHILIPPINES	198 136	228 114
dont bois	(105 687)	
oléagineux	(33 528)	
engrais		(40 108)
chaudière, machines, appareils méca.		(55 526)
SINGAPOUR	321 829	353 098
dont appar. électriques à usage électronique, machines électriques	(128 749)	
chaudière, machines mécaniques		(73 942)
boissons, alcools		(40 973)
		(35 451)
THAÏLANDE	253 267	378 898
TIMOR PORTUGAIS	2 634	5 490
dont caoutchouc	(1 536)	
fer, fonte, acier		(3 674)
UNION SOVIÉTIQUE	29 238	55 472

Source : *Statistiques du commerce extérieur de la France, année 1974*, ministère de l'économie et des finances, direction générale des douanes et droits indirects, Paris, 1975.

Une attitude nouvelle à l'égard de Washington

même le reproche d'incompétence ne saurait trop expliquer. Faut-il alors incriminer, comme l'ont fait certains de nos interlocuteurs, le fonctionnement du pouvoir ? Le ministère des Affaires étrangères, nous a-t-on fait remarquer, a changé plusieurs fois de titulaire, ce qui n'était pas fait pour assurer la continuité et la cohérence de notre diplomatie. Mais, selon un autre point de vue, le Quai d'Orsay n'est, en tout état de cause, que l'exécutif des grandes orientations tracées par l'Elysée. D'aucuns croient pouvoir constater une rupture entre services économiques et services diplomatiques, un cloisonnement nuisible entre ministères, entre services ministériels. Les diplomates sont relativement tenus à l'écart des décisions économiques ; inversement, les services économiques n'accroissent pas toujours aux considérations politiques qu'ils souhaitent. « Vous devriez lire certains rapports de nos missions commerciales », nous a dit, d'un ton accablé, un haut fonctionnaire d'un de ces services.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication : **JACQUES FAUVET**
 Rédacteur en chef : **CLAUDE TULIEU**
 Rédactrice en chef adjointe : **MICHELLE FAUVET**

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie) 55
 Etranger 75

PAR AVION (abonnement et taxes)

Europe (y compris Turquie d'Asie, Afrique, Inde, Brésil, Argentine, Maroc et Tunisie) 87
 Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion 96
 Corée, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Ecristes, Polynésie française, République émirats, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna 116
 Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Syrie 141
 Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Malacca, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie 146
 Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 121

Rédaction et administration :
 5, rue des Saussaies
 75227 PARIS CEDEX 08

(Chèque postal : Paris n° 4507-23)
 Tél. Rédaction : 70-91-39
 Tél. Publicité : LAF 05-02
 Téléx : Le Monde 65.573 Paris
 Adr. télégraphique : Jourmond Paris

itee en Corée du Sud et a

مركز من ريليهل

هكذا من الإصحاح

LIBRES POLITIQUES

déclaré des Américains de se dégarer du borbier indochinois...

une complexité de fait qu'à la concurrence avec les États-Unis...

ministre gaulliste, bloquant tout ce dont il ne s'occupait pas directement...

l'accent sur leur volonté de faire appel à l'aide étrangère (non liée) et de témoigner de complaisance en faisant table rase du passé...

« voyages à crédit » pour les investisseurs potentiels français désireux de se rendre dans la région...

Second souffle des pétroliers et des planteurs

Quel sera l'avenir des relations de la France avec les trois pays indochinois ? Sur le Cambodge, les milieux officiels français évitent de se prononcer...

Quant au Vietnam, « normalement, au Sud, nous allons entrer dans une phase d'ajustement... »

Efforts considérables, maigres résultats

« Avant la seconde guerre mondiale, l'Asie, pour nous, c'était l'Indochine ; depuis le choc psychologique de Dien-Bien-Phu... »

« Avant la seconde guerre mondiale, l'Asie, pour nous, c'était l'Indochine ; depuis le choc psychologique de Dien-Bien-Phu, nous sommes absents d'Asie... »

Toutefois, ces efforts considérables sont loin, semble-t-il, d'avoir eu jusqu'à présent les résultats attendus...

En Asie du Nord-Est Percée en Corée du Sud et à Taiwan

FANTOMATIQUE ou hésitante dans l'ensemble de la zone Asie-Pacifique, la présence française ne s'est pas moins affirmée, à des degrés divers, en Asie du Nord-Est, dans deux pays où pourtant les relations économiques ne manquent pas d'intensité...

promouvoir la présence française en Asie extrême-orientale. Paris était prêt à certaines concessions. C'est, curieusement, au moment où se négociait la vente des six Airbus...

L'absence d'Asie dont parle M. Missoffe se traduit par une faible implantation des intérêts français hors d'Indochine et par le niveau encore peu élevé (mais en hausse) des échanges commerciaux avec les pays de la région...

billets financiers et pretent des conditions intéressantes pour les investisseurs étrangers, auxquels ils ouvrent largement leur économie. Ces aloues, le gouvernement français ne se fait pas faute de les relever...

« Les industriels, précise-t-il, ont manifesté un certain engouement pour la foire de Kuala-Lumpur, un intérêt moindre pour la foire de Singapour... »

Un accord de garantie des investissements français, des facilités de crédits et l'ouverture d'un système de plein exercice d'une banque française à Séoul forment le cadre financier de la percée économique de la France en Corée du Sud...

Si, dans le cas de la Corée du Sud, la France pratique un jeu ouvert — qui n'est pas sans irriter les Coréens du Nord — avec Taiwan il en va autrement. Il n'est pas question pour Paris de s'attirer les foudres de Pékin...

Riches en matières premières, les pays concernés ont souvent de grosses possibilités financières et pretent des conditions intéressantes pour les investisseurs étrangers...



de l'Afrique à l'Afrique, sans changer de compagnie. Voyages Air Algérie. 3 nouvelles escales (Bissau, Douala, Kinshasa). 14 pays desservis en Afrique. Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.

(8) La question pourrait ne se poser que du temps du régime Thieu, puisqu'on s'apprêtait à lui attribuer l'aide 1975 sans préalable. (9) Rapport d'Yves Le Go, Les possibilités offertes à nos exportations dans le Sud-Est asiatique, 6 février 1974, p. 49, Conseil économique et social. (10) Cf. le livre de Jacques Despeucher, Le Trafic des piastres, récemment réédité, La Table ronde, Paris, 1974. (11) Il y faut ajouter, outre une mission du C.P.F.E. en mai-juin 1973 au Japon, à Taiwan, Hongkong et en Thaïlande, et une mission Sudrao (C.N.P.F.), des missions telles que celles de M. Georges Pécot, ancien président du Comité France-Extrême-Orient, fin 1971 puis fin 1973, ou encore des études de marché, en particulier celle réalisée en 1973 par M. Bernard Paris, délégué en Asie du Sud-Est de la Fédération des Industries métalliques. Ou syndicat général de la construction électrique. (12) Les importations françaises en Chine en 1974 se montaient à 178 millions de francs, les exportations à 769 millions de francs, soit environ cinq et trois fois moins respectivement qu'avec le Japon.

Garanties, culture et commerce

Les raisons d'un tel désintérêt relatif sont connues. D'abord, les aléas de la conjoncture économique française, qui incitent les exportateurs à la prudence. Ensuite, l'éloignement, la méconnaissance de ces pays d'un abord difficile; l'absence de la langue (un site volontiers le cas d'entreprises...)

Ces carences ou ces limites se retrouvent au niveau du mode d'intervention. « L'industriel français, note M. Mancini, est un exportateur anarchique... Pas de calcul de haut vol. Peu ou pas d'investissements de pointe, dans des joint ventures à participation majoritaire...»

de rappeler, au siège du C.N.P.F., que, seul en ce qui concerne le volet du procédé SECAM ou de l'Alibus, qui relève de la politique de prestige, « ce sont les industriels qui ont les idées ».

susé le culture et la langue françaises, par le biais de la coopération culturelle eur laquelle vient se greffer la coopération technique. On s'efforce d'encourager la vente de la formation professionnelle à l'exportation, les échanges de techniciens et de stagiaires. En Indonésie, le programme culturel de la France, apparemment hors de proportion avec ses intérêts économiques immédiats, doit faciliter l'essor de la présence économique per-

Choisir de bonnes bases

par des experts de l'Institut français du pétrole à la jeune compagnie nationale pour l'énergie, Patras, fondée en octobre dernier. Elle-Aquitaine est présente en Malaisie et en Indonésie, mais c'est la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) qui a marqué les points décisifs dans ce dernier pays, où elle est présente depuis 1967. Le pétrole qu'elle a découvert dans l'est de Kalimantan commença d'être exploité en 1975. La France joue un rôle très actif au sein du consortium d'aide à l'Indonésie (15).

Un groupe de trois banques, dont une française (16), vient de se substituer à la Banque mondiale dans le rôle de conseiller auprès de la Banque nationale indonésienne et de Pertamina, la teneur de la compagnie pétrolière indonésienne. En mal dernier, les industriels français des télécommunications ont décroché plusieurs contrats d'un montant global de 370 millions de francs. La présence sur ces marchés a été préparée par de substantielles ventes d'armements ou de matériels stratégiques (17).

ment : dans les neuf centres provinciaux de l'Alliance française et les deux centres culturels de Surabaya et Djakarta, quelque deux mille cinq cents indonésiens s'initient aujourd'hui à la langue de Molière et de Polinère. Cet effort ne se retrouve pas avec la même intensité dans les autres pays de la région. C'est que la France est encore à la recherche de ses points d'ancrage dans le Sud-Est asiatique.

La crise de l'énergie, en 1973-1974, a entraîné une redéfinition des priorités. En mars 1974, le ministre de l'économie et des finances annonça que, pour rééquilibrer son commerce extérieur, la France allait concentrer ses efforts de prospection des marchés étrangers sur quatre groupes de pays : les pays pétroliers du Moyen-Orient; les grands producteurs de matières premières; les pays développés et les pays de l'Est. En Asie du Sud-Est, les deux premiers critères s'appliquent à l'Indonésie et à la Malaisie, c'est-à-dire au monde malais, et à l'Asie musulmane. Ces deux pays sont les nouveaux marchés de la France dans la région. En ce qui concerne la Malaisie, les pouvoirs publics fondent de grands espoirs sur l'assistance apportée notamment par des experts de l'Institut français du pétrole à la jeune compagnie nationale pour l'énergie, Patras, fondée en octobre dernier. Elle-Aquitaine est présente en Malaisie et en Indonésie, mais c'est la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) qui a marqué les points décisifs dans ce dernier pays, où elle est présente depuis 1967. Le pétrole qu'elle a découvert dans l'est de Kalimantan commença d'être exploité en 1975. La France joue un rôle très actif au sein du consortium d'aide à l'Indonésie (15).

la liberté totale, les salaires de 1 dollar par jour, ce existe encore... Il semble, en tout état de cause, que l'on se dirige vers une diversification des activités : on encourage l'implantation dans les secteurs de pointe à Singapour et dans les secteurs intermédiaires en Malaisie. Pour leur part, les milieux bancaires s'inquiètent des effets de la récession qui doit, selon eux, frapper de plein fouet la plupart des pays de la région dans les prochains mois. Ils n'ont pas moins été attirés par le projet philippin - encore incertain - de création d'un marché financier off-shore sur le modèle de celui de Singapour. Dans la foulée de la visite de M. Missoffe, les Philippines - où Penarroya vient de signer un contrat portant sur l'achat en dix ans de 240 000 tonnes de cuivre philippin - vont-elles susciter un engouement plus ou moins momentané? Le patronat retiendra sans doute que « les salaires et charges sociales (y) semblent bien en général les plus bas de toute la région » (18). Mais le Thaïlande? Mais le Birmanie? Ces pays n'ont jamais été évoqués spontanément par nos interlocuteurs. Il est clair que « les talibans de l'économie et les incertitudes politiques » (19) de l'un, l'isolement et le pauvreté relative de l'autre, découragent les investisseurs soucieux de stabilité et de rentabilité. Il y a quelques exceptions, notamment l'industrie touristique dans le cas de la Thaïlande, mais c'est en Malaisie que le Club Méditerranée s'apprête aujourd'hui à s'implanter.

Bien que la région soit riche en matières premières, largement ouverte aux investisseurs étrangers, les industriels français, sollicités par ailleurs, peu motivés ou trop traditionnels, préfèrent vendre plutôt que s'implanter comme le leur conseillent les pouvoirs publics. Ceux-ci s'efforcent de prendre des options à moyen ou long terme, et les avantages financiers consentis profitent au premier lieu aux grands groupes industriels et financiers. Le mode de pénétration de la région repose à la fois sur la promotion de l'image de marque traditionnelle de la France, sur l'expansion d'une présence culturelle et linguistique à caractère fonctionnel et sur le recours à toute la gamme des procédés commerciaux et financiers connus, à l'exception - du fait du traditionalisme du capitalisme français - des participations triangulaires systématiquement pratiquées par les sociétés multinationales. Sans doute n'est-ce là qu'une question de temps. En dehors des dons alimentaires souvent symboliques (20), l'aide française est une aide liée, c'est-à-dire qu'elle s'accompagne de l'obligation d'acheter des produits français. En même temps, l'accroissement de l'aide multilatérale - soit par les organismes relevant de l'O.N.U., soit surtout par des institutions bancaires telles que la Banque asiatique de développement, la Société financière internationale, la Banque mondiale ou l'Association internationale de développement, représente une participation accrue de la France au concert occidental. Les critères d'intervention retenus sont purement économiques. La nature des régimes avec lesquels s'établissent des relations et des échanges ne paraît être prise en considération que pour assurer qu'elle jouissent d'une stabilité rassurante ou, dans le cas contraire, pour conseiller des interventions relativement modestes et qui puissent être rapidement amorties. Peu d'attention est accordée aux données politiques : tant pour l'Indochine que pour le reste de la région, on se rassure en affirmant que le fait d'être français ne peut que susciter la sympathie; que la présence française dans ces pays est « plutôt bien vue des Chinois », sans pour autant être menaçante pour les Américains et les Japonais; qu'en tout état de cause, la fin de la guerre d'Indochine est tendue dans le péninsule, mais sera propice à une relance économique; que la France se doit de prendre part et que, dans la recherche de débouchés européens des pays de l'ASEAN, Paris doit être l'interlocuteur de choix, du fait notamment de ses « liens privilégiés avec le monde arabe ».

MARCEL HARANG.

Troubles relations franco-cambodgiennes

MARS 1970, avril 1975 : deux dates clés de l'histoire contemporaine du Cambodge, mais aussi des relations franco-cambodgiennes. Comment, en effet, ne pas se demander dans quel mesure les autorités françaises étaient au courant des préparatifs du renversement du prince Sihanouk?

tissements français à environ 600 millions de francs, de France, de longtemp. Outre les monopoles du secteur secondaire (brasserie, industrie pharmaceutique, oxygène et acétylène (Air Liquide), tabacs) et dans le secteur primaire (le riz et le caoutchouc), les cinq sixièmes de ces investissements concernaient les plantations d'hévéas (et de caoutchouc). En 1974, les 400 hectares exploités produisaient 50 000 tonnes de caoutchouc. Les cinq principales plantations étaient contrôlées par trois groupes financiers : la Banque d'Indochine, la Société d'investissements métropolitains et d'outre-mer (SIMER) et le groupe Riouard.

détiert 35 % des parts de la société d'Indochine de France, de longtemp. Outre les monopoles du secteur secondaire (brasserie, industrie pharmaceutique, oxygène et acétylène (Air Liquide), tabacs) et dans le secteur primaire (le riz et le caoutchouc), les cinq sixièmes de ces investissements concernaient les plantations d'hévéas (et de caoutchouc). En 1974, les 400 hectares exploités produisaient 50 000 tonnes de caoutchouc. Les cinq principales plantations étaient contrôlées par trois groupes financiers : la Banque d'Indochine, la Société d'investissements métropolitains et d'outre-mer (SIMER) et le groupe Riouard.

diffusée et télévisée - contre un régime qui, certes, ne fait guère de relations publiques; en outre, le gouvernement français tolère les activités en France d'associations telles que le FRANK (Front républicain d'action nationale) et le F.R.A. (Front républicain d'action nationale) qui se font de ses liens avec l'extrême droite de divers pays et prône la lutte armée contre le nouveau régime cambodgien; de surcroît, des présidents de sociétés françaises ont été accusés par l'administration française et par les organismes d'aide aux réfugiés, qui suggéreraient aux ressortissants cambodgiens actuellement en France de faire naturaliser français ou de demander le statut de réfugiés politiques. Tout cela laisse, semble-t-il, mal augurer de l'évolution des relations entre la France et le nouveau Cambodge.

(12) Eurasie-Echanges, n° 100, 3 avril 1975.
(13) Le conseiller financier pour l'Asie, direction du Trésor, relations avec l'étranger, ministère de l'économie et des finances (non daté).
(14) La part du financement de la Banque mondiale par la France est de 2 000 millions de dollars (dont seulement 10 % ont été appelés); en 1974, la Banque a investi 715 millions de dollars en Asie du Sud-Est (sur 2 218 millions de dollars) (Philippines : 156 millions; Thaïlande : 142 millions; Malaisie : 123 millions). Soit 45 % du total des crédits accordés par les deux organismes (la proportion était de 15 % dans la période 1968-1969). En ce qui concerne le S.F.I. (208 millions de dollars d'investissements en 1974, dont 19 millions en Asie), la France contribue pour 58 millions de dollars, soit plus de 3 % de la participation des Etats (une partie des activités du S.F.I. est assurée par le recours direct aux divers marchés financiers). Pour ce qui est de l'IDA, la quatrième reconstruction (1974-1976) s'élève à 4,5 milliards de dollars. La France a déjà fourni pour 253 millions, soit 5,6 % (contre 5,17 % de l'origine) alors que, à titre indicatif, les Etats-Unis fournissent 1 500 millions de dollars, la R.F.A. 514 millions, le Japon 465 millions, le Royaume-Uni 469 millions, l'Allemagne 425 millions, la Belgique 325 millions, le Canada 250 millions, le Danemark le P.M.E. respectif de 200 millions de dollars, le Japon 100 millions de dollars pour le seul capital de la dette et 150 millions en outre, l'aide financière a presque doublé en quatre ans, passant de 85 millions de francs en 1968 à environ 100 millions en 1972.
(15) Il s'agit de la Warburg de Londres, de Salomon Loeb de New-York et de Lazard Frères de Paris.
(16) Dans le cas de l'Indonésie, par exemple, la France a déjà fourni des chars AMX-13, des Alouette II et III et accepté de nouveaux contrats d'achat à la fin de l'année. (Eurasie-Echanges, n° 100, 3 avril 1975).
(17) François Missoffe, compte rendu de mission aux Philippines, du 15 au 23 mars 1975, p. 6.
(18) François Missoffe, compte rendu de mission en Thaïlande, du 20 octobre à novembre 1974, p. 1.
(19) Selon les pays, 5 000 à 10 000 tonnes de riz pour le Bangladesh, le Pakistan, l'Inde, Sri-Lanka et l'Indonésie.

Édité par le S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

FAUTE DE RE MALAISIE PEUT

سكذامن زلوهل

Capitalisme sauvage et montée des contestations

FAUTE DE RECTIFIER SA TRAJECTOIRE ÉCONOMIQUE LA MALAISIE PEUT-ELLE DEVENIR UN « DOMINO » CHANCELANT ?

L'ÉQUILIBRE des forces dans le Sud-Est asiatique se trouve indéfiniment modifié par l'écroulement à Phnom-Penh et à Saigon de deux importants bastions d'un système conçu pour endiguer le socialisme dans la région. La chute de ces deux « dominos » peut-elle cependant entraîner celle d'autres pièces ? Les changements intervenus en Indochine sont-ils de nature à affecter sérieusement la situation interne des pays voisins ?

A égale distance des Trois Grands

DEPUIS la fin de sa confrontation avec l'Indonésie en 1966, la Malaisie n'est en conflit avec aucun État. Ayant adopté une politique étrangère d'indépendance et de non-alignement, elle ne s'est identifiée à aucun camp. Elle cherche à développer des relations amicales avec tous les pays, quel que soit leur régime, et ne demande des autres qu'une attitude neutre. Elle se tient à égale distance de chacune des trois grandes puissances et, n'étant liée à aucune d'elles, non seulement ne s'attire aucune hostilité mais valorise encore cette neutralité qui est de l'intérêt de tous.

Cette politique, qu'elle juge bonne pour elle-même, la Malaisie a cherché à la faire adopter par les quatre pays qui, avec elle, ont formé en 1967 l'Association des États du Sud-Est asiatique (ASEAN) et qui sont demeurés, eux, dans l'orbite anglo-américaine. Elle a fait beaucoup pour démontrer à ses voisins que leur neutralité dans les querelles qui opposent les grandes puissances serait sans doute le moyen le plus efficace d'obtenir de celles-ci qu'elles n'interviennent pas dans les affaires de la région, y compris pour régler cette politique s'est concrétisée dans la déclaration de Kuala-Lumpur du 27 novembre 1971, par laquelle les cinq membres de l'ASEAN se sont assigné comme objectif de faire du Sud-Est asiatique une « zone de paix, de liberté et de neutralité ».

La Malaisie a joué dans cette évolution un rôle éminent qui a été apprécié par la plupart des pays non-alignés. Inde, Pakistan, en Afrique ou Proche-Orient comme en Amérique ou Amérique latine, mais aussi à Moscou, à Pékin, à Tokyo, à Paris, et même à Londres. De tous les États membres de l'ASEAN, la Malaisie est ainsi le plus avantageusement placé dans la situation qui vient de se créer : il est le seul à ne jamais s'être associé à l'entreprise américaine en Indochine et, si elle a conservé plus longtemps peut-être qu'il n'aurait dû, des relations diplomatiques avec les régimes de Lon Nol et de Thieu, il avait pris soin de préciser qu'il appartenait aux peuples du Cambodge et du Sud-Vietnam de décider de leur sort.

Au lendemain des accords de Paris de 1973, la Malaisie avait reconnu la République démocratique du Vietnam et, en décembre dernier, une délégation quasi officielle malaisienne avait été reçue bien reçue à Hanoi, où elle avait en outre pris contact avec des représentants du G.P.F. C'est à l'initiative de la Malaisie que les pays de l'ASEAN ont, dès le 18 avril, reconnu le G.P.F. Le G.P.F. de Saigon a été reconnu dès le 2 mai et, peu après, M. Abdul Razak, le premier ministre malais, a exprimé l'espoir que le Cambodge et le Sud-Vietnam coopéreraient avec l'ASEAN et y adhéreraient un jour.

Ce n'est donc pas du côté des pays d'Indochine, ou du moins du Vietnam, que peut se dessiner, sur la Malaisie, une menace directe. Une situation nouvelle s'est néanmoins créée dans la région qui va vraisemblablement affecter l'évolution politique du pays.

Une large base : le Front national

Le voyage de M. Abdul Razak à Pékin (fin mai 1974), où il fut reçu cordialement par Mao Tse-toung, a permis de normaliser les relations sino-malaises sur la base d'une reconnaissance mutuelle des deux gouvernements, du respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté de chacun, de la non-ingérence aussi dans leurs affaires respectives. Les deux pays ont spécifié que ni l'un ni l'autre ne reconnaissent la double nationalité. En conséquence, Pékin a déclaré que toute personne ayant librement acquis la nationalité malaisienne avait perdu la nationalité chinoise. Quant à celles qui gardent volontairement leur reconnaissance de la nationalité chinoise, elles constituent relevant, dit-on, de la politique intérieure malaisienne. Les communistes de Malaisie, c'est votre affaire, aurait dit Mao à Razak. Ce « contrat » est un élément capital

de la Thaïlande et, donc à long terme, celle de la Malaisie n'a de sérieux pas en danger ? Le changement s'étant produit, que doit-on en conclure ? Le fait que les guérillas communistes n'aient, en Malaisie, jamais cessé la lutte depuis 1949 et aient même pu récemment manifester plus d'activité ne doit pas inciter aux analogies trompeuses. Le parti communiste de Malaisie, aujourd'hui divisé en trois factions rivales, ne peut en rien se comparer aux mouvements ou aux fronts de libération indochinois. Précision mineure : un groupe ethnique lui-même minoritaire (il est encore presque exclusivement chinois), il ne perturbe qu'à peine la vie d'un État qui, en dix-huit ans, a su faire la preuve de son indépendance et de sa solidité. Aucune menace extérieure sérieuse ne pèse actuellement sur la Malaisie. Le gouvernement de Kuala-Lumpur, décidé à depuis des années à ce que la sécurité du pays dépendait, au fond, moins de la protection britannique qu'au américain (sans doute éphémère), n'a pas à se soucier de ce qui se passe au-delà de ses frontières.

Qu'en est-il de la Malaisie ? La défaite américaine en Indochine est largement perçue, dans la région, comme une victoire chinoise. L'influence que Pékin peut exercer sur les Chinois d'Asie du Sud-Est sera plus que jamais un élément de la politique malaisienne. La Malaisie est certes avant tout le pays des Malais, dont la religion est l'islam, la langue le malais, et dont des Chinois sont venus, assez récemment, partager le destin. Les Malais ne forment toutefois que 47 % d'une population totale de douze millions d'individus. Les Chinois en constituent 34 %. Les Indiens et les autres groupes ethniques (de Bornéo surtout) forment les 19 % restants. Les Malais possèdent certes la terre. Ils ont l'armée et la police, dominent le gouvernement, l'administration et l'éducation. La souveraineté leur appartient. Mais les Chinois, numériquement majoritaires dans les villes, tiennent le commerce, dominent l'industrie et le finance. Ils sont l'élément le plus dynamique, le plus actif du pays.

De ce clivage résulte un double blocage : d'une part les Malais, attirés ou qu'inquiètent l'emprise, la puissance et l'activité des Chinois, entendent non seulement empêcher ceux-ci de déborder du terrain économique mais, sur le terrain politique, ils entendent encore imposer, dans tout le pays et à toutes les communautés, l'usage de la langue malaise, le cadre politique malais, une priorité à l'emploi des Malais, à leur accès à leur éducation. D'autre part, les Chinois, exaspérés par ces « interdits », quotas et discriminations, conscients d'être les premiers artisans du développement économique et les grands créateurs de richesse, ressentent amèrement (à l'exception peut-être d'une petite couche privilégiée qui tire grand profit de sa coopération avec les autorités malaises) l'orientation de la politique gouvernementale et lui sont en général hostiles. Mais en votant « à gauche », ils suscitent la méfiance et même la colère des Malais, très traditionalistes, et risquent même, comme on l'a vu après les élections de mai 1969, de véritables pogroms. En fait, les partis malaisiens exigent de leurs dirigeants une politique de strict « containment » des Chinois.

Cependant, le premier ministre malais, M. Abdul Razak, a mesuré qu'à partir du moment où les États-Unis renonceraient à ce contrôle, il devenait impossible de gouverner la Malaisie contre une communauté chinoise économiquement dominante, surtout si celle-ci venait à être soutenue par Pékin et pouvait prétendre à une politique antichinoise du régime pour justifier sa résistance devenue nationale. Ne pouvant plus compter sur le bouclier anglo-américain, le gouvernement malaisien a choisi de composer, d'adopter une politique répondant à ses moyens (et à ses intérêts véritables) et de réduire les risques au lieu de les accroître. Il ne fallait donc, surtout, ne pas apparaître comme un ennemi de la Chine, mais si possible la mettre dans son jeu.

de la situation nouvelle. La Chine, qui cherche à rassurer les États voisins et à caoter leur confiance, gagnera beaucoup à le respecter. Elle a déjà pu, grâce à lui, installer son ambassade à Kuala-Lumpur, au centre même de la plus importante communauté chinoise de la région. Ses diplomates y observent une prudence, une discrétion et une correction exemplaires, généralement malaisien en a-t-il pour autant consolidé sa position et, si l'on peut dire, « neutralisé » la Chine ? A son retour de Pékin, M. Abdul Razak était sans doute plus convaincu qu'auparavant qu'il ne pouvait espérer gouverner encore longtemps le pays avec le soutien des seuls Malais et des conservateurs de la bourgeoisie chinoise contre les classes moyennes, les intellectuels et les ouvriers chinois, tout en se défendant encore, à droite, contre certains traditionalistes de l'islam malais. Il est tout cas, dans le cadre d'une vaste opération de « récupération politique » et réussit à atteler, au char de l'Alliance, les classes moyennes, le parti groupant alors seulement le parti nationaliste malaisien (UMNO) et les conservateurs chinois (M.C.A.) et indiens (M.I.C.) — non seulement

chinoise et d'étroit nationalisme malais, le gouvernement Razak a offert à la classe moyenne chinoise de s'associer à lui. Autant que d'élargir la base ethnique du régime, il s'agissait de détourner cette classe, pleine de ressources, des partis de gauche comme le « Democratic Action Party » ou le « Pekeemas », et de l'intéresser au succès des conservateurs, en lui donnant de substantielles satisfactions sur le plan matériel (crédits, subventions, contrats, etc.) en lui abandonnant même une certaine part des meilleurs fruits de la croissance, jusque-là largement accaparés par un établissement de « partis de gauche » prenant désormais pour cible principale.

De notre envoyé spécial PHILIPPE DEVILLERS

Le gouvernement que préside M. Abdul Razak dispose aujourd'hui, à l'intérieur, d'une très forte position politique et d'une base populaire solide. Il n'est nullement, comme l'étaient les régimes de Saigon et de Phnom-Penh, le produit d'une intervention étrangère s'appuyant sur une petite classe de privilégiés, de fanatiques ou de mercenaires. Les élections du 24 août 1974 lui ont donné l'occasion d'élargir sa base et d'améliorer son jeu. Le Front national a en effet obtenu une victoire électorale écrasante. Avec cent trente-cinq sièges sur les cent cinquante-quatre que compte le Parlement fédéral, il domine complètement la scène politique. L'opposition, réduite à dix-neuf sièges (9 D.A.P., 1 Pekeemas, 9 SNAP de Sarawak) peut seulement attirer l'attention sur quelques problèmes. Elle ne peut rien bloquer. Le Front reste certes une confédération de partis (1) et ne tend pas, malgré certains appels, à devenir un parti unique. Il n'est pas moins formé, dans chaque circonscription de la Malaisie continentale, une organisation de base.

La machine politique, tout comme l'administration, l'armée et la police, est donc complètement aux mains du gouvernement malaisien. Les médias (presse, radio et télévision) sont, malgré des apparences libérales, sous son contrôle étroit. Mais, contrairement aux régimes pro-américains de Thieu ou de Lon Nol, il n'affronte pas une opposition armée massive engagée dans un combat de libération nationale. Il représente, sans aucun doute possible, les intérêts de la majorité des électeurs malais, et s'il n'a rallié que la moitié à peine des électeurs chinois (2), il s'agit des plus

influents et des plus réalistes. L'opposition chinoise n'a obtenu des succès appréciables que dans des villes bien déterminées, dans la capitale Kuala-Lumpur (en majorité autogouvernementale) et sa ville satellite Petaling Jaya, à Penang, Malacca, Ipoh, etc. Quant aux guérillas communistes, elles ne rassemblent guère plus que cinq mille hommes, qui opèrent toujours surtout dans les jungles du Pérak et du Kedah et qui, si elles font l'objet d'une vaste propagande gouvernementale, paraissent constituer une menace terroriste plus que politique.

M. Abdul Razak n'est ni un idéologue ni même un intellectuel. C'est un nationaliste malais, devenu politicien après avoir été fonctionnaire, un homme pragmatique qui a pris la mesure des problèmes et qui tente de les résoudre bien plus que de les exploiter à des fins publicitaires. Il ne peut le faire qu'avec les hommes dont il dispose, qui ont leurs défauts et leurs qualités. Son prestige, sa vision bien équilibrée des choses, sa fermeté, sa maîtrise de l'appareil lui permettent d'imposer, sans éclat, par la persuasion, la politique qu'il croit juste. Il peut, jusqu'à un certain point, obtenir des « conservateurs » leur acquiescement à une politique plus « avancée » que celle qu'ils souhaitent.

Il sait aussi, habilement, couper l'herbe sous le pied de ses adversaires, priver d'arguments une opposition qui manque d'expérience. Il reste toutefois à savoir ce qu'il veut faire de la Malaisie, quel type de société il veut finalement contribuer à instaurer et de quelle marge de manœuvre il dispose. C'est alors seulement qu'on pourra évaluer les chances qu'a ce pays d'échapper à l'orage.

(Lire la suite page 6.)

A tous ceux qui trouvent que louer une voiture en Europe, c'est trop cher.

Bientôt, vous allez passer vos vacances en Europe. Et naturellement vous avez besoin d'une voiture dès votre arrivée, afin de profiter pleinement de votre séjour. Alors, plutôt que de louer un véhicule, achetez-le. Oui, vous avez bien lu : achetez-le. En effet, Locasim, filiale de Chrysler France a mis au point pour certains modèles de la gamme un système original de vente à crédit d'une voiture neuve avec garantie de reprise, qui tout compte fait est bien plus avantageux que la location. Pour en bénéficier, rien de plus simple : allez voir

l'agent Simca-Chrysler de votre ville. Choisissez le modèle Simca-Chrysler 1975 qui vous convient et précisez la durée de votre séjour. Vous serez surpris : disposer d'une voiture neuve avec garantie du constructeur et assurance tous risques sans franchise pour les vacances, ce n'est pas aussi cher qu'on le croit. En plus votre véhicule vous sera livré, là où vous arrivez. A Paris comme à Toulon, à Roissy comme à Marseille, à Barcelone comme à Athènes. N'importe où. Locasim vous souhaite un bon séjour.



Locasim, Division des Ventes à l'Exportation, 74 bis, rue Lanneton, 75116 Paris - France. Tél. 553.31.89

(Suite de la page 5.)

Politiciens et fonctionnaires malais vont répéter que le gouvernement ne laissera pas les étrangers dominer l'économie malaisienne et appliquera sans défaillance son plan de « restructuration » de cette économie (New Economic Policy) qui se propose entre autres de assurer aux Bumiputras (les Fils de la Terre, les Malais de souche) 30 % de l'économie moderne en 1980. Vaste programme s'il en fut car il ne s'agit de rien moins que de atteindre l'objectif de 30 % à peine de contrôler un tant soit peu l'économie de leur pays.

Si les Malais disposent du pouvoir politique, la véritable politique économique et financière leur échappera. L'essentiel de la richesse du pays, et surtout ce qui « fait » l'argent, est pratiquement aux mains des non-Malais qui sont si nombreux, si capables et si contents qu'on ne peut songer à se passer d'eux. Les Malais possèdent certes terres agricoles et forêts, la plus grande partie de l'espace en un mot, mais de récentes statistiques (3), encore peu connues sur les structures de base de l'économie nationale (agriculture commerciale, industries, commerce et construction) ont révélé combien leur part est infime dans les secteurs modernes.

Elle ne dépasse en effet pas 2 % en 1975 (contre 1,5 % en 1970), et il ne reste plus que quinze ans pour atteindre l'objectif de 30 % à peine comment prendra-t-on les 28 % qui manquent ?

Les étrangers « non-malaisiens » contribuent de 50 à 55 % de l'économie moderne du pays. Il s'agit essentiellement d'industries étrangères, Singapouriens. La moitié et même plus des plantations de caoutchouc ou de palmiers à huile, des mines d'étain, de l'industrie minière (surtout en mines britanniques (surtout, Singapouriens et américaines (accessoirement)). Le capital-actions des sociétés opérant en Malaisie (corporates sector) est pour 2/3 aux mains des étrangers, pour 2/5 aux mains de Malaisiens (dont 1/5 aux mains des Chinois). La part des Malais n'est que de 2 %. Elle atteint son maximum dans l'industrie des transports, avec 10 %.

Sur les deux mille quatre cent soixante-dix-huit plantations recensées en Malaisie occidentale en 1971, les

Malais n'en possédaient que cinquante-trois, soit moins de 2 % (avec, il est vrai, 14 % de la superficie plantée). Sur 1 503 millions de dollars malais d'immobilisation (fixed assets) dans les mines, manufactures et construction, les Malais n'en possédaient que 15 millions, soit 1 %. Des mille cinq cent six mines, vingt-cinq seulement étaient malaisiennes (1,5 % de la valeur de la production totale). Sur trois mille cent quatre-vingt-deux établissements industriels recensés, cent onze appartenaient à des Malais (0,8 % de la valeur de la production). La faiblesse des Malais dans le secteur commercial était encore plus nette.

Dans le secteur des « professions », la situation n'était guère meilleure. En 1971, sur sept cent soixante-dix avocats, cent cinquante-deux étaient malais. Des deux mille trois cent onze médecins, cent seize seulement étaient malais, et vingt-deux des six cent vingt-trois dentistes. Sur 1 017 ingénieurs, on ne comptait que cent soixante-neuf malais et sur mille seize comptables, cent huit étaient malais. La situation n'est pas modifiée depuis. L'église économique et professionnelle est étrangère ou non-malaisienne. Les Malais qui, pour 86 %, habitent les zones rurales, ne représentent en 1970 que 28 % de la population urbaine alors que les Chinois en formaient 58 %.

Le gouvernement ne cesse d'encourager les Bumiputras à se lancer plus entreprenants à prendre en main leur destin, à ne pas compter indéfiniment sur une protection et une aide des autorités, qui ne les mar-

chent pourtant guère. Il veut beaucoup pour promouvoir le développement économique malaisien : banques, institutions spécialisées (Pernas, Urban Development Authority, MARA, etc.) aident les Malais à fonder ou à étendre leurs affaires, à acquérir des propriétés urbaines, à construire. Intentions excellentes, moyens puissants dépenses élevées. Les résultats ne sont toutefois pas concluants. Le personnel malais qualifié demeure rare, les facultés des sciences continuent de s'activer qu'une minorité d'étudiants malaisiens, les entreprises privées malaisiennes peinent difficilement. Serait-il impossible de combler l'écart économique entre les deux communautés d'établir entre elles un certain équilibre, au moins un régime capitaliste de libre entreprise et de concurrence ?

concessionnaires peu disciplinés frappe tout visiteur étranger et inquiète déjà les organisations internationales spécialisées, que précèdent ses conséquences écologiques.

L'inflation frappe particulièrement la population urbaine. Les prix ont monté très rapidement en 1973-1974 (15 % environ de hausse en un an), un peu moins vite en 1974-1975 (12 %). Mais les salaires n'ont nullement suivi (5 à 10 % seulement en deux ans). L'érosion manifeste du pouvoir d'achat a provoqué quelques mouvements sociaux à Kuala-Lumpur, où nombreux employés ayant une éducation secondaire gagnent encore 200 à 250 dollars par mois (6) car ils peuvent difficilement revendiquer les demandes d'emploi dépassant ici de beaucoup les offres, mais dans le bâtiment, des ouvriers, à peine qualifiés, parviennent à gagner 15 dollars malais par jour (soit environ 400 dollars malais par mois) dans les travaux de réparation du marché du travail. Les syndicats sont très faibles, et les employeurs forts. La société malaisienne, élève en compétences techniques, revêt dans le domaine des « services » un caractère « libéral », et la prédominance des petites entreprises, artisanales, industrielles commerciales, comme le système familial, favorisent une certaine paix sociale.

Le choc de la modernisation

Le problème est précisément de savoir si le climat général en Asie du Sud-Est, ne s'est pas profondément modifié avec l'aggravation de la récession et surtout l'effondrement des régimes pro-américains en Indochine. En ce qui concerne la Malaisie, ce ne sont ni la sécurité ni l'indépendance qui tiennent le régime en place, mais plutôt la « voie de développement » que ses milieux dirigeants ont choisie. Ce n'est pas encore un véritable choc, mais il est évident que le capitalisme et le socialisme. Le gouvernement malaisien, tout en accordant une large place à l'initiative privée et à la libre entreprise, n'a pas pour un certain temps renoncé à l'intervention de l'État, bien au contraire, largement développé et persévère dans cette voie. Sa politique économique et financière est montrée réaliste et efficace, surtout si on la compare à celle d'autres États de la région et même du monde. La croissance est indiscutable, elle éclate à tous les yeux. La question qui se pose est à quel point elle est durable, le plus et si, par ses excès et abus, elle ne compromet pas gravement l'avenir en créant plus de problèmes qu'elle n'en résout.

La modernisation de la Malaisie passe-t-elle obligatoirement par la voie choisie par les autorités, qui témoignent d'une complaisance surprenante à l'égard de la spéculation, des affaires, des promoteurs immobiliers, des consultants à tous à la recherche de profits considérables et rapides ? On n'a pas encore à Kuala-Lumpur, pris la mesure de la mesure, des prix qui ont augmenté ne peut que s'intriguer sur l'ordre des priorités qui règne dans un tel système, sur les raisons qui déterminent les pouvoirs publics à autoriser, dans des villes de ce genre, l'usage de la construction de tant d'immeubles de luxe, de centres commerciaux ou d'hôtels de vingt, vingt-cinq et même quarante-et-sept étages et solitaires. Le coût de tels bâtiments varie de 10 à 200 millions de dollars malais chacun, soit de l'ordre du budget annuel total d'états fédérés comme Penang (32 millions) ou le Trengganou (24 millions). Ces chiffres sont dénotés alors que le centre des villes est déjà congestionné par un trafic automobile incroyable, que les transports publics urbains sont exécrables et que le logement dans des conditions psychiquement acceptables, ne peut être que l'œuvre d'une minorité.

Le gouvernement reconnaît que les Malais se sentent mal à l'aise dans ces villes, dans ces jungles de béton à la périphérie desquelles ils s'établissent en nombre, et il cherche les moyens de les insérer dans le tissu urbain dans des conditions psychologiquement acceptables. Le capital se vante d'avoir dépensé en un an 1 500 000 dollars malais pour ses espaces verts, tout en laissant néanmoins abriter, dans le même temps, des centaines, sinon des milliers d'arbres par

soziale. La crainte du licenciement et du chômage décourage d'autre part bien des revendications.

La menace de la récession est en effet depuis quelques mois plus dangereuse encore que l'inflation, et le gouvernement a modifié le budget 1975 en conséquence. Le taux de chômage dépasse 8 % de la population active et les licenciements se font de plus en plus fréquents dans les industries modernes, bien équipées, souvent à participation étrangère, et dont la main-d'œuvre est plus chinoise que malaise.

Pour tenter d'enrayer le glissement et maintenir l'emploi, le gouvernement a augmenté sensiblement les crédits d'investissement, travaux publics (travaux ports, habitations) et équipements collectifs (santé et éducation) notamment. Il encourage vivement les investissements étrangers, qu'ils soient australiens, américains, arabes, japonais ou européens. Il leur donne des garanties sérieuses, mais dans les limites d'une réglementation qui assure la participation malaisienne au succès de l'affaire (joint venture). D'une part, les constantes actuelles, il ne pourra obtenir de résultats significatifs qu'il peut préserver un bon climat social et laisser augurer une grande stabilité politique.

les promoteurs dans les quartiers extérieurs.

Le gouvernement de Penang va construire un centre commercial d'un coût de 200 millions de dollars malais, doté d'une tour d'escaliers, Kuantan (ville de l'importance de Malacca) en prévoit un de 30 millions, mais la moitié des villages du Perak et 80 % des maisons du Kelantan sont encore dépourvus d'électricité et d'une distribution d'eau convenable, et la mortalité infantile à la campagne est encore quadruple de ce qu'elle est dans les villes. La place prise par l'automobile est considérable. Les crédits pour l'amélioration du réseau routier, pour la construction d'autoroutes, sont très élevés, mais le 2^e Plan n'a prévu que 20 millions de dollars malais d'investissements pour le réseau ferré, qui se dégrade constamment ; déraillements fréquents (il y en aurait cinq cents par an), matériel rouillant vétuste (30 % des machines ont plus de cinquante ans d'âge). On construit un téléphérique pour desservir un casino construit à grands frais au sommet d'une montagne des environs de la capitale, à Georgetown. L'amélioration de la sécurité publique et la sécurité sociale sont très insuffisantes. On a investi en 1973 300 millions de dollars malais en hôtels (la plupart luxueux), mais seulement 100 millions de dollars malais en hôtelier, ce qui explique en partie qu'il ait vingt-six mille cinq cents étudiants malaisiens à l'étranger, et seulement treize mille deux cents dans le pays. On s'étonne de l'importance des dépenses somptuaires dans un pays où visiblement il y a encore tant à faire pour faire disparaître la pauvreté et corriger l'inégalité.

L'existence de certains services publics comme la poste ou le téléphone, la parfaite organisation de maintes entreprises, la qualité et l'abondance de la distribution commerciale, du service dans les hôtels, restaurants, transports, montrent que le pays dispose de ce qu'il faut pour réussir. Il est déjà en Asie un modèle dans bien des domaines et il n'est pas de ceux où l'importance de la corruption compromet les chances de développement.

C'est la forme du développement qui est en cause et la conscience des anomalies de la croissance progressive depuis quelque temps dans les classes moyennes, dans les milieux syndicaux et surtout dans la jeunesse universitaire.

Une partie non négligeable des étudiants semble s'être fait une idée nouvelle du caractère réel de la société malaise et ne plus accepter docilement les clichés traditionnels. Le fait qu'il s'agisse cette fois d'étudiants malais, d'origine modeste et pour la plupart sortis des kampongs (villages) où ils reviennent voir leurs familles, est de nature à éveiller l'attention. Par les jeunes qui, dans les villes, sont témoins de la transformation que font subir au pays le capitalisme chinois et

étranger et les Malais qui lui sont associés, la population des campagnes commence à acquiescer à une meilleure vision politique.

Le gouvernement paraît redouter beaucoup la congestion qui se dessine. Il a été surpris par les manifestations organisées en décembre par les étudiants pour protester précédemment contre la misère prévalant dans certaines zones rurales, et il n'a voulu voir que l'effet de l'inflation et d'éléments subversifs communistes, chinois et australiens. Tout en adjuvant les jeunes Malais de revenir au bercail, il a pris des mesures sévères. Une loi a été votée le 11 avril qui prévoit l'exclusion définitive des universités malaises de tout étudiant reconnu coupable de subversion. L'Internal Security Act, qui permet d'arrêter et de détenu indéfiniment et sans procès tout individu reconnu dangereux pour la sécurité nationale, a été confirmée.

Ce n'est cependant que par la libre discussion des problèmes, par la concertation et par un processus démocratique qu'on pourra « rectifier la trajectoire », infléchir la croissance en comptant le capitalisme sauvage qui, dans ce pays comme dans bien d'autres, va probablement faire le lit du communisme, surtout s'il se protège par la répression politique et le déni de justice. Il n'est pas sûr que le destin du pays soit de devenir une « démocratie libérale de type avancé », mais il ne semble pas que le peuple malais acceptera sans réagir d'être dominé et exploité par le nouveau Hongkong que tend à devenir sa capitale Kuala-Lumpur. L'exemple khmer est ici à méditer.

La victoire du nationalisme révolutionnaire en Indochine ne fait peser sur la Malaisie aucune menace d'ordre militaire. Mais la révolution qui vient sans doute accomplir les peuples du Vietnam, du Cambodge et du Laos ne peut pas ne pas affecter, par son exemple même, l'évolution politique des peuples du Sud-Est asiatique. Quelles que soient les réserves qu'inspireront, chez des musulmans, les voies adoptées par des Indochinois marxistes (mais bouddhistes), les modèles politiques sociaux et économiques chinois et indochinois, ils donneront l'éclair et provoqueront inévitablement, à terme, un changement en Malaisie. Il paraît difficile que celle-ci puisse demeurer longtemps ce qu'un businessman américain appellerait récemment « un paradis du capitalisme ».

Ce ne sont sans doute pas les Chinois qui prendront l'initiative d'un changement. La force et l'attitude des nationalistes malais ne peuvent en effet que susciter à la prudence et à l'attente. Le choix décisif incombe au nationalisme malais lui-même, et plus précisément aux cadres de l'UMNO, de ses organisations féminines, de sa jeunesse. De à jeunes jours à dix-huit ans, ils se préparent à relever les challenges chevronnés. La composition du Conseil suprême de l'UMNO a été, c'est un fait, profondément modifiée lors du congrès des 21-22 juin. Vieux ou jeunes, les musulmans de Malaisie sauront-ils comprendre les signes des temps, opérer le changement de ligne qui seul permettra au Front National de tenir ce qu'il a promis ? Le Front saura-t-il, comme le veut M. Abdul Razak, se mettre réellement à l'écoute du peuple tout entier, en traduire dans les faits les aspirations ? Un avenir proche le révélera. C'est alors seulement qu'on pourra mesurer les chances et le degré de stabilité du régime qui aujourd'hui oriente le destin de la Malaisie.

PHILIPPE DEVILLERS.

(3) Principal Statistics on Ownership and Participation in Commerce and Industry, West Malaysia 1970-1971, Dept of Statistics, Malaysia, Kuala-Lumpur, 1974, 208 pages.

(4) Le rapport économique du ministère des Finances pour 1974-1975 a révélé que 40 % de la population du pays sont au-dessous du niveau définissant la pauvreté. Ces 40 % comprennent les familles dont le revenu par tête est inférieur à 25 dollars malais par mois, avec un maximum de 140 dollars malais (240 francs) par foyer. (Sunday Mail, 2 mars 1975).

(5) Le dollar malais, une des plus fortes monnaies du monde, vaut environ 1,90 F.

Le « système Ali-baba »

La vérité, les Malais savent qu'ils ne peuvent rivaliser avec les Chinois sans une protection bureaucratique considérable et coûteuse. L'association avec les Chinois leur paraît à la fois plus rentable et plus confortable. D'où le « système Ali-Baba ».

Baba, c'est le musulman, le Malais. Baba, c'est le Chinois converti à l'islam, souvent moins par conviction que pour se couvrir ou pour être tranquille. Pour ne pas être l'objet de discriminations, ou de répression, les musulmans étouffants, pour obtenir les licences ou permis nécessaires, le Chinois a besoin d'un associé malais qui, par son nom, ses relations et sa protection, lui assure, contre rémunération bien sûr, paix et profit. De nombreuses entreprises, « malaises », en façade, sont ainsi, en fait, chinoises.

Ces pratiques sont aujourd'hui courantes en Malaisie, du haut en bas de l'échelle économique ou administrative. Les Chinois, sans pour cela se convertir à l'islam, ont su mettre dans leur jeu nombre d'entrepreneurs, de fonctionnaires ou de politiciens malais. Finalement, que de se battre pour se forger une base économique moderne et autonome, l'aristocratie et la bourgeoisie malaises préfèrent souvent s'associer fructueusement au dynamisme chinois et lui devoir promotion, prestige et revenus.

C'est cette association qui explique que le développement, surtout urbain, de la Malaisie ait un caractère si peu malais. L'urbanisme original qu'on pouvait voir fleurir dans le pays entre 1955 et 1969 n'a pas tenu ses promesses. C'est maintenant un développement de type américain (florida-californien) que connaissent les villes de la péninsule malaise, et même, avec une exception à Singapour, à Hongkong, à Havaï, à Bangkok, en Australie. Fonds publics, investissements chinois et étrangers se conjouent pour modifier et rapidement le visage du pays. Le skyline (l'horizon) des villes se transforme de mois en mois sous l'action des promoteurs, des « voleurs de ciel » qui, à coups de tours plus hautes les uns que les autres, défont les sites de collines harmonieuses pour en

faire des répliques de Chicago ou de Hongkong.

Le capitalisme chinois en Malaisie comme dans le reste de l'Asie du Sud-Est, est l'agent le plus actif de l'occidentalisation, le promoteur le plus efficace de l'American way of life, du luxe et de l'internationalisme mamonniste. Il n'est pas exagéré de dire qu'il « dénationalise » et « déstructure » la Malaisie... mais avec la complicité des Malais.

En fait, une « nouvelle classe » de bureaucrates, d'aristocrates et de cadres économiques malais a émergé, acquise à la société de consommation de type américain, et avide, malgré l'islam, d'un partage avec les Chinois bénéfiques et avantageux. L'inégalité sociale s'accroît, au lieu de se réduire, et les contrastes sont aussi vifs parmi les Chinois que parmi les Malais ou les Indiens. L'image d'une société divisée entre Malais pauvres et Chinois riches, ceux-ci exploitant ceux-là, ne correspond plus guère à la réalité. La société malaisienne, multiraciale, est en train de se diviser en classes sociales transcendant les origines ethniques, et la pauvreté est fort répandue (4). Mais la perception des antagonismes sociaux, de l'inégalité et de l'exploitation, est sensiblement plus nettement chez les Chinois (ce qui explique qu'ils votent en majorité à gauche), que chez les Malais, sur qui les autorités et élites traditionnelles gardent une grande influence, et dont un puissant appareil de propagande et de contrôle cherche à retarder au maximum la prise de conscience.

Mais comment les masses rurales réagiront-elles lorsqu'elles mesureront pleinement l'ampleur des inégalités, les effets sur l'environnement, la vie quotidienne le style de vie malais, du comportement de la population, de l'enseignement du Coran, d'une partie de leurs élites ? Que se passera-t-il lorsque la jeunesse malaise, dans sa majorité, à l'université, dans les villes et à la campagne, manifestera clairement son refus d'une forme de développement privilégié et faisant de la consommation doit être importée), produire les fruits et légumes dont a besoin et qu'il achète en grandes quantités au dehors, augmenter sensiblement sa production de viande, de lait, de sucre. Un grand programme de défrichage et de mise en culture de nouvelles terres a été élaboré, qui permettra d'installer des milliers de paysans malais. En même temps, et pour aider l'industrie forestière, très frappée par le réchauffement des achats à l'étranger (les cours ont baissé de 50 %), ou encourage de nouveaux usages du bois, notamment dans le bâtiment. Mais on n'est pas encore allé jusqu'à instituer un contrôle efficace de l'exploitation des forêts, dont la dévastation spectaculaire par des

Inflation, pouvoir d'achat et paix sociale

Le vent du changement a déjà atteint la Malaisie, et les milieux conservateurs ont perçu le danger. Ils redoutent la prise de conscience, par la masse des électeurs, des problèmes réels qui se posent au pays et que le gouvernement lui-même ne reconnaît pas, en termes généraux. Par toutes sortes de moyens ils en entravent toutes les formes en édulcorant la discussion. Ils craignent dans l'immédiat, que la crise économique ne précipite cette prise de conscience et que les épreuves qu'elle va infliger aux couches sociales les plus pauvres (y compris les malaisiens) ne favorisent les progrès des idées subversives et ne soient exploitées par l'opposition socialiste (DAP) et parti Rakyat notamment).

L'inflation, la baisse des cours de matières premières comme le caoutchouc et le bois, dont la Malaisie est le premier exportateur, affectent les revenus de nombreuses classes sociales. Le gouvernement malaisien pense toujours d'abord, en priorité, à sa « base électorale », la population rurale malaise. Aussi bien n'a-t-il pas tardé à réagir en sa faveur. Pour tenir compte de l'inflation, il a revalorisé le prix du riz à la production, celui annuel l'achète la National Rice and Padi Authority. Pour raffermir les cours du caoutchouc (dont la baisse avait atteint 50 % en huit mois) il s'est employé à constituer des stocks de réserve. Les revenus des cinq cent

mille petits planteurs, qui assurent la moitié de la production, s'en sont trouvés revalorisés.

Le gouvernement s'engage maintenant, avec résolution, dans une politique à long terme, destinée dans un but, et qui tend à consolider et développer l'économie rurale, à diversifier les revenus paysans tout en améliorant la balance nationale des paiements, que la récession mondiale pourrait bien compromettre durablement. Il a précisé que le pays devait s'efforcer d'obtenir, dans un délai assez court (1980-1985), son autonomie dans le domaine alimentaire : il doit notamment réduire, sinon supprimer, sa dépendance en riz (dont le tiers de la consommation doit être importé), produire les fruits et légumes dont a besoin et qu'il achète en grandes quantités au dehors, augmenter sensiblement sa production de viande, de lait, de sucre. Un grand programme de défrichage et de mise en culture de nouvelles terres a été élaboré, qui permettra d'installer des milliers de paysans malais. En même temps, et pour aider l'industrie forestière, très frappée par le réchauffement des achats à l'étranger (les cours ont baissé de 50 %), ou encourage de nouveaux usages du bois, notamment dans le bâtiment. Mais on n'est pas encore allé jusqu'à instituer un contrôle efficace de l'exploitation des forêts, dont la dévastation spectaculaire par des

ELECTIONS LEGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

ARGENTINE
(11 juillet 1975)
Président de la République : Mme María Estela Peron ; ministre de l'Intérieur : M. Antonio J. Benitez ; affaires étrangères et culture : M. Alberto Juan Vignati ; défense : M. Jorge Ernesto Garrido ; culture et éducation : M. Oscar Ivanissevich ; justice : M. Ernesto Corvellec Vignati ; travail : M. Cecilio Conditti ; économie : M. Carlos Rodrigo ; bien-être social : M. Carlos Alejandro Gustavo Viloneo.

FINLANDE
(Gouvernement d'été) (13 juillet 1975)
Premier ministre : M. Kari Oskari Liinamaa ; ministre des affaires étrangères et ministères des affaires étrangères : M. Osmo Johannes Sillanpää ; ministre du cabinet : M. Kaarlo Peltola ; justice : Mme Sirkka Järvelin ; intérieur : M. Heikki Juhanen Koski ; second ministre de l'Intérieur : M. Arvo Yrjö Linna ; travail : M. Eriko Kaleva ; finances : M. Heikki Luostarinen ; ministères des finances : M. Teuvo Johannes Kolomo ; éducation : M. Lauri Albert Paoli ; agriculture et forêts : M. Pentti Arturi Tamussalo ; transports et communications : M. Esa Elias Timonen ; commerce et industrie : M. Arvo Yrjö Linna ; second ministre du commerce et de l'industrie : M. Jorma Armas Erkki Uitto ; affaires sociales et santé : Mme Aili Epilinki Laitinen ; service des ministères : M. Ilmari Rönkä ; de la santé : M. Greta Olaf Teir ; travail : M. Ilmo Severi Pentanen.

HONGRIE
(11 juillet 1975)
Président du conseil des ministères : M. György László ; vice-présidents : M. György Ács, János Szentgyörgyi, Ferenc Balazs ; ministre des affaires étrangères : M. József Patai ; agriculture et alimentation : M. Pál Romány ; commerce extérieur :

M. István Biro ; commerce intérieur : M. István Szendrői ; communications et postes : M. Ernő Kodonyi ; construction et urbanisme : M. József Bodor ; culture : M. László Orbán ; défense nationale : colonel général Lajos Góspály ; éducation nationale : M. Erőly Polónyi ; finances : M. Lajos Faluségi ; industrie légère : Mme János Esterházy ; industrie lourde : M. Pál Simon ; intérieur : M. Andras Bankai ; justice : M. Erőly Kovács ; métallurgie et industrie mécanique : M. Imre Remele ; santé : M. Emő Schützöcs ; travail : M. László Károlyi.

REPUBLIQUE MALGACHE
(16 juin 1975)
Conseil suprême de la Révolution : Président, chef de l'État et du gouvernement, ministre de la défense et des forces armées : capitaine de frégate Didier Ratsiraha ; membres du conseil : lieutenant-colonel Joël Radoamatetaha, lieutenant-colonel Jaona Mampija, commandant Patroca, commandant Didier Rakotoari-

Jaona, commandant Martin Rampanana, capitaine Ferdinand Jaintsoa, capitaine Jean de Dieu Randriamantsoana, capitaine Max Marson.

Fonction publique, travail et lois sociales : M. Marius Randriano ; intérieur : lieutenant-colonel Jaona Mampija ; travaux publics : M. Salomon Randriana ; jeunesse : M. Rafanandry ; économie et commerce : M. Justin Rarison ; finances et plan : M. Rabotomao-Razafindralandy ; éducation nationale : M. Justin Rakotoniriana ; développement rural et réforme agraire : M. Pierre Rakotoniriana ; affaires étrangères : M. Rémi Tandrasoa ; santé : M. Jean-Jacques Seraphin ; justice, garde des sceaux : M. Portes Any ; transports, ravitaillement et tourisme : M. Jean Emmanuel ; information : M. Gaston Loka.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

62, route de Chêne
LA GRANDE-BOISSIERE
1208 GENEVE (Suisse)
Tél. : 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE
1297 FOUNEX (Vaud)
(Suisse)
Tél. : 022-76.24.31

BACCALAUREAT INTERNATIONAL
Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français
Internat et externat pour filles et garçons
Sports d'été et d'hiver

مركز الامن الوطني

NAMIBIE - PORTO-RICO - HAITI - CHILI - ETATS-UNIS

Films anti-impérialistes au Festival de Grenoble

Par IGNACIO RAMONET

LES trois précédentes rencontres de Grenoble avaient pour but la défense et l'illustration du court métrage. Injustement décrié par les producteurs, mal aimé par le public en général, ce quatrième festival, sans renier le projet initial, a consacré un intérêt particulier au film documentaire (de court ou de long métrage), qui s'impose comme le plus apte à exprimer, sur le ton de l'essai, un discours critique, une parole politique.

populations civiles par l'intervention, dans des dispensaires de campagne, de « médecins aux pieds nus » qui vaccinent les enfants et soignent les malades. La formation militaire des combattants volontaires est assurée par des cadres namibiens, formés dans les pays socialistes, qui enseignent le maniement des armes (fusils, mitrailleuses) et l'usage des explosifs. Ils donnent également des cours de théorie politique pour mieux faire comprendre l'enjeu historique de la lutte de libération. La dernière séquence nous permet d'assister à une exhortation de M. Sam Nujoma, président du SWAPO, qui s'adresse aux guérilleros pour expliquer le concept d'impérialisme et rapprocher leur combat de celui que mènent les autres peuples du tiers-monde.

Iles polluées et sanglantes

DEUX autres films venaient révéler la lutte sourde qui s'entretient, dans un quasi-indifférence internationale, les progressistes de Porto-Rico et d'Haïti. Le long métrage Puerto Rico, produit par l'Institut cubain du cinéma, réalisé par Jesús Díaz et Fernando Pérez, se veut une contribution documentaire à la campagne qu'ont entreprise les pays latino-américains en déclarant l'année 1975 année de solidarité avec Porto-Rico.

Les auteurs rappellent comment les Etats-Unis, en 1898, sous prétexte d'aider les patriotes qui luttent contre la colonisation espagnole, occupèrent militairement l'île, et devinrent les administrateurs et retardèrent sans cesse l'octroi de l'indépendance. Ils dénoncent la réalité coloniale qui se cache sous l'euphémisme d'« Etat associé », rappellent que 40 % des Portoricains vivent aux Etats-Unis dans des conditions précaires, exercent les métiers les plus rudes et les plus mal payés, mais restent attachés à leur île natale et refusent de se laisser assimiler culturellement.

Etats-Unis qui installa au pouvoir la série des présidents-marionnettes dont le dernier avatar fut Duvalier, lequel réduisit les prérogatives de l'armée au profit de ses ministres « tontons-macoutes ». Le film dénonce la dictature de Duvalier, qui n'a rien de folklorique, — il estime à trente mille le nombre des opposants massacrés en quatorze ans de présidence « à vie ».



« J'ETAIS, JE SUIS ET JE SERAI » Les documents uniques sur les camps de concentration au Chili.

duits au Chili avec de faux papiers et ayant obtenu des autorités chiliennes la permission de visiter les camps de concentration, les auteurs recueillent des témoignages terribles sur la vie au camp de Chacabuco, dans le désert d'Antofagasta, et du bagnes de Piqueno. Le film se double d'une réflexion sur la résistance ouvrière dans ces mêmes lieux du nord du Chili, berceau des luttes de Recabarren et des mineurs du salpêtre contre les propriétaires étrangers et les interventions de l'armée.

C'est la lutte d'une minorité culturelle à l'intérieur des Etats-Unis que montre Fighting for our Lives. Il s'agit de la grève menée par les ouvriers « chicanos » des plantations de raisin et de laube pour la plantation de leurs salaires ; grève qui dura plus de cent jours. Le film s'attache à montrer comment la conviction politique est directement liée à une oppression culturelle et souligne tous les aspects de la microculture « chicano » qui naît de cette lutte puis la renforce. Apparaissent ainsi des chansons dédiées à la grève, des représentations qui exorcisent l'angoisse liée à la lutte, des cris de ralliement envoûtants (« Vive la grève !

de vie : quarante ans, 50 % de la population active en chômage, salaire pour une journée de douze heures ; 6 francs. Ce premier long métrage haïtien vise à informer le public le plus étendu sur la véritable situation politique dans l'île ; il voudrait contribuer également à la création d'un large front démocratique pour s'opposer concrètement au système duvalériste.

Rétablir la vérité

DEUX autres films répondaient de la même manière à l'un des principaux objectifs du cinéma militant : modifier les rapports d'information et rétablir la vérité historique. Traitant du Chili, ces deux films sont pour l'instant inaccessibles à leur public naturel, mais ils constituent des archives qui lui permettront de retrouver la mémoire. Le premier d'entre eux, La Bataille du Chili, de Patricio Guzmán, rend compte de l'ambiance de haine de classes qui existait à Santiago à la veille du coup d'Etat et en particulier durant la période qui précède le triomphe de l'Unité populaire aux élections de mars 1973. Il révèle les manipulations dont furent l'objet certains leaders syndicaux du cuivre et des dirigeants de la corporation des camionneurs. Le film est assez fascinant par l'efficacité de la technique journalistique du direct qui lui confère un style enlevé, impressionniste, mais qui ne parvient pas à dissimuler la mollesse politique de l'entreprise. En effet, les divergences des principales familles de l'Unité populaire ne sont pas abordées, les solutions avancées par le MIR ne sont pas évoquées et l'ensemble baigne dans un discours humaniste sans véritable nerf.

Au contraire, le film des Allemands Heynowski et Schumann, Pétats, de sur et de sur (deuxième partie de la Guerre des femmes) possède une force de conviction tout à fait exceptionnelle grâce à un ton politique cohérent et à une construction d'un rare rigueur. Intro-

duire la Vierge de Guadalupe ! ». Le film met en valeur la participation massive des femmes, ainsi que des prêtres qui s'opposent aux policiers et soutiennent les ouvriers. Il montre clairement que le combat anti-impérialiste peut se mener non seulement depuis le tiers-monde, mais aussi au sein même des Etats-Unis.

C'est précisément la recherche d'un ton et d'un style propres à un cinéma du tiers-monde que se proposent deux autres films à vocation théorique. Explotados y explotadores démontre que les différences sociales ne sont pas le fruit d'une quelconque sélection naturelle mais le résultat d'un processus historique. A l'aide de dessins animés, d'extraits de documents et d'exemples pris dans la réalité mexicaine, le film illustre clairement les concepts de plus-value, de richesses naturelles, de moyens de production, de forces productives, d'appareil d'Etat, d'appareil idéologique... Véritable cours d'économie et de politique marxistes, ce moyen métrage répond bien à ce qu'il faudrait attendre d'un film didactique au service du peuple.

Le court métrage hollandais Vers un cinéma du peuple analyse les expériences cinématographiques cubaine, colombienne et soviétique (1961) pour essayer de parvenir à la définition d'un cinéma qui servirait réellement les aspirations populaires. Un entretien avec le cinéaste cubain Santiago Alvarez permet la synthèse des différentes propositions avancées par les réalisateurs militants du tiers-monde pour un cinéma politique qui contribue à la libération nationale.

Ces films vus à Grenoble prouvent qu'un cinéma réellement anti-impérialiste doit veiller à maintenir vivante la mémoire des combats populaires ; même si aucun document, écrit ou filmé, n'a conservé la trace de l'oppression, le cinéaste doit savoir chercher les vestiges de la résistance sur le corps même des combattants ; il doit soutenir que « la politique est la seule culture » d'un peuple qui lutte pour sa libération.

POUR DES PROJECTIONS-DEBATS

- HAÏTI, LE CHEMIN DE LA LIBERTÉ, 16 mm, n. et b., 102 min. Réal. : Arnold Antonin.
J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI, 35 mm, n. et b., 76 min. Réal. : Heynowski et Schumann.
LA BATAILLE DU CHILI, 35 mm, n. et b., 100 min. Réal. : Patricio Guzman.
PUERTO-RICO, 35 mm, n. et b., 80 min. Réal. : J. Díaz et F. Pérez.
LA LUTTE DE LIBERATION EN NAMIBIE, 16 mm, couleurs, 36 min. Réal. : Rudi Speer.
VERS UN CINEMA DU PEUPLE, 16 mm, couleurs, 35 min. Réal. : Leonard Henny et Kees Hin.
FIGHTING FOR OUR LIVES, 16 mm, couleurs, 58 min. Réal. : Glen Pearcy.
EXPLOTADOS Y EXPLOTADORES, 16 mm, n. et b., 45 min. Réal. : Grupo Octubre.

Dans les revues...

L'éditorial de la REVUE FRANÇAISE D'ETUDES POLITIQUES AFRICAINES (n° 114), « Sahara espagnol : comme la Guinée portugaise ». Une fondée sur DIBOUT, (Marsel), 20 F. - 22, rue de l'Éclair, Paris-10°.
Dans les ETUDES, L. Triviera, pour décrire et analyser l'histoire de l'auto-organisation de la gauche chrétienne, suit l'évolution d'une pensée très tôt partagée entre la gauche des socialistes et chrétiens : l'auto-organisation pour Jésus (juillet 1973, mensuel, 10 F. - 11, rue Malmou, 75007 Paris).

bilité par le bureau parisien des Communistes européens, consacré son dossier du mois aux disparités régionales qui créent une grave menace pour l'indépendance même du Maroc communiste. Avec un exposé de la nouvelle politique régionale de l'Europe. (Juillet-août 1975, mensuel, 3 F. - 61, rue des Belles-Feuilles, 75016 Paris).
Paul Frensch, ancien secrétaire général de la CVOCED, aujourd'hui secrétaire général adjoint des Nations unies, plaide dans sa revue CROIX, publiée par la FAO, en faveur du « recyclage tripartite » des revenus tirés du pétrole : il s'agit de saisir une occasion de modifier le schéma des investissements et des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. (Marsel, 1975, 700 lire - 10, rue delle Terme di Caracalla, 00100 Rome).
Il inaugure une série de « Cahiers » destinés à faire connaître les efforts de ses chercheurs, l'Institut d'études du développement de Genève consacré, sous le titre de LA PHILATÉLIE DES CIVILISATIONS, théories et pratiques de développement, l'essentiel de son premier recueil au thème de la « civilisation des civilisations » dans la relation entre les Occidentaux et les peuples du tiers-monde. Jacques Pouchet, membre de la revue, étudie, et remet en question la doctrine internationale de développement par la science et la tech-

nique, credo sacro-saint des institutions de l'ONU, rompu à partir d'une pratique adaptée occidentale dominée et qui occulte et écarte les autres cultures, les autres modes de connaissance... (24, rue Rothschild, 75017 Genève).
Dans la revue PROJET (n° 87) : « La société chronophage », avec un ensemble d'études axées sur les conséquences de l'accélération du progrès et ses nouveaux rythmes imposés à la vie humaine. Paul Valladier y pose la question de l'écologie du progrès, le déterminisme et la morale. (Juillet-août 1975, mensuel, 1,50 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris).
Il Des préoccupations voisines inspirent à Bertrand de Jouvenal une réflexion sur « la civilisation de l'éphémère » dans le n° 1-3 de FUTURIBLES. (Hiver-printemps 1975, trimestriel, 24 F. - 10, rue Courcouchi, 75017 Paris).
Et « Le problème des naissances so France » constitue le n° 2-4, Méritig s'interroge, dans le dernier numéro de la REVUE DE LA DÉFENSE NATIONALE, sur l'accélération inquiétante de la natalité. Au sommaire, également, un entretien avec le général de Boissieu sur les problèmes de l'armée. (Juillet 1975, mensuel, 9 F. - 1, place Joffre, 75001 Paris).

BIBLIOGRAPHIE

QUINZE ANS DE CINEMA MONDIAL - Guy Hennebelle.
Editions du Cerf, collection « 7 Arts », Paris, 1974, 422 pages, 53 F.
Depuis la disparition de Georges Sadoul, personne n'avait tenté de classer et d'ordonner la masse des films produits dans le monde, en particulier ceux des jeunes cinématographies apparues après 1960. C'est un des principaux objectifs que se fixe Guy Hennebelle dans cet ouvrage monumental. Comme critique de classement, il choisit la lecture politique des films et privilégie ceux qui, par opposition à Hollywood, proposent une nouvelle esthétique fondée sur les valeurs nationales et les traditions populaires.
Il passe ainsi en revue les principales productions des cinémas latino-américains, arabes, africains et asiatiques : il consacre spécialement une attention particulière à la « nouvelle vague » française, au jeune cinéma suisse et au cinéma québécois. Il établit de la sorte un catalogue critique et raisonné des meilleurs films réalisés depuis 1960 et expose les conditions politiques, économiques et culturelles qui ont favorisé leur réalisation.
La première partie du livre est consacrée à l'analyse de l'empire américain : l'auteur explique comment, grâce à la création en 1929 de la M.P.A.A., les Etats-Unis ont pu imposer de leurs films les marchés extérieurs et paralyser les productions locales. Il étudie également les

LISEZ Le Monde des Philatélistes L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE SOCCIMER UN SIMPLE DEMANDE. 11 bis, bd Haussmann, 75009 PARIS.

EQUATEUR

De nouvelles ressources pour lutter contre la misère ?

Promesses et limites du "boom" pétrolier

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

PREMIER exportateur de bananes du monde, l'Équateur est subitement devenu le deuxième exportateur de pétrole d'Amérique latine après le Venezuela. Tout est allé très vite. En 1969, l'existence de réserves pétrolières exploitables dans l'Orientale était confirmée. Le 16 août 1972, le premier oléoduc commençait à écoulé le précieux liquide entre Lago-Agro, dans l'Amazonie, et le port d'Esmeraldas, sur le Pacifique.

Les résultats ne se sont pas fait attendre. En 1971, les caisses de l'État étaient presque vides et la balance commerciale largement déficitaire. Mais, en 1972 déjà, grâce aux ventes d'hydrocarbures, qui se sont élevées à 60 millions de dollars, soit 20 % du total des exportations, les échanges avec l'étranger sont devenus excédentaires. En 1973, la banane a occupé, pour la première fois, la première place dans les exportations de l'Équateur, avec 36 % du montant total. Mais, depuis 1973, le pétrole arrive largement en tête, constituant désormais plus de la moitié des ventes à l'étranger. En 1974, celles-ci ont atteint près d'un milliard de dollars, soit quatre fois plus qu'en 1971.

Si l'on parle beaucoup de pétrole à Quito, il faut cependant aller dans l'Orientale ou à Esmeraldas pour voir avec quelle rapidité se réalise son exploitation. Ainsi, il n'a fallu que quinze mois pour construire l'oléoduc transéquatorien, inauguré en août 1972. Des centaines d'adéquates ont vrombi jour et nuit au-dessus de l'immense tapis vert de la jungle amazone pour transporter les hommes et le matériel. De gigantesques machines ont été déposées en piles et tachées dans les clairières puis rapidement montées, ont été mises à contribution pour élever la forêt, ouvrir une voie d'accès et établir un premier aéroport. Ensuite, les avions prirent le relais et les anneaux gigantesques de l'oléoduc ont été assemblés sur place par des ouvriers spécialisés.

D'une longueur de 500 kilomètres et d'une capacité de 260 000 barils par jour, cette impressionnante réalisation technique a été achevée dans la forêt amazonienne, puis escaladé les Andes jusqu'à 4 000 mètres d'altitude, avant de redescendre vers le Pacifique pour relier le centre d'exploitation de Lago-Agro, dans la province de Napo, au port de Balao, près d'Esmeraldas. Il y a quelques années, Lago-Agro était encore inexistante. Aujourd'hui pourvu d'une intense activité grâce à une pleine forêt vierge et plus d'une centaine de puits sont en exploitation, autour de ce campement du consortium de la Texaco Gulf. Pour arriver à ce résultat, il a d'abord fallu défricher la forêt et assécher les marais, puis construire une route à travers la jungle et monter des baraques confortables pour loger techniciens et constructeurs. Lago-Agro est quotidiennement relié à Quito par voies terrestres et aériennes. Sa petite raffinerie satisfait aux besoins en combustible de la communauté locale et un ordonnateur contrôle ses installations pétrolières, parmi les plus modernes du monde.

propret et pourvu de toutes les commodités de la vie moderne, un autre monde a lui aussi fait son apparition. Attirées par le mirage du pétrole et l'appât d'un hypothétique emploi, des centaines de personnes ont quitté leurs bristes bourgades de l'intérieur du pays pour s'agglutiner autour des grillages entourant Lago-Agro. A côté de la technique la plus avancée, c'est le rythme de la pauvreté la plus criante. Pour les autorités équatoriennes, Lago-Agro n'est toutefois que le début d'une longue aventure. Alléguant dans l'Orientale et dans la province de Guayas, d'autres compagnies comme la Cayman et l'Anglo-Ecuadorian Oilfields poursuivent activement leurs recherches. La production de pétrole représente à peine 1 % de la production totale de l'OPEP. Actuellement, ses réserves connues sont évaluées à 1 500 millions de barils. Pour s'assurer un minimum d'exploitation d'une vingtaine d'années, les responsables ont fixé un plafond d'extraction de 210 000 barils par jour. A en croire les estimations du département d'État des États-Unis, l'Équateur détient près de 20 % des réserves d'or noir d'Amérique latine.

SE proclamant nationalistes et révolutionnaires, les militaires qui ont renversé le président Velasco Ibarra le 15 février 1972 ont amorcé un virage dans la politique pétrolière équatorienne. Moins de quatre mois après leur arrivée au pouvoir, ils promulguèrent le décret 430, qui en constitue la base juridique. Il stipule expressément que les hydrocarbures forment « du patrimoine inaliénable de l'État ». En vertu de ce décret, le gouvernement s'est empressé de récupérer 4 096 000 hectares de concessions déjà octroyées, tandis que près de deux millions d'hectares restaient aux mains de compagnies avec lesquelles de nouveaux contrats étaient conclus. A la suite d'un scandale qui avait levé le voile sur d'importants trafics d'influence, en novembre 1972, le gouvernement déclarait nulles les concessions accordées précédemment dans le golfe de Guayaquil, où se trouvent d'importantes réserves de gaz naturel.

Pour appliquer et coordonner leur politique pétrolière, les autorités de Quito ont créé un nouvel organisme — la Corporation Pétrolière Equatorienne (CEPE). Dans un premier stade, la CEPE a passé des contrats d'association avec plusieurs compagnies étrangères pour la prospection, le raffinage et la production de pétrole et d'hydrocarbures. Mais, à la longue, elle espère pouvoir accomplir ces travaux elle-même et renforcer son contrôle sur l'exploitation du pétrole. A cet effet, l'État a décidé de monter sa propre flotte pétrolière, la FLOPEC. Il s'agit d'un consortium avec participation de capitaux japonais, où l'État équatorien dispose de la majorité et assume la direction de l'entreprise. La CEPE s'est également associée avec le groupe japonais Sumitomo-Shiyoda pour la construction d'une raffinerie d'État à Esmeraldas, parmi les plus modernes du monde. Cependant, autour du campement

voit fonctionner dès le début de 1976 et permettre ainsi à l'Équateur de ne plus devoir importer de pétrole raffiné pour sa consommation intérieure. Sous l'impulsion du premier ministre des Ressources Naturelles du gouvernement militaire, le contre-amiral Gustavo Jarrin Ampudia, l'Équateur a entamé une politique de récupération des richesses pétrolières. En novembre 1973, il est devenu le dixième membre de l'OPEP et à la même époque, la capitale équatorienne était choisie comme siège permanent de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLAIDE). A l'issue de la quatorzième réunion de l'OPEP, qui s'est déroulée en juin 1974 à Quito, le contre-amiral

Jarrin avait été porté à la présidence de l'organisation. Mais, quelques mois plus tard, en octobre, il était démis de ses fonctions ministérielles.

Plus qu'une simple perpétuité de politique intérieure, l'événement du contre-amiral Jarrin Ampudia avait été interprété à Quito comme l'une des conséquences des pressions exercées par certains milieux américains pour ramener l'Équateur au rang de simple pays suzerain. L'ancien ministre avait été à l'origine de la révision des contrats avec les compagnies étrangères et d'un alignement des prix de référence sur ceux de l'OPEP. Le pourcentage des royalties perçues par l'État a été fixé à 18 % et la CEPE a pris une participation de 25 % dans le consortium Texaco Gulf, qui assure la presque totalité de la production actuelle. Avant d'être relevé de ses fonctions, le contre-amiral Jarrin avait proposé que cette participation soit rapidement portée à 51 %.

Portées par cette politique, les sociétés étrangères ont alors eu tendance à délaisser l'Équateur, si bien que sa production est tombée, en 1974, de 204 000 à 165 000 barils par jour. Les entreprises pétrolières ont également désigné un appel d'offres lancé par la CEPE pour l'adjudication de quelques lots de prospection, à l'exception des compagnies d'État argentine et polonaise. Estimant ses bénéfices peu satisfaisants, la Texaco Gulf cherche à limiter ses investissements. Le ministre équatorien des finances a d'ailleurs dernièrement accusé les compagnies américaines d'avoir fait faillite dans le pays. Le pétrole américain, évalué à 200 millions de dollars, compromet ainsi la réalisation du plan quinquennal.

POURTANT, grâce aux nouveaux revenus du pétrole, l'économie équatorienne est entrée dans une période d'expansion. Depuis 1972, la croissance du produit intérieur brut se situe autour de 10 %, tandis que les réserves monétaires se sont élevées à quelque 400 millions de dollars. Avec les bénéfices du pétrole, les militaires se proposent de sortir l'Équateur de son sous-développement et d'améliorer ses capacités économiques. A cette fin, d'importants investisse-

ments ont déjà été faits, notamment dans l'agriculture, l'éducation, la santé et des travaux d'infrastructure.

D'autre part, le gouvernement actuel a sensiblement accru le budget de la défense. Les trois armes se partagent la moitié des royalties, notamment pour renouveler leur équipement. L'Équateur a passé commande de douze chasseurs à réaction franco-britanniques « Jaguar », de chars AMX et de sous-marins allemands. Cela a aussi valu des critiques aux autorités, et le cardinal Muñoz s'est retiré de la Junta de défense en raison de « sordez affaires d'armement ».

Pour la période 1975-1977, les militaires équatoriens ont lancé un ambitieux plan quinquennal. Son objectif fondamental est « une réorientation de la société, afin de passer d'un régime de sous-développement, aux injustices sociales et à la dépendance économique ». Jusqu'à la fin de 1977, le gouvernement s'est fixé les priorités suivantes : assurer le plein emploi et réduire la marginalité ; augmenter le P.I.B. de 9 % en moyenne par an ; ramener le taux d'analphabétisme de 32 à 20 % de la population ; améliorer les prestations sociales, les services médicaux et sanitaires ; développer le commerce extérieur ; stimuler la production industrielle et appliquer la réforme agraire d'octobre 1973.

Pour l'instant, le pétrole est encore loin de profiter à l'ensemble des Equatoriens. Plus de la moitié de la population active demeure toujours en marge du circuit économique. Alors que 70 % des Equatoriens absorbent 50 % du revenu global, 54 % n'en perçoivent que 9,5 %.

Faute d'une véritable redistribution des revenus, le pétrole ne fait qu'accroître les inégalités sociales. La demande croît d'abord en fonction des besoins des groupes privilégiés et les promesses du plan ne sont pas toujours faciles à traduire dans les faits. Alors que les importations d'automobiles, de postes de télévision, de whisky et d'articles de luxe sont en hausse, l'industrie équatorienne, elle, ne travaille pas à plein rendement. L'un des rares secteurs en progrès est celui de la construction, où, en 1973, l'emploi a augmenté de 8,9 % et les importations de matériaux de 53 %. Mais cela est surtout perceptible dans la multiplication des nouveaux édifices et des résidences de luxe.

La réalisation du programme d'industrialisation se fait lentement. Ainsi, sur deux cent dix projets prévus par le plan quinquennal, neuf seulement ont été mis sur pied au début de 1974. La situation ne s'est guère améliorée non plus dans le domaine de l'emploi. Selon le Centre d'analyses démographiques, 65 % de la population active travaillait actuellement selon ses capacités, 30 % serait sous-employée et 5 % serait au chômage. Mais, à en croire d'autres sources, 50 % au moins de la main-d'œuvre n'aurait pas d'occupation effective.

Pivot du plan de développement lancé en 1973, la réforme agraire a été largement délaissée. À la fin du pouvoir, les militaires avaient reconnu

l'urgence d'une transformation radicale des structures particulièrement arriérées de propriété de la terre. Qu'on en juge : alors que 1 348 grands propriétaires disposaient chacun en moyenne de 1 212 hectares, 538 874 petits paysans devaient se contenter de lopins de 2,8 hectares en moyenne. En Équateur, le secteur agricole occupe plus de 50 % de la population active, et on y compte 42 % d'illettrés, soit 10 % de plus que la moyenne nationale.

Pour stimuler la modernisation et la mécanisation de l'agriculture, le gouvernement a octroyé de nouveaux crédits et deux mille tracteurs ont été importés en 1974. Le salaire minimum des ouvriers agricoles a été porté de 450 à 750 sucres par mois, soit l'équivalent d'une trentaine de dollars.

Mais les tentatives d'application de la réforme n'ont pas tardé à se heurter à la vive résistance de la puissante oligarchie terrienne, qui s'est toujours obstinément refusée à accepter le changement fondamental. Moins d'une année après la promulgation de la loi, le ministre de l'Agriculture, M. Guillermo Maldonado Lince, qui avait été déclaré « persona non grata » par les propriétaires agricoles, était amené à démissionner, de même que ses principaux collaborateurs. Comme à l'accoutumée, les militaires ont cherché des alliés économiques de l'université de Quito, et la pression des groupes de propriétaires terriens, qui avait déjà compromis la réforme de 1964, s'est réitérée en 1974. Mais, en 1973, jusqu'à annuler les velléités réformatrices du régime.

AYANT réussi à neutraliser l'opposition civile, les militaires équatoriens gardent la situation bien en main et ne songent nullement à céder les rênes du pouvoir. Mais ils ne forment pas pour autant un groupe monolithique et sans faille. Ainsi, à diverses reprises, depuis le début de l'année, et malgré les démentis officiels, des rumeurs ont couru à Quito sur l'existence d'un malaise dans l'armée et l'éventualité d'un nouveau pronunciamiento. Mais, jusqu'ici, le président de la République, le général Guillermo Rodríguez Lara, a réussi à consolider peu à peu sa position et s'affirme comme l'arbitre des luttes d'influence entre les trois armes.

En politique étrangère, l'Équateur se montre solidaire du reste de l'Amérique latine dans ses revendications envers les États-Unis, et le gouvernement de Quito a été l'un des premiers à protester vigoureusement contre la loi sur le commerce extérieur (1). Mais, comme d'autres militaires, les militaires équatoriens hésitent à organiser la mobilisation populaire et préfèrent gouverner seuls. « Le peuple équatorien », écrit dernièrement à ce propos le mensuel Nueva, ne sait rien de sa politique pétrolière. Le moment venu, il ne saurait défendre ce qu'il ne connaît pas. »

(1) Voir l'article de Jean-Pierre Gierc, Le Monde diplomatique, mars 1975.

Les forces armées, la C. I. A. et les Églises en Amérique latine

(Suite de la première page)

Simultanément, on eut une politique de rapprochement avec les secteurs ecclésiastiques favorable au gouvernement et à l'impérialisme : « Entendre des relations amicales avec certains évêques, membres de l'Église, prêtres boliviens, de façon que l'opinion publique ne soit pas amenée à croire qu'il s'agit d'une persécution systématique de l'Église, mais seulement de quelques-uns de ses membres. Il faut insister sur la caractéristique authentique d'une Église nationale. »

Cette stratégie, fondée sur l'exacerbation des contradictions intra-ecclésiastiques, utilisa, il est curieux de le constater, une méthode d'analyse et d'intervention qui on pourrait qualifier de marxiste. Cela confirma ce qui a déjà été dit au sujet du putsch chilien notamment : les bourgeois latino-américains sont à l'école de Lénine et appliquent souvent mieux que la prolétariat les enseignements de la lutte des classes.

L'idéologie véhiculée par les moyens de communication afin d'atteindre les objectifs prévus est avant tout l'anticommunisme primaire, auquel s'ajoute le nationalisme cheuvin et un zeste de christianisme à la sauce du gouvernement des forces armées. On tentera de prouver qu'il existe un lien entre les secteurs progressistes et la « communauté internationale », les expériences de guérilla de Teopoma (4) et le gouvernement nationaliste-progressiste de Torres, renversé dans la sang en 1972 par les militaires boliviens en liaison avec les forces armées brésiliennes : « Il faut (...) faire le rapprochement entre leur action (des prêtres étrangers), le dilemme de Teopoma et les agissements du curé Prats (5). Il faut montrer de façon insaisissante qu'ils sont dans la ligne de ce dernier, qu'ils précèdent la lutte armée, qu'ils sont liés au communisme international et qu'ils ont été envoyés en Bolivie dans le seul but d'amener l'Église au communisme. »

Le clergé étranger est majoritaire en Bolivie, surtout dans les ordres religieux, l'Église ayant peu de vocations en dépit de son enracinement dans les masses. Au nom de l'« épiscopat » prêché par le hiérarchie étrangère, on va l'occuper de la politique. On entend ainsi cacher le fait que ni les secteurs progressistes ni, encore moins, les évêques, n'ont

aujourd'hui de positions partisans ; tout ce plus ont-ils une action pastorale et sociale qui, ces derniers temps, a, il est vrai, pris une résonance politique. Ainsi, la section bolivienne de « Justice et Paix » a-t-elle publié un document sur le massacre paysan de Cochabamba en 1974, tandis que les radio catholiques ont dédrué les revendications syndicales des mineurs de l'Altipalco. La campagne des cant mille signatures lancée pour protester contre l'occupation et la destruction de Radio-Pis-XII et l'expulsion de prêtres de Justice et Paix et pour défendre les droits des mineurs spoliés, a été qualifiée de « plan d'agitation » par le ministre bolivien de l'Intérieur, qui est dit chrétien.

Comment opère cette campagne idéologique ? Grâce aux pressions toujours plus fortes sur les moyens d'information : contrôle des radios catholiques, qui opèrent surtout dans la région minière et à La Paz ; campagne de presse (lettres de lecture) ; obtention de lettres d'adhésion de secteurs de droits des Églises et pressions sur la presse catholique : « Il faut accentuer les pressions sur Prensa qui qu'il ne donne à la limite que des informations très partielles sur les faits. Il faut exiger que toute communication dans le journal soit signée afin de pouvoir vérifier son origine et ses auteurs. »

Actuellement est déjà prêt une liste de dix prêtres à arrêter.

Il existe, au ministère de l'Intérieur,

une lettre d'accusation contre Justino et Paix signée par dix prêtres et religieux de nationalité bolivienne.

La collaboration de la C.I.A. est acquiescée et effective. « Par l'intermédiaire de Freddy Vargas (6) et d'Alfredo Arce (7), la C.I.A. a décidé de s'occuper directement du problème. Elle s'est engagée à donner toute l'information nécessaire sur certains prêtres, en particulier nord-américains. En quarante-huit heures, elle a remis entre les mains du ministre de l'Intérieur un dossier complet sur quelques prêtres (anthrologues paronneles, études, relations amicales, adresses, publications, contacts avec l'étranger). (...) Des informations ont également été fournies sur d'autres prêtres et religieux qui ne sont pas de nationalité nord-américaine. »

La tactique élaborée avec l'aide et la participation de la C.I.A. se réalise en plusieurs phases. La première consiste à « surveiller de très près certains ordres religieux (...) et contrôler leurs liens (...) avec les activités religieuses sur les hauts plateaux, avec les journalistes du coton et surtout les mineurs ». Oblats du Québec et jésuites catalans réalisent en effet depuis de nombreuses années un travail en étroit contact avec les ouvriers. De même, paroissons, instituteurs de recherche et quelques évêques doivent être contrôlés et surveillés et les informations centralisées dans des fichiers au ministère de l'Intérieur.

Impliquer des innocents

A la seconde phase consiste à inculper des innocents à partir de fausses preuves : « Dès qu'un prêtre est arrêté, les agents du ministère doivent prendre soin de glisser dans son porte-documents, si possible dans sa chambre, des tracts subversifs et une arme (de préférence revolver de gros calibre) ; ils tiendront prêt son curriculum vitae pour pouvoir le classer dans les dossiers et devant l'opinion publique. » L'objet est d'impliquer les prêtres dans des délits de subversion imputés par des forces politiques étrangères. « En prison, il faut éviter les conversations dans les maisons religieuses, car cela est trop facilement sujet à publicité. » En effet, le fermeture des radios

de Calavi et la perquisition brutale des prêtres n'ont-elles pas animé une grave des mineurs, difficile à contrôler ? « Les prêtres portés sur la liste seront arrêtés dans la rue, de préférence dans des endroits déserts ou en ras campagne. Les policiers doivent se déplacer en civil et dans des taxis utilisés pour cela. »

Troisième phase : expulsion du pays de religieux arrêtés de plus discrètement possible : « Il faut mettre le hiérarchie ecclésiastique devant le fait accompli. Les religieux arrêtés doivent être transférés pas être transférés dans les locaux du ministère ou du DOP. Les policiers doivent entrer en contact radio avec le

service de renseignements. Pendant que le ministère de l'Intérieur prépare les mesures appropriées, le mieux est d'emmener la prisonnière en voiture hors de la ville. Les évêques ne seront mis au courant qu'après expulsion telle. »

L'expulsion des étrangers, prêtres et pasteurs, catalogués comme subversifs, est l'objectif dernier de cette tactique élaborée pour museler les Églises. Celle-ci se veut ainsi un prétexte de bande à part, le plus dynamique. L'action policière est d'abord stimulée : « Il a été promis aux policiers qui travaillent le mieux à la mise en œuvre de ce plan de la récompenser au cours des perquisitions dans les maisons de certains religieux. »

La mutation du chef du service de renseignements, le colonel Araba, s'explique par ce fait qu'il n'était pas favorable à une attitude directe de répression. Le nouveau chef du service de renseignements, le major Vaccaro, est un homme très dur, avec des tendances au sadisme ; il a déjà directement participé à des séances de torture. Il est prêt à mettre strictement en pratique le plan prévu. »

La réaction des évêques boliviens est trop faible et trop timide. Même les progressistes parmi eux n'ont pas conscience du caractère continental de la stratégie mise au point contre les chrétiens les plus engagés. Lorsque le comité permanent de l'épiscopat se réunit après la destruction de Radio-Pis-XII et du fait de la grave des mineurs qu'elle provoqua, il reçut le ministre de l'Intérieur mais non les prêtres et les mineurs concernés. Le cardinal Maurer s'est déclaré « très satisfait du dialogue avec l'État avec lequel il espère travailler d'un commun accord pour le bien de la patrie » (8).

En 1968, la CELAM (Conférence épiscopale latino-américaine) organisa la conférence de Medellín, qui prit des positions critiques envers le capitalisme et le néocolonialisme et qui se déclara en faveur de la libération des peuples d'Amérique latine. Aujourd'hui, la CELAM, récupérée par les secteurs traditionalistes de l'Église, se fait devant la répression, la torture et les coups d'État sanglants comme celui du Chili (9). Le Vatican, en général plus attentif à la défense des droits de l'homme que certaines Églises

locales, cherche avant tout à jouer un rôle de médiation en faveur de la paix mondiale, ce qui l'oblige à maintenir de bonnes relations diplomatiques avec les États-Unis et les gouvernements en place. Contrairement au Conseil oecuménique des Églises à Genève, il est moins libre de dénoncer les politiques répressives, l'ingérence de la C.I.A. dans le contrôle et le désarmement idéologique des citoyens progressistes qui visent finalement les Églises elles-mêmes dans un continent particulièrement croyant.

Si le cri des du capitalisme continue de s'élever et si la répression doit augmenter en conséquence dans les pays dits du tiers-monde, on peut se demander jusqu'à quel point les relations conflictuelles entre États totalitaires et Églises progressistes ont visé finalement les Églises elles-mêmes dans un continent particulièrement croyant. Ce qui est le cas, les religions chrétiennes, qui ont largement servi à véhiculer l'idéologie libérale bourgeoise, cessent d'être considérées par la technocratie actuelle comme l'un des piliers de la société capitaliste post-industrielle. Dans les pays développés, le schéma idéologique du capitalisme multinational accorde peu de place à la religion (il en va de même pour le rôle des États-nations). Toutefois, la religion et les Églises sont fortes dans beaucoup de pays sous-développés où précisément évier la répression, favorisant l'apparition de nouvelles contradictions.

GONZALO ARROYO.

(1) Groupe de guérilla ayant opéré de juin à octobre 1970 et connu surtout pour sa campagne de sabotage et du jeune chrétien Hector Pico Zamora.
(2) Prêtre bolivien qui a servi de médiateur dans une affaire de séquestration posttorturaire au sud de l'Équateur.
(3) Sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur.
(4) Ancien ministre de l'Intérieur.
(5) La réaction des évêques de quelques évêques isolés en Bolivie fut à tout prendre, beaucoup plus ferme.
(6) Cf. l'article de François Eclair, les Informations catholiques internationales, 1er juin 1975.
(7) Cf. l'article de François Eclair, les Informations catholiques internationales, 1er juin 1975.
(8) Cf. l'article de François Eclair, les Informations catholiques internationales, 1er juin 1975.
(9) Cf. l'article de François Eclair, les Informations catholiques internationales, 1er juin 1975.

ERS UNE C
ES SYSTÈM
E L'EST ET

des quilibre
des évolutions

سكوت من زين

172

Coopération et sécurité en Europe

VERS UNE CONVERGENCE DES SYSTÈMES DE L'EST ET DE L'OUEST?

Le déséquilibre et les évolutions

Coexistence des États et confrontation des idéologies

L'insécurité et l'interdépendance sur le vieux continent

OUVERTE avec solennité le 3 juillet 1975 à Helsinki, la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) s'est achevée, le 1^{er} août 1975, dans la capitale finlandaise. Réunis dans l'intervalle à Genève, les experts nationaux ne se sont jamais déprisés, dans leur concertation, d'une certaine moralité. « Gardons-nous de toute illusion », lançait M. Rudolf Birschnieder, chef de la délégation suisse, aux correspondants de presse. « Nous voulons quelque chose de nouveau. Nous voulons faire un petit pas en avant dans l'établissement d'un système international. Il nous faut aujourd'hui enterrer cet espoir. La conférence ne constituera pas un événement historique... ». Le lourd forum de trente-cinq États d'Europe et d'Amérique du Nord aurait-il été décidément impropre au délicat dialogue paneuropéen ? Une horloge confisquée à un dinosaure, commenteraient certains...

Dans le même temps, le décor international général s'est modifié, du fait de la crise de l'énergie. L'insécurité de l'Europe occidentale se trouve-t-elle aggravée, l'Union soviétique éprouvant la tentation d'exploiter les difficultés de l'autre camp ? L'interdépendance des deux parties du continent serait-elle, au contraire, approfondie, une complexité

objective se dessinant entre États développés de régimes différents ? Il serait tentant de discerner une nouvelle stratégie des dirigeants soviétiques dans leurs rapports avec l'Europe et l'Occident. L'ébranlement de l'ordre économique, social, politique des sociétés libérales refléterait cette crise finale du capitalisme annoncé comme imminent depuis plus d'un demi-siècle, une crise provoquée par une lutte des classes à l'échelle internationale qu'avait entrevue Lénine — en la circonstance, l'effacement des producteurs d'énergie et des nations industrialisées. Le ralour est la pureté idéologique des origines impitoyable qui ne laisse pas la coopération avec les puissances occidentales, mais la préparation de changements radicaux en leur sein.

Pourtant, la manière d'agir des États socialistes européens semble inchangeable : elle est toujours dominée par le double désir d'éviter tout risque et d'exploiter toute occasion favorable. L'écoulement, il est vrai, est modifié : il fait mieux apparaître la dualité de la « ligne » soviétique — la rigoureuse séparation de la « cohabitation des États » et du développement de la lutte sociale. Mais n'est-ce pas déjà sur le différenciel de ces deux domaines que l'Union soviétique cherche à londer, lorsqu'elle enlame le « longue marche d'Helsinki », les règles du jeu paneuropéen ?

Les règles du jeu

La conception soviétique de la coexistence promet la paix, c'est-à-dire l'élimination de l'hostilité et de la violence, au plus des rapports entre États. La renonciation multilatérale à la menace ou à l'emploi de la force entre États — second des dix principes fondamentaux devant régir les relations paneuropéennes — exclut la conversion de la puissance militaire en contrainte ouverte. Reste la fonction politique du potentiel militaire : la « prise en considération mutuelle du rapport des forces » apparaît aux États socialistes comme le « gage nécessaire d'une coexistence pacifique solide et durable » ; le processus continu d'armement poursuivi par les gouvernements de Moscou, qui se montrent satisfaits dans les entretiens sur la limitation des armements stratégiques (SALT) ou dans les négociations sur la réduction des forces en Europe centrale (M.B.F.R.) de maintenir une avance quantitative

conçue en vertu de leur infériorité quantitative de nature, doit élever un rapport des forces favorable au socialisme — et, finalement, à la paix puisque, de par leur structure sociale, les États socialistes ne sauraient provoquer une confrontation armée.

Les rapports pacifiques entre États ainsi réglés, les principes paneuropéens devraient permettre le développement de la confrontation au niveau des sociétés. La structure pluraliste de l'État et de la société en Europe occidentale offre les points d'ancrage les plus variés aux tentatives extérieures de prise d'influence ; mais elle comporte l'avantage d'exercer une certaine séduction sur les opinions publiques des pays de l'Est par les possibilités d'épanouissement individuel qu'elle ménage. Neutraliser le pouvoir d'attraction de l'Occident dans les sociétés socialistes, ou plus simplement la tolérance croissante à l'égard de son mode de vie public et social, tout en revendiquant le droit d'exercer une influence politique sur les systèmes adverses : tel est le double impératif des dirigeants soviétiques. Ainsi, à long terme, les modifications politiques ne pourront-elles se dessiner que dans les sociétés occidentales — et dans le sens d'une adaptation progressive aux modèles socialistes.

Dans cette attente, la direction à suivre est implicitement indiquée, à Helsinki puis à Genève, par les exigences soviétiques en matière de coopération culturelle : les gouvernements occidentaux ne devraient plus se déro-

Par CHARLES ZORGBIBE

ber, sous le prétexte de libertés formelles, à leur responsabilité au mépris d'influences « contraires à la paix ou à la morale » ; il leur reviendrait d'exercer une sorte de censure sur leurs propres sociétés en vue d'éviter aux États socialistes le contamination des idées occidentales indésirables.

Un programme de coexistence requérant, au niveau des sociétés, l'ouverture inconditionnelle aux attaques adverses, au niveau des États, le démantèlement progressif des appareils militaires et la confiance généralisée dans l'innocence de la politique soviétique ; cette argumentation est, certes, le fait des idéologues, plus que des hommes d'État réalistes qui peuplent, en nombre croissant, les directions des pays de l'Est. Reste que la disqualification des conceptions concurrentes des rapports Est-Ouest sous l'étiquette diffamante de « guerre froide », l'appel à partir de « réalités » procédant elles-mêmes de la prise en considération de la puissance soviétique, marquent la détermination de Moscou d'imposer ses propres règles du jeu paneuropéen. Mais il appartenait aux États occidentaux et neutres d'opposer leur propre définition des « réalités politiques » et leur propre conception des rapports Est-Ouest.

Les travaux d'Helsinki et de Genève offrent un exemple satisfaisant de coopération politique efficace entre les neuf États de la Communauté européenne, velle entre les Neuf et les autres États occidentaux ou neutres qui partagent leurs positions de principe. Sans doute des erreurs tactiques ont-elles été commises. Certain document relatif à l'exécution de bonne foi des obligations assumées, en faisant référence aux « droits, obligations et responsabilités découlant des traités, accords et arrangements précédemment conclus », a pris un tour ambigu : ses auteurs avaient en vue les responsabilités des Neuf sur l'Allemagne ; mais la formule utilisée fleurait sa « doctrine Brejnev », elle inquiétait Yougoslaves et Roumains ; plus généralement, la distinction entre les États « responsables » et les autres est tout à fait contraire à l'esprit de la conférence qui reflète une certaine démocratisation des relations inter-étatiques.

Surtout, les Neuf semblent avoir concédé trop vite — avant le peage de Pâques 1974 — le principe de l'inviolabilité des frontières, consécration de ce statu quo territorial si cher aux Soviétiques (étendu, il est vrai, par l'allusion attachée à une possible modification pacifique). Dès lors, leur atout principal abattu, les négociateurs occidentaux ne pouvaient plus attendre de progrès que d'une réelle volonté politique des puissances de l'Est.

En fait, les ensembles constitués n'apparaissent que là où les engagements ne sont guère compromettants : sur les « grands principes », qui sont repris du droit international général ou de la

charte des Nations unies, et sur les diverses questions techniques de coopération où les ajustements sont relativement aisés. En revanche, sur les chapitres « opérationnels » (mesures destinées à créer un climat de confiance dans le domaine militaire, échanges d'informations et de personnel), les concessions des pays socialistes furent sporadiques et partielles et n'ont guère aidé à la mise au point de textes cohérents — jusqu'à la présentation par les Neuf, le 15 mai 1975, d'un document général portant le feu sur les contacts humains et les problèmes d'information, qui fut favorablement accueilli par l'U.R.S.S.

L'essentiel e cependant été ménagé : les Européens de l'Ouest sont parvenus à maintenir, en ces temps de « Realpolitik », leur exigence d'une détente à dimension humaine, susceptible de procurer des bienfaits réels aux peuples européens. Comment prolonger, au-delà de la conférence, le grand débat sur le progrès des échanges et des libertés fondamentales ?

A défaut d'un véritable mécanisme paneuropéen pour la protection des droits de l'homme, il semble possible d'améliorer l'application des conventions existantes — et particulièrement de celles qui reflètent à la fois les deux idéologies dominantes. Plus que sur des textes « périphériques », peu contestés dans leur principe — conventions humanitaires de Genève de 1949, convention de 1965 sur l'élimination de la discrimination raciale... — l'accent pourrait être mis sur les pactes des droits de l'homme

des Nations unies : seuls parmi les États européens, Bulgarie, Chypre, Danemark, Suède et Yougoslavie les ont ratifiés, mais ne forment-ils pas un microcosme des divers courants européens ?

Le problème plus général des autres institutions de la Conférence a déjà été amplement débattu. Les réticences manifestées en Occident face au projet de l'origine « socialiste » d'organisation paneuropéenne permanente ne sont pas absolument convaincantes. Les risques d'« ingérence » soviétique sont limités, du fait de la procédure d'adoption par consensus qui permet à tout État participant de bloquer le prise de décision en refusant son accord à une proposition donnée. Et le harcèlement — si harcèlement il y a — sera-t-il forcément à sens unique ? L'Union soviétique a été souvent mise au pied du mur en deux ans de conférence, et la création d'une organisation permanente ne semble plus l'un des objectifs majeurs de la diplomatie soviétique... De fait, une institution paneuropéenne offrirait un double avantage : elle permettrait le contrôle de l'application des principes paneuropéens ; elle aiderait au sein du dialogue paneuropéen, au « déblocage » des positions des petits États neutres, voire membres d'un bloc. A court terme cependant, cette double fonction sera assurée par des organismes techniques restreints se réunissant à dates régulières... dans l'attente du futur « rendez-vous » général, celui de Belgrade en 1977.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

Fondée en 1899, de réputation internationale, cette Ecole vous apporte la sécurité pour l'instruction et l'éducation de vos fils.

ÉCOLE PASCAL

à PARIS, 33, bd Lannes
75116 - Tél. : 504-14-23
AUTOBUS - METRO :
Porte Dauphine ou Pompe

à MORZINE (Haute-Savoie)
74110 - Tél. : 187
S.N.C.F. : Thonon
AÉROPORT : Genève

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du jardin d'enfants
ou BACCALAUREATS

Du jardin d'enfants
à la classe de Troisième (B.E.P.C.)

Sports et plein air
en bois de Sologno.
Laboratoire. Week-ends organisés.

Sports l'été - Ski l'hiver.
Vie saine et la montagne.
Surveillance médicale.

LIRE PAGES 10 A 13

P. 10-11. — Progrès industriel et développement des idéologies. C. Z. — Des concepts qui n'ont pas la logique des systèmes soviétiques : la bureaucratie et l'opposition face à la convergence. Jean-Jacques Warré.

P. 12-13. — Coopération et conflits : les deux Super-Grands et les autres. Pierre Hassner. — Convergence des complexes militaires soviétiques et occidentaux. Michel Sengulaz.

petrolier

Amerique latine

Des correctifs importants mais qui n'entament pas la logique des systèmes

Une symétrie beaucoup plus formelle que réelle

Par MARIE LAVIGNE *

La théorie de la convergence des systèmes socialiste et capitaliste, dans le domaine économique, a fait l'objet d'un nombre considérable d'études...

parfois ferait apparaître une société industrielle moderne dont les traits sont communs, quel que soit le régime : haut niveau technologique, déclin de l'agriculture...

gommer le rôle des rapports de propriété sur les moyens de production, considéré comme paramètre formel. Elle suppose implicitement une « économie généralisée »...

mieux adaptés à la demande, et que le second, à condition que l'entreprise soit effectivement intéressée à la réalisation du profit, l'inciterait à obtenir celui-ci avec la meilleure combinaison possible...

s'appliquer pour l'établissement de modalités de planification, dans lesquels le planificateur résout un programme mathématique d'affectation des ressources disponibles...

Les partisans de la théorie, beaucoup plus nombreux que ceux qui la contestent, sont loin d'avoir des positions idéologiques identiques.

La démonstration se présente le plus souvent, au départ, comme neutre et dépassionnée. Elle suppose l'existence d'un modèle économique commun, vers lequel tendent simultanément le capitalisme et le socialisme...

La seconde ligne théorique est, en commun avec la première, tendance à ce que l'on appelle la technologie seule.

La démonstration empirique se ramène alors à un catalogue, le plus complet possible, des « emprunts » mutuels.

Les idées même que le recherche du profit maximum conduit à la meilleure utilisation des ressources, tout en assurant la satisfaction optimale des besoins des consommateurs...

L'intressement de l'entreprise à son profit doit être examiné au niveau concret de la gestion courante. Le profit est un « indicateur de succès »...

Les réformes économiques à l'Est

Pour réfuter cette argumentation, il serait d'ailleurs erroné de démontrer d'abord que les économies de marché n'évoluent pas vers le socialisme...

Celui qui conteste ce schéma, et évitant en apparence, fait volontiers figure de stalinien attardé. On lui opposera les déclarations ou écrits d'économistes socialistes, les réalités des mécanismes économiques actuels des pays de l'Est.

Que n'a-t-on écrit sur le « réintroduction », la légitimation du profit en économie socialiste, depuis qu'il y a un peu plus de dix ans les articles rétrospectifs du professeur Evsei Liberman ont proposé de substituer à la multitude d'« indices », ou tâches planifiées obligatoires...

ON voit donc que le profit est ici un critère d'efficacité d'une gestion économique. Il se distingue du profit capitaliste par au moins quatre traits :

dans d'autres entreprises de branches différentes par concentration « conglomerate », qui se justifient par le seul mobile de profit :

Les premières propositions de convergence ont été formulées par des socialistes. L'évolution des sociétés contemporaines...

* Membre de conférences à l'université de Paris I.

Profit capitaliste et profit socialiste

L'apparence d'une réverie que d'un pronostic scientifique argumenté.

Le mouvement démocratique a tenté d'aller plus loin dans son programme en définissant ainsi les modalités de la convergence en U.R.S.S., « création d'une économie triple avec trois types de propriété des moyens de production : propriété d'Etat (de tout le peuple), propriété de groupe (collective) et propriété privée (personnelle) réglée par la consommation et le marché ».

Ce refus, qui retrouve la vieille tradition slavophile, et se nourrit de mythes déformés, reflète à sa manière l'isolement systématique cultivé par Staline et le stalinisme.

Les tendances à la restauration de la propriété privée, qui traversent des secteurs entiers de la bureaucratie désireuse d'essayer des privilèges qui ne peuvent être ni stabilisés ni transférés...

à une « réforme radicale » du système socialiste.

Puis l'article dénonce les positions de l'académisme sur la détente : « Lui, le combatant de la démocratie », il exige des pays occidentaux qu'ils n'acceptent la détente qu'à la condition expresse que les gouvernements capitalistes aient le droit d'exercer, comme il le déclare, « un certain contrôle » sur l'Union soviétique.

Deux attitudes de refus

LES courants les plus réactionnaires de l'opposition, se tournant vers le passé de la Russie, l'empire des tsars, la religion orthodoxe et ses pompes, écartent, eux, toute idée de rapprochement social et politique éventuel avec l'Occident capitaliste.

A l'autre bout du spectre, tous ceux qui, dans l'opposition, se réclament plus ou moins nettement de marxisme ou du mouvement ouvrier ignorent l'idée de la convergence ou même la refusent catégoriquement.

Après avoir affirmé que Sakharov ne représentait rien qu'un ensemble d'idées importées, l'auteur de l'article anonyme déclare :

S' appuyant sur la théorie de la « convergence », Sakharov voudrait « redresser », « soigner » la société socialiste à l'aide de médicaments capitalistes connus depuis longtemps, avant tout à l'aide de « l'initiative privée » et de la « liberté d'entreprise ».

Sans doute cela est visé-t-il notamment que Sakharov, mais tous les économistes et responsables gouvernementaux, comme le vice-ministre du commerce Smeliovok lui-même qui propose, dans un récent ouvrage sur la coopération internationale, de mettre l'économie soviétique à l'école de l'économie capitaliste...

« Il est naturellement légal, dans les conditions actuelles, qui se sont développées chez nous, de rechercher une issue dans la transplantation sur le sol soviétique des structures économiques et sociales qui existent aujourd'hui dans les pays capitalistes.

« S' appuyant sur la théorie de la « convergence », Sakharov voudrait « redresser », « soigner » la société socialiste à l'aide de médicaments capitalistes connus depuis longtemps, avant tout à l'aide de « l'initiative privée » et de la « liberté d'entreprise ».

(3) Septembre 1973. (4) Le vice-président du Gosplan, Inozemtsev, dans d'extrêmes dans Litsiatournaia Gazeta du 11 mai : « Nous vivons dans la seconde moitié du XXe siècle, le siècle de la division internationale du travail... ».

Tentation et mise en garde

EN réalité, bien que cela ne s'exprime que de façon détournée, les partisans les plus conséquents et les plus acharnés de la convergence se trouvent au sein même de la bureaucratie...

(Suite de la page 11.)

Le problème a été résolu en Union soviétique et dans certains pays d'Europe centrale par l'introduction, après la réforme, d'indices obligatoires de « produits nouveaux » ; c'est le signe d'un élargissement de la planification, contraire à l'esprit initial de la réforme, c'est aussi la preuve que l'innovation n'est pas « payante » dans les pays socialistes — on peut le déplorer, en remarquant que, pour nombre de firmes capitalistes, l'innovation, même fictive ou très superficielle, est source de profits élevés.

3) La part de profit laissée à l'entreprise est, quel que soit le système fiscal, très faible par rapport à ce que conservent, après l'impôt, les entreprises capitalistes (de l'ordre de 15 à 25 % au maximum des profits totaux). Cela tient essentiellement à la destination de ce profit : primes individuelles pour les travailleurs (y compris les cadres supérieurs, qui incontestablement bénéficient de la plus, en valeur absolue et relative, de cette redistribution) ; primes collectives (fonds d'investissement en construction de logements, équipements sociaux ; petites dépenses de modernisation, l'autofinancement, par le profit et les amortissements, d'une partie croissante d'investissements, se développe certes ; mais la part du profit qui lui est consacrée échappe en fait à la décision de l'entreprise, au premier lieu parce que le montant des investissements (y compris de ceux qui sont financés sur ressources décentralisées) est planifié, au second lieu parce que les sommes destinées à l'autofinancement et prises sur le profit sont bloquées à un niveau supérieur à celui de l'entreprise (groupement d'entreprises ou ministère industriel). Seule la Hongrie et un système d'autofinancement plus proche du modèle capitaliste, mais la planification y oriente la grande majorité des investissements :

4) On se arrive ainsi à la finalité ultime du profit d'entreprise en système socialiste, qui conditionne son attribution. Le profit est affecté, pour une part importante (60 à 70 %), à l'Etat et redistribué par les mécanismes budgétaires selon les finalités collectives (économiques et sociales) définies par les autorités ; pour une autre part, il est réinvesti, pas nécessairement dans l'entreprise où il a été constaté, même s'il reste dans la même branche, et, en tout cas, pas sur décision de cette entreprise ; le reste, on vient de l'indiquer, sert à l'inté-

resserment des travailleurs et cadres. Imaginer, dans ces conditions, que le directeur d'une entreprise socialiste puisse vouloir « maximiser son profit » tout comme le fait (est censé le faire) un entrepreneur capitaliste relève de l'aberration. Il n'est pas personnellement intéressé à la croissance de l'entreprise puisqu'il n'a pas d'autonomie véritable en matière d'investissement ; il y est peut-être intéressé idéologiquement s'il est un bon manager socialiste, mais le profit ne joue alors aucun rôle... Le profit personnel qu'il retire d'une bonne gestion, sous la forme de primes, ne peut être transposé en capital productif privé ; il ne peut qu'être consommé. Or, malgré les inégalités certaines de revenus, et donc de niveaux de consommation, qui l'on observe dans les pays socialistes, la consommation personnelle stagne très vite un plafond, en raison des limitations institutionnelles (interdiction de posséder plus d'une maison ou appartement en ville, plus d'une résidence secondaire, restrictions aux voyages à l'étranger, etc.) ou résultant d'une offre de biens de consommation moins abondante, moins diversifiée qu'à

L'Ouest. L'argent ne fait pas courir les menagers ; non par moralité innée, mais par la logique même du système. Le risque financier d'entreprises (comme son corollaire, la poursuite de la réussite financière) n'existe pas ; la recherche du profit motive beaucoup moins les cadres que celle de la sécurité, comme l'ont montré des enquêtes sociologiques effectuées dans des entreprises hongroises. C'est peut-être regrettable, et l'économie socialiste gagnerait sans doute à avoir des cadres plus entreprenants.

Peut-il alors dire que la réforme n'est pas allée assez loin, que la planification demeure trop impérative, que les décisions de production ne sont pas assez décentralisées ? Il y a certes beaucoup à faire dans cette voie. Mais l'identification du profit socialiste avec le profit capitaliste supposerait une libéralisation totale de l'investissement, laquelle est incompatible avec le principe du socialisme, où l'appropriation collective des moyens de production a une signification essentielle et non seulement formelle. Rien n'indique une évolution convergente en ce sens.

Inflation et crise énergétique

L'ACTUALITE des deux dernières années dément de façon significative les thèses de la convergence. Pourquoi les économies socialistes résistent-elles mieux à l'inflation ? Pourquoi ont-elles été moins touchées par la crise énergétique ?

Sur le premier point, on doit constater que le rythme annuel de hausse des prix se maintient entre 1 et 1,5 % dans les pays socialistes européens, et que le Hongrie, avec ses 3,6 % d'inflation en 1973, fait figure d'exception ! Les pertes de la « convergence » répliquent que les pays de l'Est subissent comme les autres les poussées inflationnistes ; celles-ci sont partiellement masquées par des indices de prix truqués, et surtout contenues par la rigidité des prix et des mécanismes de distribution (des biens de production et de consommation). L'inflation se propage et se traduit différemment : par la non-réalisation des investissements effectivement projetés, parce que les plans ne sont pas « couverts » par des ressources matérielles ; par une demande non satisfaite de biens de consommation, les revenus non dépensés allant grossir les dépôts d'épargne. Certes l'inflation existe sous cette

forme. Cependant le fait qu'elle ne se traduise pas par la hausse des prix — laquelle frapperait inégalement les différentes catégories sociales — introduit une distinction essentielle avec l'inflation « capitaliste ». Au prix d'une rigidité économique, elle assure aux pays socialistes une indéfectible stabilité sociale ; le mieux prouve en est fourni par la crise pétrolière de 1973, où une hausse des prix de détail justifiée sur un plan strictement économique s'est entraînée de graves répercussions sociales.

La crise énergétique a, de même, beaucoup moins touché les pays socialistes. Elle a assurément provoqué des difficultés sensibles pour les pays les plus dépendants de l'extérieur quant à leurs approvisionnements en matières premières ; elle a considérablement accru le coût de leurs importations en provenance des pays capitalistes ; elle a influencé restrictivement les réformes internes, en contraignant les pays qui envisagent d'introduire une réforme des prix intérieurs à renoncer. Ce n'est pas seulement parce que l'U.R.S.S., principal fournisseur de matières premières et de produits énergétiques à ses partenaires,



LE PRESIDENT FORD VISITE UNE RACE AMERICAINE EN ALLEMAGNE... A Washington comme à Moscou, la politique de détente.

pratiques, malgré l'augmentation récente de certains produits (ainsi en est-il du pain qui sert à l'alimentation du bétail) ; il n'est pas le résultat d'une diversification excessive des produits ou des conditions de production, de dépenses abusives de publicité, comme à l'Ouest. Est-ce parce que les sociétés socialistes n'ont pas encore leur « convergence » ? ou parce qu'elles cherchent à adapter leur développement à des finalités différentes ?

Les pays socialistes n'en sont pas encore au stade de la société de consommation. Les conceptions d'économie n'ont fait que se superposer aux recommandations traditionnelles ou le « régime d'économie » dans les entreprises ; la récupération des métaux, des vieux papiers, n'a jamais cessé d'être pratiquée, les consommateurs socialistes, ou roumains, ou hongrois, étaient encore habitués à rendre les bouteilles vides, à faire ramasser les bœufs, à empor-

ter les marchandises des magasins sans emballages ; la préférence aux transports collectifs n'a pas eu le temps d'être suppléée par le développement de l'automobile privée. Le gaspillage existe certes en économie socialiste, résultant surtout d'une répartition administrative des ressources productives, d'un prix trop bas, voulu pour des raisons sociales, de certains produits (ainsi en est-il du pain qui sert à l'alimentation du bétail) ; il n'est pas le résultat d'une diversification excessive des produits ou des conditions de production, de dépenses abusives de publicité, comme à l'Ouest. Est-ce parce que les sociétés socialistes n'ont pas encore leur « convergence » ? ou parce qu'elles cherchent à adapter leur développement à des finalités différentes ?

MARIE LAVIGNE.

Domaines et niveaux divers de coopération et de conflit

Les deux Super-Grands et les autres

Par PIERRE HASSNER*

L'Y a plus en commun, disait, le ordis, Tocqueville, entre deux députés dont l'un est radical qu'entre deux radicaux dont l'un est député. Peut-il dire de même qu'il y a plus en commun entre deux superpuissances dont l'une est communiste et l'autre capitaliste qu'entre deux pays capitalistes ou deux pays communistes dont l'un est une superpuissance ? Il est certain que, comme dirait un Maurice Chevalier, « quand un Super-Grand rencontre un Super-Grand, qu'est-ce qu'on entend ? Des histoires de Super-Grands ». Encore peut-on s'interroger sur le contenu de cette ressemblance et de ce dialogue. Ici, c'est le légalisme de deux grands hommes d'Etat que l'on peut évoquer.

* Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation européenne des sciences politiques.

« Je suis parfaitement d'accord avec François M^{or} de France, disait, parait-il, Charles Quint. Nous avons exactement les mêmes buts. Tous les deux, nous voulons Venise. » A quel fait écho, par-delà les siècles et les océans, cette remarque de Chou En-lai : « Les deux Super-Grands couchent dans le même lit, mais ils ne font pas les mêmes rêves. » L'interprétation chinoise naïve, depuis une bonne dizaine d'années, sur la convergence des sociétés américaine (dominée par le bourgeoisie capitaliste) et soviétique (où le capitalisme est resté par le bourgeoisie rouge) ainsi que sur celle de l'impérialisme de l'Est et du social-impérialisme de l'Ouest, n'a été que le prétexte de la théorie normative de la convergence de Tinbergen (« théorie des régimes optima ») (1).

Chine à l'idée qu'elle mène à une opposition et à une guerre inéluctable entre les deux Super-Grands. L'opinion publique, surtout en Occident, a également tendance à passer d'un extrême à l'autre tout sur les probabilités de la guerre, opposée ou identique, des sociétés que sur celui du caractère conflictuel ou coopératif de leurs relations. Oscillant entre le menchéisme et la convergence, elle voit les Super-Grands tantôt engagés dans une lutte implacable, tantôt se partageant le monde en sphères d'influence (mythe de l'Yalta) ou déclinant de la gouverner ensemble (mythe du condominium illustré par l'accord de 1873 sur la prévention de la guerre nucléaire). L'idée que la convergence des crises, des situations

et des problèmes ne signifie pas forcément celle des réactions ou des solutions, et que la convergence des formes d'organisation industrielle ne signifie pas celle des régimes politiques, l'idée que la convergence des sociétés ou des politiques comporte des sources de conflit aussi bien que de coopération et que la proportion de celles-ci varie selon les problèmes et les périodes, semblent avoir du mal à faire leur chemin. Cependant, à l'Ouest, la théorie de la maîtrise des armements fondée sur l'existence d'intérêts communs entre adversaires ou de « jeux à motifs mixtes » ou « à somme non nulle » (ce que Thomas Schelling, dans *The Strategy of Conflict*, appelle une théorie de l'antagonisme incomplet et de l'alliance imparfaite), à l'Est la dialectique mandate en

général se plus particulièrement, la théorie de la coexistence pacifique comme forme de la lutte des classes, devraient permettre de donner à l'ambiguïté et à la contradiction le rôle central qui leur revient dans l'évolution des sociétés et de leurs rapports. Les discussions autour de la politique de MM. Kissinger et Brejnev semblent indiquer un progrès dans cette voie ; successivement, le « guerro-froid » et le « détente » semblant en voie de démythification avec cependant, à l'Ouest, une tendance à interpréter les compromis provisoires comme des ententes garantissant la stabilité (d'où les illusions et déceptions de la « structure de paix » chère à M. Kissinger), et à l'Est une tendance à concevoir l'union essentiellement comme un combat (d'où la difficulté à intégrer l'acceptation d'intérêts communs authentiques autres

ARMEMENTS : COURSE ET CONTROLE

Une convergence des complexes militaires américain et soviétique

Par DIETER SENGHAAS*

EXISTE-T-IL une convergence des politiques de sécurité, de défense et d'armement des deux blocs ? Peut-on parler d'une convergence des complexes militaires ? La réponse dépend essentiellement de la définition théorique du concept de convergence. Cette tâche est néanmoins facilitée par le fait qu'elle se limite à une partie seulement des sociétés capitalistes et socialistes : le complexe militaire. Cependant, même si nous constatons dans ce domaine de réelles tendances convergentes,

(*) Professeur agrégé, chargé de recherches à la Hessische Stiftung Friedens und Konfliktforschung, Francfort-sur-le-Main. Traduit de l'allemand par Thomas Bruns, docteur en droit, assistant au Centre d'études juridiques transatlantiques de l'université de la Sarre.

cela ne suffirait pas à prouver que les deux systèmes sociaux convergent globalement, comme l'ont soutenu certaines théories occidentales, à vrai dire scientifiométriques peu fondées, ni qu'ils devraient la faire, comme le postule la théorie normative de la convergence de Tinbergen (« théorie des régimes optima ») (1).

En matière de convergence, nous tenons une démarche empirique pour plus pertinente dans la mesure où elle nous préserve des observations douteuses propres aux controverses antérieures. Cette approche méthodologique, aussi restrictive qu'elle permette à première vue, permet toutefois de trouver, dans le domaine concerné, des réponses précises qui, ultérieurement, sont susceptibles d'apporter des contributions plus concrètes à la solution de problèmes plus généraux de la convergence globale des deux systèmes sociaux.

En ce qui concerne les politiques de sécurité, de défense et d'armement, il faut d'abord mettre en évidence l'identité des mécanismes et des modes de comportement pour, ensuite, apprécier leur influence dans leur contexte social respectif. La constatation que la politique d'armement est aujourd'hui essentiellement de nature qualitative doit constituer le point de départ d'une telle analyse. Evidemment, certaines données quantitatives comme le nombre des chars, bombardiers, fusées et têtes nucléaires demeurent importantes. Et, bien sûr, il est déjà arrivé, dans le passé, que la course aux armements prenne un aspect quantitatif ; mais le rapport quantitatif-qualitatif s'est considérablement modifié. En 1914, le surenchère germano-britannique pour la suprématie des mers était encore centrée autour d'un seul système d'armes — c'était donc un phénomène relativement isolé — alors qu'aujourd'hui la course qualitative aux armements se poursuit constamment dans tous les domaines essentiels : armement nucléaire stratégique, armes nucléaires tactiques, conventionnelles, chimiques, lutte antisubmarine, guerre psychologique (« guerre des ondes »), interventions des services secrets ; et cela dans l'espace, sur la terre et dans les océans. Aucun domaine n'est oublié dans la panoplie des

moyens de destruction. Les rapports de destruction, si l'on peut se permettre cette analogie avec les rapports de production, se sont considérablement différenciés et internationalisés (2). Deux processus y ont particulièrement contribué :

1° L'innovation constante de la technologie militaire, fruit des programmes de recherche et de développement qui bénéficient d'opulentes ressources. Cette recherche, jouissant d'une liberté politique, administrative, à l'Est comme à l'Ouest, une prolifération des systèmes d'armes qui n'a pu parvenir jusqu'à maintenant intégrés dans les appareils militaires. La liste des projets avortés (« abortive systems ») s'allonge sans cesse.

2° La modernisation continue de l'armement existant par son amélioration qualitative, c'est-à-dire par l'accroissement de la précision, de la fiabilité et de l'invulnérabilité.

Une dynamique interne

L'ENORME impulsion donnée aux programmes de recherche, de développement et d'expérimentation a pour conséquence, et ceci dans les deux systèmes, que chaque puissance apprécie le menace venant de l'autre par rapport au niveau de développement de son propre armement ou à celui des progrès possibles de sa propre production, et non plus en fonction de l'armement et de la capacité technologique de l'adversaire potentiel. Dans un rapport adressé au Secrétaire général de l'ONU, en 1971, une commission internationale d'experts de l'Est, de l'Ouest et de tiers-monde constatait d'ailleurs très pertinemment :

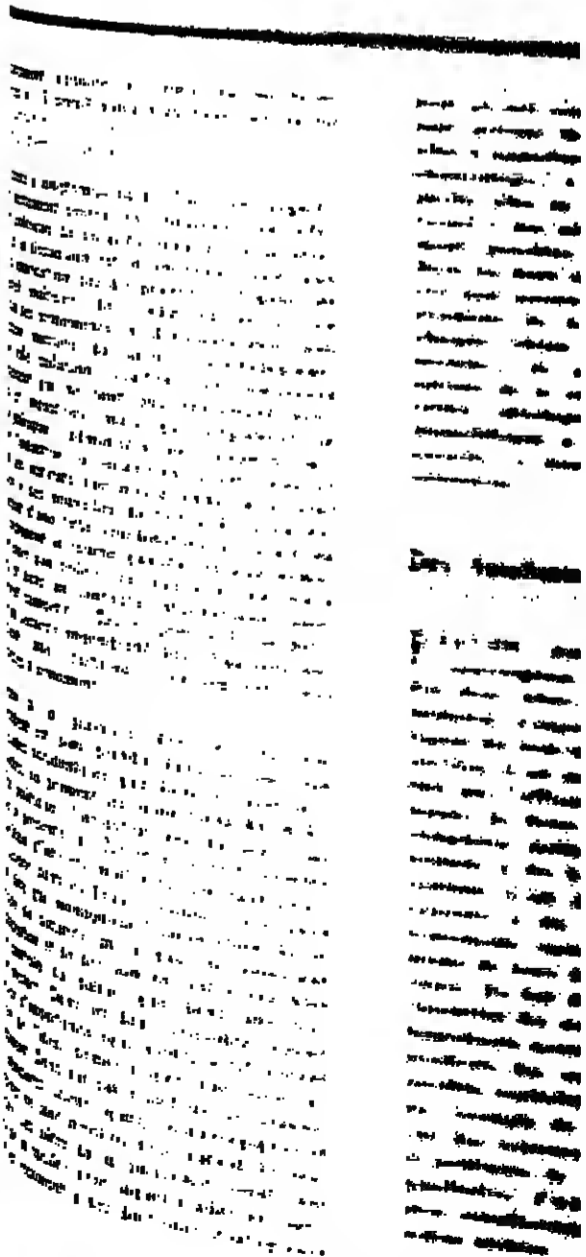
« A première vue, il semblerait que les efforts visent à améliorer la qualité des armements ou à mettre au point un système défensif suivant un ordre logique : invention d'une arme nouvelle ou d'un système d'armes nouveau, parade, contre-parade. Mais ce processus ne se déroule ni habituellement ni nécessairement selon une séquence chronologique traditionnelle.

En général, ceux qui perfectionnent les armes sont aussi ceux qui envisagent les nouvelles mesures à prendre. Ils n'attendent pas la réaction d'un ennemi éventuel pour réagir à leurs propres inventions (3).

Dans les laboratoires ou les ateliers de production, la conséquence en est que les phases de recherche, de développement, d'essai, de mise au point et d'installation d'un type d'arme suivent un schéma rigide, indépendant de l'évolution de la politique internationale, comme par exemple le passage de la « guerre froide » à la « détente ». Si les développements spécialisés dans la production d'armements voient maintenir leur potentielité technologique et stratégique, s'ils veulent utiliser pleinement les capacités existantes et tenir compte des exigences de « lead time », c'est-à-dire du délai nécessaire s'écoulant entre les premières esquisses et la mise au point définitive, ils doivent fonctionner continuellement au rythme le plus élevé. Les programmes d'armement doivent se suivre sans arrêt ; depuis une quinzaine d'années, leur succession est moins planifiée selon les options politiques et stratégiques nouvelles que selon la dynamique interne des développements technologiques qui, toutefois, doivent être susceptibles d'« instrumentalisation » politique. Pour éviter toute équivoque, il reste à souligner qu'on ne saurait considérer comme politiquement neutre la dynamique interne des impératifs technologiques ; bien au contraire, ces derniers ne donnent leur pleine mesure qu'intégrés à l'ensemble de tous les intérêts politiques concernés.

Cette combinaison de forces politiques est

(1) Pour une présentation de la théorie de Tinbergen, voir Johannes van den Doel : *Konvergenz von Verfassungsstrukturen in Ost und West in Europa*, Frankfurt am Main : Gesellschaftliche Aspekte der friedlichen Koexistenz, Suhrkamp, Erich Kleit, 1974, pp. 128-169.
(2) Voir aussi Dieter Senghaas : *Abwehr und Friede. Studien zur friedlichen Koexistenz*, Frankfurt, Fischer Verlag, 1972 (2 Auflagen).
(3) Nations unies : *Les conséquences économiques et sociales des courses aux armements et des dépenses militaires*, New-York, 1972, p. 4.



Handwritten Arabic text at the bottom of the page, possibly a signature or a reference.

VERS UNE CONVERGENCE ?



AVANT DE PARLER DE PAIX AVEC LES EUROPEENS REUNIS A HELSINKI... s'accompagne d'inquiétudes et d'arrière-pensées.

celui d'éviter la guerre nucléaire (1). Le rêve des Etats-Unis oscille entre la convergence économique et technique et leur...

long terme n'empêche pas la convergence des réactions à court terme devant les dangers de bouleversement...

Convergence des sociétés et convergence des politiques

PEUT-ETRE faudrait-il surtout parler de convergences des situations, avant tout de celles imposées par la situation nucléaire et bipolaire. Les politiques étrangères, en particulier militaires, des Deux Grands me semblent moins divergentes que leurs régimes intérieurs.

de l'interaction entre les deux grandes puissances, qu'il s'agit de créer une certaine symétrie, d'ailleurs partielle, des intérêts acquis et des structures d'organisation.

érosion de l'autorité, parfois compensée par une grande aptitude à récupérer ou apprivoiser les contestataires ; à l'Est, c'est le produit parois des explosions, le régime est la répression. D'où, pour l'instant du moins, un contraste entre la terreur sociale et politique qui semble s'installer dans les pays occidentaux et le calme rigide de l'Union soviétique.

Au niveau étatique-diplomatique, au contraire, la symétrie tend à s'accroître. L'U.R.S.S., à la fois ours et baleine, devient une puissance globale notamment navale — à l'instar des Etats-Unis et se trouve confrontée à certaines des tentatives et à certains des dilemmes que ceux-ci ont connus depuis longtemps.

Coopération et confrontation

La symétrie est-elle facteur de coopération ou de conflit, de paix ou de guerre ? Probablement la réponse diffère-t-elle selon les problèmes et selon les régions. Ainsi l'équilibre nucléaire est-il probablement stabilisateur quant aux risques de guerre, déstabilisateur quant à la course aux armements et aux chances de l'arrêter.

Le plus frappant est la coexistence simultanée de aspects les plus opposés de la coopération spatiale ou océanique (y compris dans les domaines touchant à l'idéologie, comme à l'Institut pour l'application de l'analyse des systèmes, à Vienne) et de la lutte des propagandes et des polices. Un auteur soviétique a proposé une distinction intéressante entre trois sphères : celle de la convergence (questions touchant à la guerre, à la paix, à la détente, à la coopération économique, scientifique, culturelle, écologique) ; celle de la convergence partielle, où un rapprochement est possible (projets et institutions pan-européens, désarmement, etc.) ; celle de la divergence, qui doit rester permanente (celle de la lutte idéologique) (3).

Il semble en effet conforme à la nature complexe des phénomènes et à l'intérêt de tous de distinguer les terrains d'application et d'entente. Encore faut-il éviter que les premiers n'empoisonnent les seconds. Or il est clair que, s'il est dans la nature des choses que les deux Grands ou les deux systèmes se combattent sur un terrain et collaborent sur un autre, il est non moins inévitable qu'une hostilité trop absolue ou qui amplifierait des moyens trop radicaux sur le premier pose des limites à l'intensité ou à la profondeur de la coopération dans le second.

Peut-on concevoir une dissolution des blocs militaires allant de pair avec une intensification de la division du monde en camp impérialiste et camp socialiste, une coopération technique allant de pair avec l'intensification de la course aux armements, une circulation accrue des biens allant de pair avec une circulation impossible des hommes ?

De même, si la coopération passe par l'acceptation d'une certaine dissymétrie, elle ne peut s'épanouir durablement sur le base d'une conception qui encourage, comme la font les Soviétiques, les luttes idéologiques et les changements politiques à l'Ouest tout en interdisant entièrement à l'Est sous l'étiquette de la subversion et de la guerre psychologique. Comme l'écrit Richard Lowenthal : « La coexistence ne suppose pas la convergence, mais la coopération suppose la communication. »

La parabole des éléphants

INALEMENT, le problème qui pourrait se révéler comme le plus décisif pour les relations entre les deux Grands est celui de leurs relations avec tous les autres ; et, par définition, ces derniers ont leur mot à dire pour en déterminer le caractère. A partir du moment où l'intérieur des deux Grands ou un certain équilibre dans le rôle mondial des deux superpuissances, quatre formes semblent concevables pour régler ce rôle :

l'opérer de manière structurelle si la prolifération nucléaire prend des proportions alarmantes. La seconde correspond à la logique de l'équilibre de la terreur et au vœu des Super-Grands de développer la détente entre eux tout en maintenant leur contrôle sur leurs alliés ou satellites.

- La compétition ou le conflit, direct ou indirect, pour l'orientation, extérieure ou intérieure, des forces puissances ;
— Le partage en zones d'influence ;
— Le condominium, du partage du pouvoir global plutôt que régional.

Chacun de ces deux modèles correspond à une nécessité réelle. La dernière ressortit indubitablement, en vertu du facteur nucléaire, en cas de conflit aigu ; elle est peut-être amenée à se développer d'autant plus à la réalité que la politique d'armement suivrait davantage des principes qualitatifs en effet, les complexes militaires tendent de plus en plus à s'intégrer dans des blocs de deux ordres sociaux.

Au niveau de la société, la multiplication des contestations, du professionnel au spirituel, entraîne, à l'Ouest, une

diplomatiques ou économiques, s'arrêteraient au seuil de la subversion, du bloc ou des pressions militaires.

C'est à détenir sérieusement un tel « code de bonne conduite » que le conférencier sur le sacré et la coopération en Europe et, plus encore, les conventions informelles des Etats seraient du être consacrées. Malheureusement, le logique des intérêts respectifs et commune des Super-Grands tend souvent à prendre une autre direction, plus liée au maintien de leurs empires respectifs. C'est ainsi que, pour le Portugal, au lieu d'un dialogue qui tasse du respect de la volonté populaire le condition du « sommet » d'Helsinki, on a l'impression, entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, d'une solidarité objective combinée à une opposition réelle, mais qui s'exerce l'une et l'autre au détriment du Portugal et de l'Europe. Un Portugal devenu « démocrate populaire » permettrait à l'U.R.S.S. de déplacer au moins symboliquement l'équilibre du continent. A ce titre, il déplaçait aux Etats-Unis mais servirait le « politique du pire » de M. Kissinger, qui y trouverait l'espérance d'un « vaccin » contre les progrès de la gauche dans le reste de l'Europe méditerranéenne et les prétextes d'une réaffirmation du leadership américain sur l'OTAN. Inversement, un coup de droite, similaire à celui du Chili, comblerait d'aide les Etats-Unis mais n'aurait pas que des inconvénients pour l'U.R.S.S., qui y trouverait une prétexte à renforcer ses pressions sur le Roumanie et la Yougoslavie et profiterait des divisions que la situation créerait en Europe occidentale.

Ceux qui perdrait dans les deux cas seraient le peuple portugais et l'espérance des Européens de trouver un nouveau modèle de société et d'acquiescer, ensemble, une nouvelle indépendance. Un proverbe indien déclare : « Quand deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui est écrasée. » M. Lee Kuen Yew, premier ministre de Singapour, en a raison d'ajouter : « Quand deux éléphants font l'amour, elle ne fait pas moins. »

PIERRE HASSNER.

BIBLIOGRAPHIE

- R. ARON, Dix-huit leçons sur la société industrielle, Gallimard, 1962.
La Lette des classes, Gallimard, 1964.
E. DAHERENDORF, Soziale Klassen und Klassenkonflikte in der industriellen Gesellschaft, Stuttgart, 1957.
J. FOURASTIE, Le grand espoir du vingtième siècle, Gallimard, 1964.
H. MARCUS, L'homme unilatéral, Ed. de Minuit, 1968.
P.A. SOROKIN, Russia and the United States, London, 1950.
J.K. GALBRAITH, Le nouvel Etat industriel, Gallimard, 1968.
M. LANTIER, Les économies socialistes, soviétique et chinoise, Paris, 1970.
F. FERREUX, La coexistence pacifique, P.U.F., 3 vol., 1958.
W.W. ROYD, Les étapes de la propagande économique, Le Seuil, 1968.
O. SIK, La vérité sur l'économie tchécoslovaque, Payot, 1969.
J. TANBERGEN, Convergence of Economic Systems in East and West, Rotterdam, 1965.
D. BELL, The End of Ideology, New-York, Free Press, 1966.
Z. BRZDZINSKI et F. HUNTINGTON, Political Power U.S.S.R./U.R.S.S., New-York, Viking, 1964.
G. F. KENNAN, Russia, the Atom and the West, Princeton, 1957.
T. KIS, Etat des travaux sur la problématique de la convergence, Etudes Internationales, Montréal, septembre 1971.

communément appelée « complexe militaro-industriel » ; il serait alors plus exact de parler de « complexe politique-administratif-militaire-industriel-scientifique (4) ».

Ce terme à long terme ou à l'Ouest une signification nettement péjorative ; pourtant, une officine politique de « main tendue » sur la structure de la dissension est inconcevable sans une étroite imbrication des dirigeants politiques, de l'appareil militaire, de l'industrie privée ou étatique des armements, ni d'ailleurs sans une utilisation massive du savoir technologique. D'une telle collusion résultent les complexes d'armement qui ne sont pas seulement militaires et industriels mais qui englobent la classe politique, l'administration, l'appareil militaire, l'industrie, la recherche scientifique et même les instituts spécialisés dans la « production » des nouvelles doctrines de sécurité. Le défaut d'une telle coordination priverait de son fondement la course qualitative aux armements alors que celle-ci se joue dans un cadre élargi et dans un contexte international éminemment compétitif. Ces exigences de la politique de sécurité engendrent des situations qui appellent une certaine convergence des complexes d'armement.

Même si la pluralité des intérêts qui s'affrontent est plus grande dans les sociétés capitalistes occidentales que dans les systèmes socialistes, où priment les injonctions de la direction politique, à l'Est et à l'Ouest, comme le condition d'intérêts multiples. On peut pourtant déceler, dans les deux systèmes, l'existence d'une élite qui monopolise l'élaboration de la politique de sécurité parce que les processus de conception et de décision ne sont accessibles à un contrôle du public que dans une très faible mesure. Dans les deux systèmes, aucun domaine d'importance équivalente n'est autant désigné de l'idéal démocratique que celui de l'armement. Finalement, dans les deux systèmes, les ressources financières, scientifiques, technologiques et humaines ne sont investies avec autant de passion et de facilité que lorsqu'elles se justifient en recourant à des doctrines stratégiques

dont on soit aujourd'hui que militairement elles sont privées de toute valeur opérationnelle ; elles n'appartiennent qu'à un domaine de la psychologie ; à l'exemple de la doctrine de la portée, elles se servent qu'à légitimer « a posteriori » des solutions devenues technologiquement possibles et politiquement subverties. Dans les deux systèmes, les problèmes de sécurité sont encore considérés comme étant indépendants de la particularité des intérêts de chaque classe ou de certaines catégories sociales ; ils apparaissent donc comme les options de la nation tout entière. Cette orientation idéologique est certainement moins monolithique à l'Ouest, mais la politique de sécurité y bénéficie également d'un large consensus.

Des fonctions comparables

PEUT-ON déduire de cette analyse une convergence des complexes d'armements des deux blocs ? En admettant que les phénomènes évoqués plus haut sont caractéristiques du sous-système en cours dans les deux sociétés, il est possible de répondre sans restriction par l'affirmative. On pourrait ainsi développer le thème suivant : si la genèse des complexes militaires, de plus en plus perfectionnés, a été le produit particulier de chaque système (c'est par exemple l'Ouest qui, sans conteste, a été l'instigateur de la course aux armements après 1950), il n'en va pas de même de leurs développements qualitatifs ultérieurs. Du fait de la dimension et de la différenciation des complexes d'armement, ces développements seraient actuellement devenus indépendants des conditions de pérennisation des sociétés capitaliste et socialiste. A la différence de l'exemple de droit pénal, spécifique à chacun des systèmes, les conséquences organiques et politiques de l'effort en vue d'une politique qualitative d'armement peuvent être tirées pour simultanément compatibles avec les deux ordres sociaux.

Historiquement, cette interprétation corres-

pondrait d'autant plus à la réalité que la politique d'armement suivrait davantage des principes qualitatifs en effet, les complexes militaires tendent de plus en plus à s'intégrer dans des blocs de deux ordres sociaux. Les progrès de la technologie militaire ne préfigurent-ils pas ceux de la technique civile ? Ne faut-il pas conclure du caractère uniquement symbolique de la diplomatie du contrôle des armements et de l'expectation de l'armement qualitatif à laquelle elle conduit (voir la conclusion des accords SALT (5), que les comportements des deux complexes en question montrent dans les faits des signes de convergence certains ? Il est clair qu'une stratégie de limitation véritable des armements pourrait être appliquée sans réserve, particulièrement dans le domaine nucléaire où, de toute manière, les « capacités de super-saturation » le overkill copolités » sont largement atteintes. Que ni l'une ni l'autre des parties ne se mettent en devoir de poursuivre une telle stratégie — ce qui pourrait mener l'autre à ce faire tout — montre bien que les deux « établissements » politico-militaires comprennent que, se livrer ainsi ensemble à une politique active d'armement et à une diplomatie symbolique de contrôle des armements leur rend possible, même sous le signe de la « détente », de maintenir la vieille politique onchonologique de sécurité ou service de complexes militaires pressés (6).

Bien évidemment, il est possible de déceler des fonctions de l'armement spécifiques aux deux systèmes existants (capitaliste et socialiste) ; il faut procéder à des analyses séparées (7) dont les résultats ne sauraient être appliqués indifféremment aux deux systèmes. Faisons, par exemple, à la fonction économique que revêt l'armement dans le capitalisme pour la politique conjoncturelle et technologique ; ou encore à la fonction disciplinaire exercée par l'armée dans les sociétés socialistes et dans leurs relations mutuelles. Pour résoudre le problème de la convergence, la notion de copolités, c'est-à-dire la corrélation de classe de chacun des deux ordres sociaux, est beaucoup plus décisive encore que l'ensemble des analogies et différences relevées jusqu'à présent (8).

Cette situation lie autant qu'elle sépare les complexes d'armement. Les liens consistent dans la fonction identique qu'ils jouent dans les deux systèmes et dans le contexte international : stabiliser les statuts sociaux dominants ; les différences résident dans le contenu des politiques de statuts que propose à chaque classe dominante, et reflétant les contradictions sociales spécifiques à chaque système.

Neus sommes ainsi amenés à considérer les complexes d'armement comme un des rares domaines où l'on puisse observer le développement d'une certaine convergence organique ; en ce sens, il semble possible de soutenir le thème d'une convergence partielle. Il convient d'ajouter que, formellement, la fonction de l'armement est comparable dans les deux systèmes puisque les structures des deux ordres sociaux, même si elles reposent sur des fondements différents, sont dans la même mesure antagonistes. Neus tenons également à souligner que le contenu de la politique de chaque classe dominante demeure différent ; ainsi, malgré les oppositions, est-il problématique de déduire de données étroites de l'analyse des complexes militaires un processus général de convergence.

DIETER SENGHAAS.

(4) Pour plus de détails, voir Dieter Senghaas : La dynamique de la course aux armements, conditions restrictives de la détente Est-Ouest, in « Politique étrangère », tome 37, n° 16, 1972, pp. 765-782.

(5) Pour une analyse détaillée des accords SALT, voir Dieter Senghaas : AuRüstung durch Rüstungskontrolle. Über den symbolischen Gebrauch der Politik, Stuttgart, Uran, 1972.

(6) Voir aussi Dieter Senghaas : Armement et politique de matrice des armements, in : « Science et Paix », tome 1, 1973, n° 2-3, pp. 33-48.

(7) Pour une analyse des différentes fonctions des complexes militaires, voir Dieter Senghaas : Gewalt — Kontrolle — Frieden. Essays zur Friedensforschung, Hamburg, Hoffmann und Campe, 1974, pp. 37-54.

(8) Voir Ebert Jahn : Kommunismus — und die Welt ? Zur Einordnung und militärischen Steuerung des Systems der Nationalstaaten, Hamburg, Rowohlt, 1974, et Dieter Senghaas : Rüstung und Militarisierung, Frankfurt, Suhrkamp, 1974, Teil I.

Politique et littérature

Le paysan dans le roman soviétique

Par VSEVOLOD SOURGANOV*

La vie de la paysannerie, les types, les caractères, les problèmes du village, ont toujours attiré les écrivains russes. Cependant, même les plus grands artistes d'avant la révolution ne surent pas discerner l'immense force explosive accumulée par la paysannerie russe durant des siècles d'oppression et de stagnation forcée. Nul n'a remarqué que dans ce milieu pouvait naître un Tchoupaev. Et pourtant, il naquit...

Cette remarque revient à un des maîtres de la prose soviétique contemporaine, Serge Zalyguine. De façon concise et imagée, il formule une caractéristique en principe nouvelle que la révolution vient ajouter au thème traditionnel du village dans la littérature soviétique. Dès la guerre civile, aux yeux des écrivains, la paysannerie laborieuse apparaît, avec la classe ouvrière, comme une force créatrice des plus actives de l'histoire. En l'espace d'une génération, au début de ce siècle, la nature sociale du paysan subit des changements radicaux.

On a beaucoup trop écrit sur « le paysan pauvre », affaibli et ignorant et je l'ai beaucoup trop décrit ainsi », méditait Alexandre Serafimovitch, écrivain qui s'est formé bien avant

octobre 1917. Puisqu'il y a la révolution, « j'écrirai comment la paysannerie a toujours été écrasée, telle un ours, les interventionnistes, les hobereaux, les généraux gardes-blancs... ». Cette avance, Serafimovitch la décrit dans le roman *Le torrent de fer*, qui part d'épisodes de la guerre civile, sur fond exotique de Caucase. La beauté éternelle de la nature soulignait les pauvres vêtements, l'horreur des souffrances et des morts, la cruauté de la lutte à laquelle s'étaient livrés les insurgés au nom de la justice et de la liberté.

Au cours de ces années (1921-1926), bien des écrivains décrivaient la naissance de nouvelles notions de morale et d'humanité dans le milieu paysan. Leonid Leonov racontait ces événements dans son premier roman, *Les Blaireaux*. Isaac Babel les reproduit dans un cycle de brillantes nouvelles, sous le titre commun de *Le Cavalier russe*. Vsevolod Ivanov mit en scène les partisans de Sibirie dans ses contes romantiques et philosophiques, Lidia Seifoullina, dans sa nouvelle *Virgine*, choisit pour protagoniste une jeune paysanne qui s'élève contre le mode de vie patriarcal et se lance dans la lutte acharnée entre paysans pauvres et paysans riches.

Travailleur et propriétaire

AINSI, dès sa naissance, la littérature soviétique se peuple d'une série de caractères paysans d'un type nouveau. Vassili Tchoupaev est peut-être le plus remarquable de cette lignée. Ce n'est pas un personnage imaginaire, mais un héros de la guerre civile, mort en 1919, que Dimitri Fournanov fit revivre dans un roman chroniqué très original publié quatre ans plus tard.

Fournanov, lui-même d'origine paysanne, interrompit ses études de philosophie pour s'engager comme infirmier sur le front pendant la première guerre mondiale, quand la révolution éclata, il participa à la création des soviets à Ivanovo-Voznessensk, important centre textile de Russie. En janvier 1919, il partit sur le front de l'Oural combattre l'armée tsariste Koltchak. C'est là qu'il rencontre le futur héros de son roman, qui commande à l'époque une division de l'armée rouge formée pour l'essentiel de paysans insurgés. Envoyé dans cette division en qualité de commissaire, Fournanov va vivre et combattre aux côtés de Tchoupaev pendant six mois, presque jusqu'à la mort de ce dernier. Dans son journal, le commissaire note ses réflexions sur le caractère autodidacte, découvreur « quelle personnalité, quelle figure originale, haute en couleur, il est sur le fond de la paysannerie insoumise ». Homme hors ligne, Tchoupaev, constate Fournanov, est aussi le fils de

son milieu paysan, dont il incarne les traits les plus typiques et parfois contradictoires.

L'aspiration à une « vie véritable », l'affirmation de la dignité humaine, distinguent les paysans défenseurs de la révolution décrits par Serafimovitch, Babel, Seifoullina. Cette tendance ira croissant, sur le mode dramatique.

Mikhaïl Choukhov l'a exprimée d'abord dans le recueil *Récits du Don* (en 1926), ensuite dans ses deux classiques de la littérature soviétique que sont *Le Don paisible*, et le roman *Terres défrichées*. Considérés historiquement comme une commune paysanne originale, purement russe, les Cosaques méconnaissent le servage et la pénurie de terres; la différenciation de classe dans leur milieu était moins intense qu'ailleurs.

Mais la psychologie particulière du Cosaque n'est qu'une manifestation des traits positifs conservateurs propres à l'ensemble de la paysannerie, exprimés par Choukhov d'une façon très accentuée. Il s'agit d'abord des paysans moyens, particulièrement sujets à la lutte entre les deux principes qui définissent, selon Marx, la nature de la psychologie paysanne: chaque paysan est en même temps propriétaire et travailleur. Or, dans son âme de travailleur, il est attiré vers ses confrères aux mains calleuses, dans son âme de propriétaire il envie les bourgeois.

Naissance des kolkhozes

LA révolution a mis un terme à la pénurie des terres des paysans. Le niveau économique du village, pour un certain temps, s'est trouvé égalisé; la paysannerie moyenne constituait alors en Russie la majorité absolue, ce qui aggravait la lutte entre le progrès et le jugement chez des millions de paysans. D'autant que, bloqué

par l'ennemi, affamée et ruinée, la jeune république des soviets était obligée d'établir un rigoureux monopole d'Etat du commerce des denrées alimentaires, ainsi qu'une « distribution alimentaire »: on ne laissait aux paysans que le minimum vital pour se nourrir et assurer les semences. Pour comprendre la nécessité de ces sacrifices, il a fallu que les paysans, sceptiques et hésitants, vivent leur



SUR LE THEME INÉPUISABLE DE LA COLLECTIVISATION OU LA COLLECTIVISATION Une fresque de la révolution et de la vie d'aujourd'hui dans les campagnes. (Photo Martine-Franco-Vita.)

propre expérience sociale: ce fut le groupement des paysans dans les kolkhozes, à la fin des années 20 et au début des années 30. Le paysan moyen était devenu, après la révolution, la figure centrale du village russe. Bien que toutes les positions-clés de l'industrie fussent aux mains de la classe ouvrière et que l'accroissement du nombre des paysans riches au village et l'exploitation fussent contenus par les lois soviétiques, en 1925 une avinée déjà 700 000 économistes de koulaks et, vers 1927, leur nombre atteignait 1 500 000: c'était une menace directe de restauration du capitalisme.

Presque tous les écrivains qui traitèrent de l'éducation kolkhoziennne étaient nés et avaient grandi à la campagne. Ils considéraient comme journalières et, souvent, des articles transparents le canevas littéraire: c'est ce qui explique notamment le caractère chroniqué la profusion de faits et de personnages, la faiblesse de composition des œuvres de cette époque. Autre trait original: ces livres s'ouvrent sur d'étroits conflits familiaux pour s'ouvrir brusquement et acquiescer une orientation sociale bien nette. Reflétant la brève accalmie entre les tempêtes de la guerre civile et celles de la collectivisation, ces ouvrages traitaient l'accent sur les problèmes éthiques et moraux résolus toutefois en liaison directe avec la refonte de la vie du village: d'où leur actualité, et la tournure inattendue que prenaient des sujets apparemment traditionnels.

Les *Filles* (1923-1923) de Nikolai Kotchine, *La Délicie* (1928) de Kouzma Gorbounov, *Les Côtes d'acier* (1927-1928) d'Ivan Makarov ou *Les Derniers Moutons* (1932) de Vassili Koutachev, appartiennent à cette veine, la première série des œuvres sur la collectivisation. Pour l'essentiel, ils en reflètent l'étape initiale. Les événements décisifs reviennent à la deuxième série et d'abord à Fedor Fandorov, auteur de *D'un pas ferme* (1926-1926) et Choukhov, qui, en 1932, publie le premier tome des *Terres défrichées*. (Le second livre a vu le jour en 1960 et ne relève pas de cette période.)

Fandorov a étudié avant bien d'autres le conflit absolument nouveau entre les deux formes de groupement collectif des paysans, la commune des paysans pauvres et le kolkhoze, en soulignant les avantages de ce dernier. Choukhov, quant à lui, met l'accent sur la colère du peuple contre les koulaks. Pour lui, la collectivisation est la continuation directe de la révolution et de la guerre civile: refonte de la psychologie du propriétaire, recherche d'une juste organisation du travail collectif et naissance de nouvelles normes morales. Le principal, ici, c'est le rêve éternel de bonheur humain qu'incarnent avant tout Semen Davy-

dov et Makar Nagoulov. Le charme de la spontanéité révolutionnaire s'accompagne chez Nagoulov d'une intolérance acharnée, capable de causer bien des malheurs à lui-même, à ceux qui l'entourent et à l'œuvre à laquelle il est prêt à donner sa vie. Sa frénésie est étrangère à Davydov, quoique avant tout un attachement effréné et consacré aux travailleurs; une affection que ceux-ci lui rendent bien.

La grande guerre nationale (1941-1945) dépeuple et décime les camps de concentration de koulaks, et vers 1948 les champs kolkhoziens hâlés par la guerre. Malgré les grands progrès des années suivantes, de graves problèmes allaient s'axer pour longtemps l'attention du parti communiste et de l'opinion soviétique sur la vie et le travail des campagnes.

C'est en 1952 que Valentin Orléonkine écrit le premier essai de son cycle, *La Vie quotidienne du district*, dans lequel il oppose les attitudes de deux dirigeants du parti, le premier secrétaire du comité de district, Borzov, et son adjoint Martynov. Le premier comprend ses fonctions d'une manière étroite; estimant que son travail est agilité pour le bien de nombreux gens, il trouve superflu, voire inutile, d'entrer dans les problèmes sociaux des ouvriers et de remplir et à dépasser le plan d'approvisionnement de l'Etat en vivres, il pressure les kolkhozes sans s'occuper des conditions de vie et de travail des kolkhoziens. Avec l'arrivée de Martynov, qui devient premier secrétaire, accorda une attention particulière au choix des cadres dirigeants des kolkhozes: les qualités personnelles du dirigeant se sauront pas renoncer à ses connaissances, sa habileté à travail-

ler avec les hommes, voilà la « clé » susceptible de rendre Orléonkine, de stimuler la prospérité de la campagne kolkhoziennne.

Si ce cycle romanesque ne se distingue pas par des qualités littéraires particulières, il introduit dans la littérature de nouveaux rapports sociaux. Éclaire l'orientation sociale, ingénierie active dans la vie supposant une réaction sociale immédiate, le livre d'Orléonkine agit comme une sorte d'« amorces ». A sa suite mais faisant preuve chacun d'originalité — parurent les essais et récits sur la vie de la campagne de Vladimir Tendriakov (*Les Fondrières*), la *Chute d'Ivan Tchoupaev*, de Gavril Troepolski (*Des notes d'un agronome*), d'Efim Dorochov (*Un journal de campagne*), de Sergueï Zalyguine (*Le Printemps de 1954*, *Le Tréfil rouge*), etc. C'étaient des études littéraires détaillées sur la réalité rurale des années 50. Outre de vastes généralisations d'ordre social, psychologique et économique, elles contenaient une très riche information locale, leurs auteurs vivant et travaillant dans différentes régions du pays.

Le problème des rapports entre le dirigeant et le peuple étaient développés aussi dans le roman de Fedor Fandorov, *Méditation* (1952-1968), le récit de Vladimir Tendriakov, *Word serré* (1955), le roman d'Efim Maltsev, *Entre dans chaque maison* (1956-1967), ou celui de Nikolai Choumdik, *Dans le pays aux yeux bleus* (1964-1972). Le récit de Tendriakov le *Débat* (1968) et le roman de Piotr Fomenko *La Mémoire de la terre* (1958-1970), font partie, dans une certaine mesure, de cette catégorie.

Fandorov schématisait visiblement le conflit: selon lui, le défaut principal du chef du parti se laissant dépasser par les événements est le dogmatisme. Maltsev et Choumdik prennent l'exemple de personnages qui conservent une saine relation avec les masses du peuple mais qui, dirigeants formés dans des conditions extraordinaires, ont trop l'habitude de l'union forcée des efforts directs parvenus à un haut et de l'enthousiasme des ouvriers et des paysans. Lorsque arrive une autre époque, lorsqu'il faut organiser la production et l'agriculture sur une base moderne solide et scientifique, ils se savent pas renoncer à leur « extraordinaire » du travail.

L'essor de l'urbanisation

CERTAINES œuvres des années 50 racontent le destin du simple kolkhozien qui se voit bon gré mal gré obligé d'endosser les conséquences des actions erronées de certains dirigeants. Cette veine continue d'être exploitée. Ainsi le récit de Vladimir Tendriakov *Éphémère, une vie si brève* (1965), où la perchère Nastia, honnête et désintéressée, devient pourtant la complice du président du kolkhoze qui, pour se rendre célèbre, truque les rapports qu'il envoie aux autorités de la région. Ou encore Féliague, héros du récit du même nom de Fedor Abramov (1967-1968), paysan qui se retrouve écrasé par la solitude à laquelle elle s'est condamnée.

Le récit de Vassili Belov *Une affaire familiale* (1956) présente un « alliage » original et contradictoire des traits de l'homme, fils de la nature, et des qualités que la participation à la guerre et aux affaires du kolkhoze apporte à son caractère. On y observe un retour à la tradition de Tolstoï, à une étape nouvelle et très importante du développement du thème rural.

Tout un groupe d'écrivains, agissant indépendamment les uns des autres, ont créé une immense toile épique, comprise le lecteur, par le paysan soviétique au cours des cinquante dernières années. Les livres consacrés aux événements de la collectivisation occupent sur ce plan une place particulière, notamment le deuxième tome des *Terres défrichées* (1954-1960) de Choukhov. Les écrivains ont appelé le temps à l'aide, s'efforçant de trouver dans le passé les racines des nombreux phénomènes actuels de la vie rurale. Tendriakov, dans son récit *Décès*, transporte le lecteur des années 80 aux années 20. De même Troepolski, qui travaille à son roman *Terre noire*. Ou encore Sergueï Zalyguine, qui passe du cycle d'essais *Le Printemps de 1954 à Sur l'Érythée* (1964), dont l'action se déroule au printemps de 1951, en pleine époque de collectivisation, avant de donner en 1971 *La Vallée solée*, étude sur la Sibirie de 1919, où l'auteur s'efforce de suivre et de montrer comment le pouvoir des soviets dans le milieu paysan.

Mikhaïl Alexév a consacré sa chronique autobiographique *Tournoi des cerisiers* (1961) aux destinées historiques de la campagne russe. Aux événements et aux hommes de la

campagne de la période de la guerre et de l'après-guerre. Il a consacré le récit *Pain, nom commun* (1961-1963) et le roman encore inachevé *Le Saule non pleureur*, dont la première partie est parue en 1969. Le roman-chronique *Lépagu* (1963-1965), de Sergueï Krouchtine, retrace le sort d'un ancien village russe au cours des dernières décennies. Composé de chapitres relatifs à sujets autonomes, dans le narrateur est un instituteur de campagne originaire des lieux, il nous mène d'une maison paysanne à une autre, les problèmes de la vie kolkhoziennne étant ici considérés dans une corrélation organique avec des dizaines de destins humains, dans le mouvement du temps.

Enfin, on ne peut manquer de parler de l'immense toile épique à laquelle travaille depuis plus de dix ans Fedor Abramov, et qui doit être la chronique du village septentrional de Petchokino. Abramov a déjà écrit trois romans: *Frères et sœurs* (1958), où il évoque les difficultés et les peines de la guerre; *Deux hivers et trois étés* (1968), dont l'action se passe dans les premières années de l'après-guerre, et *Chemins-croisements* (1973): à travers la famille paysanne des Frustine, l'écrivain parle de l'exploit spirituel et du travail réalisé par les kolkhoziens.

Les dix dernières années ont apporté à la vie de la campagne kolkhoziennne de nouveaux changements qualitatifs et suscité des problèmes nouveaux. Elles ont été marquées par l'urbanisation accélérée: la part des citadins en U.R.S.S. est passée de 18 % en 1926 à 60 % (soit 150 millions de personnes) en 1974. Les niveaux de vie des citadins et des kolkhoziens se rapprochent. La ville et l'industrie, qui, pour beaucoup de choses, sont redevenues à la campagne des années 30 à 50, lui rendent aujourd'hui leur aide historique.

Cheorgui Badov, Leonide Ivanov, Youri Tchernitchine, Vlastislav Falman, traitent des questions qui ont le plus d'actualité dans l'éducation kolkhoziennne moderne. Ils parlent des agronomes sélectionneurs, des spécialistes de la motoculture, des éleveurs, des travailleurs, des équipes de bœufs, pour beaucoup de choses, sont redevenues à la campagne des années 30 à 50, lui rendent aujourd'hui leur aide historique. Cheorgui Badov, Leonide Ivanov, Youri Tchernitchine, Vlastislav Falman, traitent des questions qui ont le plus d'actualité dans l'éducation kolkhoziennne moderne. Ils parlent des agronomes sélectionneurs, des spécialistes de la motoculture, des éleveurs, des travailleurs, des équipes de bœufs, pour beaucoup de choses, sont redevenues à la campagne des années 30 à 50, lui rendent aujourd'hui leur aide historique.

automobiles PEUGEOT

Distributeur officiel pour la vente:

SODEXA

- aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales
- aux Cheats se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et TI

26, RUE CAMBACÈRES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peujoxa 28.426

Journal pour l'Espagne

LE SAHARA LES CONVOLS

سكزامن لايصل

INTERNAT
Giles Jean Jacques Roubert
nice cote d'azur

Fardeau pour l'Espagne, casse-tête pour l'ONU

LE SAHARA OCCIDENTAL SUSCITE LES CONVOITISES DE SES VOISINS

Par PAUL BALTA

Le Sahara occidental sous domination espagnole sera-t-il une « nouvelle Palestine » comme certains l'ont récemment avancé ou un « nouveau Koweït » ? En tout cas, le problème est complexe : il risque de provoquer une crise grave dans la région et le pays dont il sera résolu modifiera le visage du Maghreb.

s'étendent sur 250 kilomètres carrés. Les réserves, réparties en cinq zones, sont évaluées à 10 milliards de tonnes. Celle de Bou-Kraa, où l'extraction se fait à ciel ouvert, renferme 1,7 milliard de tonnes exploitées par l'ENMINSA (Empresa Nacional Minera del Sahara).

Le principe de l'autodétermination est proclamé : la résolution 1514, intitulée Déclaration sur l'autodétermination des peuples et adoptée par l'ONU le 14 décembre 1960, sert de référence.

gouvernements marocain et mauritanien et toute autre partie intéressée (3). Les modalités de l'organisation d'un référendum libre sous les auspices de l'ONU afin de permettre à la population autochtone du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination...

étrangère, les mots d'ordre affirment le soutien du Front aux révolutions palestiniennes et vietnamiennes, réclament le levée du blocus de Cuba et proclament : « Le golo Arabique est arabe ».

Quant au Programme d'action nationale adopté par le deuxième Congrès, il se propose, entre autres, de « réaliser l'unité nationale authentique », de « nationaliser les ressources minières », de « suivre une politique d'industrialisation », de favoriser le développement de l'agriculture et de l'élevage, de « protéger les ressources maritimes » et d'« annuler toutes les formes d'exploitation ».

La solidarité maghrébine à l'épreuve

LES textes sont clairs et le règlement de l'affaire paraît relativement simple. On vient alors l'inquiétude brusquement éprouvée par les Marocains au printemps 1974 ? Les pertes de l'opposition, principalement l'U.S.F.P. (Union socialiste des forces populaires) et le P.P.S. (Parti du progrès et du socialisme) de M. Ali Yata, qui ont mal accepté de « perdre » la Mauritanie et la région de Tindouf, craignent de voir le Sahara occidental leur échapper à son tour.

ont les mêmes populations qui, de tout temps, ont habité de part et d'autre de cette frontière artificielle », déclare le président Ould Daddah. L'Algérie, de son côté, se contente de réaffirmer son hostilité au « colonialisme espagnol » et son « attachement au principe de l'autodétermination ».

La Maroc va-t-il envahir le Sahara, où l'Espagne a envoyé des renforts et maintient cinquante-six mille hommes ? La question se pose quand Hassan II révéla, au cours d'une conférence de presse tenue le 17 septembre 1974, qu'il venait de demander à la Cour internationale de la Haye de dire le droit. Sa démarche réduisit la tension et entraîna l'ajournement du référendum annoncé par l'Espagne à qui le roi tend le perche et qui a esquivé les précédents de Cintra, de Barajas et de Fés, le souverain, qui semble avoir donné quelques gages à Nouakchott, suggère à Madrid de régler directement cette affaire avec lui et l'Amble. Il laisse entendre que des arrangements sont possibles pour les bases militaires espagnoles au Sahara et pour l'exploitation en commun des phosphates. Madrid fait la sourde oreille.

Un des dirigeants et qui nous faisons remarquer que les arguments juridiques marocains paraissent au moins aussi solides, nous a répondu : « Les droits historiques sur le territoire sont un droit inhérent qui ne vaut que s'il est entré par la conscience populaire. Sinon, on n'aurait le droit des peuples à évoluer et à s'autodéterminer. Pourquoi, dès lors, l'Angleterre ne revendiquerait-elle pas l'Amérique, les Arabes le sud de l'Espagne, etc. C'est le peuple qui donne son identité au sol, non le contraire. »

Rappelons l'existence du F.L.U. (Front de libération et de l'unité), les dirigeants du F. POLISARIO affirment qu'il s'agit d'une « troisième force » constituée « principalement de militaires marocains détachés » qui n'auraient réussi jusqu'ici aucune opération d'envergure. L'argument est accueilli avec colère par les Marocains qui rétorquent avec raison qu'une partie de l'armée du Sud est composée d'anciens révoltés sahraouis. Le F. POLISARIO, ajoutent-ils, bénéficie de la complicité des autorités espagnoles, ce que nient les responsables du Front en rappelant que leurs militants sont pourchassés et emprisonnés ; ils précèdent aussi que le secrétaire général du F.L.U.S. s'est réfugié au Maroc après avoir emporté le caisse de l'organisation. Quant au Morhob (Mouvement révolutionnaire des hommes bleus), il accuse tout simplement son chef d'être un « vic » dont le nom, Eduardo Mohe, n'a rien de sahraoui et n'a pas réuni grand nombre de partisans. Le leit mot que le comportement d'Eduardo Mohe n'est pas limpide ; il affirmait, début 1973, à Alger, qu'il avait eu des annus avec les autorités marocaines parce qu'il défendait l'indépendance du Sahara ; il disparut au moment du « sommet » des non-alignés, en septembre, après avoir emporté du matériel et contracté des emprunts, jamais remboursés, auprès de mouvements de libération. On l'a vu, depuis, dans diverses capitales arabes et occidentales, notamment à Bruxelles, et il a récemment refait surface à Rabat où il défend le thème marocain, pour le moment... (Libre la suite page 16.)

Un diable sort de sa boîte

La tension remonte au printemps 1973. En particulier lorsque la mission d'enquête de l'ONU, présidée par M. Si-méon Aka, représentant de la Cédé-ovra à l'ONU, se rend fin mai-début juin en Espagne, au Sahara, au Maroc, en Algérie et en Mauritanie. Il se produit un coup de théâtre qui fait craindre au Maroc d'être coté et poteau malgré les points marqués au cours des mois écoulés : le F. POLISARIO, dont on connaissait vaguement l'existence mais qui n'avait guère fait parler de lui, sort de sa boîte comme un diable. La mission d'enquête se trouve à El-Aïoun ; le F.L.U.S. (Parti de l'unité nationale sahraoui), seul mouvement légalement reconnu et qui eut la bénédiction de Madrid, décide de manifester. Or, à la grande surprise des autorités locales, les militants déploient des drapeaux du F. POLISARIO et se révoltent être de ses partisans. Quelques jours plus tard, lorsque la mission se rend à Tindouf, le Front lui présente quinze militaires espagnols faits prisonniers et une partie du matériel capturé. Enfin, en Mauritanie, une nouvelle manifestation se produit en faveur du Front.

Le Front, qui ne dispose pas de beaucoup de matériel, déploie un intense effort de mobilisation politique et tient son deuxième congrès du 25 au 31 août 1974, au plein désert, sous des tentes gardées par des guérilleros. Un bureau politique est constitué. L'état-major du mouvement, composé de six membres, est divisé en deux directions chargées respectivement des affaires politiques et des opérations militaires. Le secrétaire général, que nous avons rencontré à Tindouf, s'appelle Oualid Mustapha Sijidi, dit Luliel. Agé de vingt-huit ans, il serait né en Mauritanie, appartiendrait à la fraction Taheliet de la tribu des Reguibat et aurait étudié le droit au Maroc avant de rejoindre le clandestinité. Les autres cadres se recrutent parmi une centaine d'étudiants sortis des universités espagnoles — dont une dizaine d'ingénieurs et de médecins, — les militants formés dans la lutte ou dans d'autres pays et les déserteurs de l'armée espagnole.

(1) Le mémorandum adressé par l'organisation au comité de décolonisation de l'ONU écrit cependant : « La composition des territoires est constituée de cinquante mille habitants, sans les esclaves. Il semble, sans que cela soit clairement précisé, que le F. POLISARIO avance ce chiffre en y incluant les populations de territoires restitués au Maroc par l'Espagne, notamment la région de Tarfaya et peut-être aussi celle d'Inal. (2) En 1967, des unités de l'Armée de libération marocaine avaient franchi Seguiet-el-Hamra et traversé le Rio-de-Oro, menaçant la frontière mauritanienne et refoulant les Espagnols sur une étroite bande côtière. A la suite de cette alerte, la France, après avoir redressé la situation par l'opération « Ecouvillon », accélérât la constitution de l'Etat mauritanien tandis que l'Espagne s'apprêtait à rendre à Sahab la zone de Tarfaya pour assurer sa tranquillité dans le reste du Sahara. (3) Il s'agit de l'Algérie. (4) Le Monde des 23 mai, 3 et 6 juin 1975. (5) La création du F.L.U.S. est nettement postérieure. (6) Les Algériens font remarquer que ces actes d'illégalité étaient d'ordre politique et non politique, comme cela arrivait à l'époque dans le monde musulman où la notion d'Etat moderne n'existait pas encore.

< Droits historiques > et autodétermination

L'ENJEU est de taille. Quant à la complexité du dossier, elle ne s'explique que dans sa perspective historique. Puissance coloniale en Mauritanie et en Algérie, la France avait obtenu entière liberté d'action au Maroc par la convention du 8 avril 1904 signée avec la Grande-Bretagne ; le 3 octobre suivant, elle concluait une convention secrète avec Madrid reconnaissant les prétentions espagnoles sur le Rio-de-Oro et Seguiet-el-Hamra. Toutefois, ce n'est qu'en 1934-1935 que l'Espagne, de connivence avec Paris, qui s'inquiétait de la résistance des Berbères du Haut-Atlas, réussit à occuper la totalité du territoire, transformé en province par le loi du 19 avril 1961.

cains qui reprochent à la France d'avoir créé un Etat fictif en emplant le Maroc d'un territoire qui a fait partie de l'empire chrétien et qui lui a donné certains de ses plus prestigieux moments. En octobre 1963, un conflit oppose Rabat et Alger au sujet de Tindouf, et l'opposition marocaine ne s'est jamais consolée depuis de ce que la souveraineté algérienne se soit étendue à cette région. Le roi Hassan II finit cependant par admettre les réalités : le 15 janvier 1968, il signe avec le président Boumediène un traité de fraternité et de bon voisinage qui met officiellement fin au litige, puis il invita le président Ould Daddah au « sommet » islamique de septembre à Rabat, ce qui revient à reconnaître la Mauritanie, l'Algérie ayant joué un rôle non négligeable pour favoriser cette réconciliation.

INTERNAT avec ou sans correspondant 1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD Cours Jean-Jacques Rousseau établissement privé du second degré DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER documentation sur demande 7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54 nice cote d'azur

(Suite de la page 15.)

Que la mission de l'ONU ait considéré le F. POLISARIO comme « partie en débat » et que M. Kurt Waldheim ait rencontré ses chefs n'ont fait qu'accroître l'irritation des Marocains et nourrir leur suspicion à l'égard d'Alger qu'ils accusent de « vouloir faire la Grande Algérie plutôt que la Grand Maghreb ».

ment selon lequel elle voudrait obtenir un couloir territorial ne tient pas : elle avait proposé l'exploitation en commun des gisements de fer de Gara-Djebilet et il était question que le minerai soit évacué par rail... tout comme l'oléoduc qui traverse l'ouest tunisien de pétrole...

partage du Sahara ; certains n'hésitent d'ailleurs pas à condamner cette formule, et d'autres l'auraient dit en privé aux membres de la mission d'enquête de l'ONU. Ils font remarquer que le Maroc a reconnu leur pays à contre-cœur et parce qu'il ne pouvait pas faire autrement...

agissements autour du Sahara de la position militaire adoptée par l'Algérie dans le domaine de l'énergie. On cherche à porter des coups aux options socialistes de notre pays et à son non-alignement actif et réel.

trop grand. Les milieux diplomatiques n'excluent cependant pas l'hypothèse d'une confrontation. De toute façon, le problème de la « décolonisation » des territoires administrés par l'Espagne rebondira à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre.

Les Canaries, enjeu stratégique

LES Espagnols affirment, de leur côté, qu'ils souhaitent une concertation avec les trois pays. N'étant pas réussi, ils ont suggéré à l'ONU de l'organiser. Mais Madrid estime aussi que le F. POLISARIO est majoritaire sur les deux tiers du territoire et qu'il peut constituer un interlocuteur valable.

terone tout pour parvenir à une solution pacifique. Toutefois, nos moyens étant limités, si nous devons recourir des coups de tous les côtés, nous demanderions à l'ONU de prendre la relève et d'envoyer éventuellement des « casques bleus » pour assurer le maintien de l'ordre jusqu'au référendum précédé par l'Assemblée générale.

pour le moment, aucune des parties intéressées ne se hasarde au moindre pronostic, le nombre d'inconnues étant

Réforme agraire et nationalisations en Ethiopie

LES MILITAIRES ET LE « SOCIALISME » A L'ASSAUT DE TRADITIONS MILLÉNAIRES

Par OLGA KAPELIOUK

Un peu plus d'un an après la prise du pouvoir par l'armée éthiopienne, le gouvernement militaire provisoire annonçait, le 4 mars dernier, la confiscation de toutes les terres agricoles et l'application de la réforme agraire, qui prévoit l'octroi d'un lot de terre ne dépassant pas 11 hectares à chaque famille d'agriculteurs.

rajeunir ses conceptions dans l'esprit du socialisme éthiopien. Dans le discours déjà mentionné, le major Abnafi Abate demande au clergé d'abandonner son fanatisme et de se rapprocher du peuple. Comme première mesure à cet effet, il lui propose de remplacer le guèze, langue de culte qui est une langue morte, par les langues vivantes des chrétiens...

et par les représentants des autorités. Il s'agit d'associations locales d'entraide et de coopération, où la participation est assurée moyennant une cotisation fixe. Les iddirs occupent des entreteneurs, de la consolation de la famille du défunt et du secours sur nécessaire, mais à présent on voudrait les exploiter à d'autres fins, tout en les modernisant ; ainsi, par exemple, la poste d'Addis-Abeba, qui ne distribue pas le courrier à domicile, commence à installer des boîtes postales pour les quelques centaines d'ididirs de la capitale, qui distribueraient le courrier à leurs membres.

Le socialisme éthiopien, défini par la charte publiée par le G.M.P. (1) et par diverses déclarations officielles, est caractérisé par une grande prudence et par une approche toute pragmatique, démontrant le souci des autorités militaires de ne pas choquer l'opinion publique. La population est connue pour son conservatisme, son attachement à la religion et son hostilité à toute doctrine importée de l'étranger.

rajaunir ses conceptions dans l'esprit du socialisme éthiopien. Dans le discours déjà mentionné, le major Abnafi Abate demande au clergé d'abandonner son fanatisme et de se rapprocher du peuple. Comme première mesure à cet effet, il lui propose de remplacer le guèze, langue de culte qui est une langue morte, par les langues vivantes des chrétiens...

Il semble que l'existence et l'utilité d'une telle institution soient surtout mises en relief par les autorités pour inciter la population rurale à accepter la création, dans tout le pays, des associations de paysans prévues par la loi de réforme agraire. Ces associations sont organisées sur la base d'une superficie de 800 hectares de terre cultivable en vue d'assurer la répartition de la terre entre ses membres, et de créer un cadre d'une part pour la coopération dans l'utilisation des outils et des bœufs de labour, d'autre part pour assurer la future représentation des paysans dans les institutions de l'Etat.

Les trois piliers du système

NOTRE socialisme est un socialisme purement éthiopien, qui puise ses sources de notre civilisation, explique le Dr Bernanoh Abebe, nommé tout récemment directeur général du ministère de la culture et responsable de l'application de la doctrine officielle dans le domaine de l'art, de la littérature et des loisirs. Le journal de langue amharique Addis Zemen reproduit chaque jour en première page la citation suivante extraite d'une proclamation du G.M.P. : « Notre doctrine socialiste éthiopienne découle de la culture éthiopienne, elle comporte un caractère et une forme éthiopiens et elle trouvera une solution éthiopienne aux problèmes éthiopiens. » Pour justifier une telle définition, les auteurs de la charte se tournent vers les trois composantes principales de la civilisation éthiopienne : la religion, l'histoire et la tradition.

Quant à la tradition, elle sera, dit-on, dans un pays où il renouveau spirituel et moral du peuple, trop soumis à toutes sortes d'influences néfastes venues de l'étranger ; la tradition suscitera l'esprit de coopération et d'entraide dans le travail.

qui ont reçu une quantité de pluie normale, la récolte n'a pas toujours été satisfaisante ; dans le Wollo, par exemple, où la famine en 1973 avait été la plus catastrophique, une récolte a été détruite à 90 % par trois invasions successives d'insectes.

Contre la pauvreté, les maladies et l'ignorance

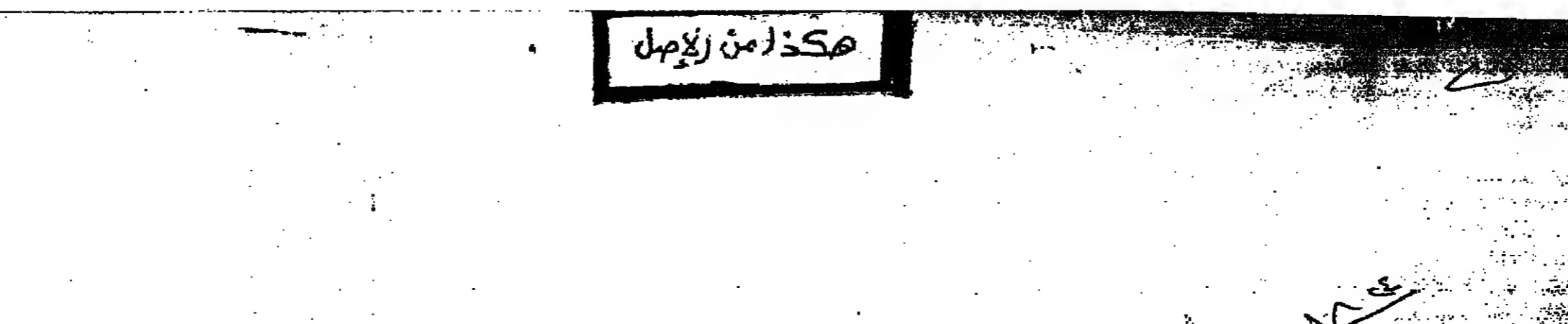
ON pourrait s'attendre à ce que le socialisme, dans un pays où il n'y a jamais eu de paradis, et à fortiori de paradis de gauche, soit empreint de pragmatisme et vise surtout la solution de quelques problèmes spécifiques. Le choix de la doctrine politique est alors expliqué dans un esprit apologétique. « Même les économistes bourgeois admettent que le socialisme constitue l'unique solution pour les problèmes des pays sous-développés », tient à rassurer, dans un éditorial, l'Ethiopian Herald (6). Le socialisme a donc été adopté, selon les autorités éthiopiennes, pour combattre les trois principaux fléaux du pays : la pauvreté, les maladies et l'ignorance.

Le gouvernement vend à des prix réduits la semence et l'équipement agricole mais la pénurie du bœuf de labour, seuls animaux utilisés dans l'agriculture, décimés par la sécheresse et les maladies, entrave considérablement les travaux des champs. Le gouvernement tend à éveiller chez toute la population la conscience du danger de la famine et le sentiment de solidarité. « Aidez-vous, nos frères périssent de faim », dit un slogan.

(1) Pour la traduction officielle de la charte en anglais voir The Ethiopian Herald, 9 janvier 1975.

(2) Addis Zemen, Addis-Abeba, 25 mars 1975.

(3) 3 avril 1975.



Une ordonnance du G.M.P. du mois de mars 1974...

La presse et la radio rapportent en détail les contributions en argent, en vêtements et en nourriture...

L'égalité que préconise le nouveau régime concerne avant tout les relations horizontales entre divers peuples et religions...

Les membres du Derg, en tournée de propagande, expliquent dans les diverses langues, avec l'aide des interprètes...

lents guerriers, sont nombreux dans l'armée et parmi les officiers, et leurs voix ont sans doute un poids considérable dans les décisions du régime...

Le G.M.P. fait un effort considérable pour se concilier les habitants musulmans du pays, dans l'espoir de désamorcer les tendances séparatistes en Erythrée...

Le gouvernement et les médias manifestent un intérêt constant pour les affaires musulmanes. Le brigadier-général Teferi Bante, président du Derg...

De toute façon, la nouvelle doctrine est censée rapprocher les différentes communautés. La revue Goh (19) raconte l'histoire suivante...

Quant à l'égalité entre classes sociales, parallèlement aux mesures économiques, l'armée a révisé le statut des riches et des pauvres...

le commerce et l'artisanat sont ingés inférieurs. Chez les Éthiopiens, ce sont surtout les artisans qui sont méprisés et qui souffrent d'une discrimination sociale marquée...

Les trois fêtes religieuses catholiques d'habitude ont un caractère historique. Les fêtes religieuses chrétiennes et trois fêtes religieuses musulmanes...

Les jeunes pionniers

La propagation du socialisme éthiopien au sein de la population rurale est confiée aux étudiants aux lycées des deux dernières années de lycée, et à leurs professeurs...

En dispersant les étudiants d'Addis-Abeba et des autres villes dans les campagnes, les militaires veulent éradiquer les idées de la bourgeoisie...

1974, et les lourdes peines infligées par la cour martiale spéciale pour corruption, spéculation ou fraude...

Toutefois, ce qui compte vraiment, c'est la manière dont sera appliquée la loi de la réforme agraire...

Enfin, cinquième et dernier principe, la charte insiste longuement sur l'effort commun de tous les habitants d'Éthiopie...

avec des indications sur l'heure et l'endroit du départ. À Addis-Abeba, le départ se fait du bureau central de la campagne...

Par ailleurs, les militaires ont été surpris par les jeunes filles d'allure résolue, les cheveux serrés sous la casquette, traversant la place...

Pour l'instant, deux mondes se côtoient en Éthiopie, l'ancien, toujours pensant, et le nouveau, à peine naissant...

- (9) Ethiopian Herald, 11 janvier 1975. (10) Addis Zemen, 30 mars 1975. (11) Tract du G.M.P. distribué en décembre 1974. (12) Ethiopian Herald, 22 décembre 1974. (13) Ethiopian Herald, 24 janvier 1975. (14) Ethiopian Herald, 10 mars 1975. (15) En anglais self-reliance. (16) 12 février 1975. (17) Des trois personnalités militaires au pouvoir, qui ont été nommés par le Derg...

Esprit d'initiative et respect du travail

DEUXIÈME principe, le régime veut éveiller la confiance en soi, l'esprit d'initiative chez les paysans qui dépendaient trop des propriétaires terriens...

Les villageois sont aussi encouragés à prendre l'initiative à l'échelon local pour la construction de routes d'embranchement et d'écoles...

empereurs, quelques-uns parmi les plus vénéralés Zera Yacob (1534-1468) ou Tewodros (1855-1868), avaient déjà aspiré à instituer un système d'administration centralisée...

Quoi qu'il en soit, actuellement toute route de quelques kilomètres et toute école de village construite par les soins des paysans et de leurs progrès...

La tâche n'est pas plus facile lorsque le régime veut — c'est son troisième principe — éveiller le respect du travail. Outre les discours exaltant la joie dans le travail...

En Éthiopie, comme dans beaucoup de sociétés rurales, les métiers comme

Le carnet des ambassadeurs

- L'ambassadeur d'Italie et Mme Francesco Malatti di Montebello ont offert une réception le 1er juillet à l'occasion du départ du général Carlo Romano... ● L'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République populaire de Mongolie et Mme Bat-Ochiryn Govov ont offert une réception le 10 juillet.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, 6/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles Citroën créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux...

SOMALIE

rendre l'Etat au peuple

De l'Indépendance au socialisme, pour briser le tribalisme, rompre avec la fascination de l'Occident et lutter contre la sécheresse

Reportage de BASIL DAVIDSON



(Photo Basil Davidson)

VOEL DE LA REVOLUTION
Aider l'individu à surmonter ses contradictions (affiche populaire).

AL'EXTREME pointe nord-est du continent africain, toujours lointain et souvent mystérieux même pour un voyageur aguerri, le pays des Somalis s'étend sur 3 000 kilomètres le long des rives de l'océan Indien et du golfe d'Aden : ligne brune de sable et de terre, au bord d'une mer miroitante. Vu d'avion, le pays revêt sur d'immenses distances la couleur uniforme d'une peau de chameau, que viennent ponctuer çà et là de petits nuages sans pluie. Après avoir atterri à Hargeisa, le voyageur monte à bord d'une Land Rover et gravit la longue pente qui mène jusqu'aux solitudes de l'Ogo, une vaste étendue plate dont la monotonie n'est rompue que par l'abrupt des petits pics volcaniques qui délimitent l'actuelle frontière avec l'empire d'Ethiopia. L'Ogo — « toit » en somali — a bien mérité son nom. Au nord, la plaine s'incline vers les collines du littoral ; au sud, par-delà l'horizon, s'étend la basse plaine du Houl, ici, nous sommes au cœur de la Somalie des nomades, qui se continue vers l'est ; c'est la contrée traditionnelle du Reer Mijiga, le peuple de la campagne, qu'il faut distinguer du Reer Magalka, le peuple des villes, les sédentaires :

pour les Somalis, la distinction est extrêmement nette.

Les nomades du Reer Mijiga, ceux des plaines de l'Ogo et des autres régions, forment plus des trois cinquièmes de la population de la Somalie, qui compte en tout un minimum de 3 millions d'habitants. Ce sont des gens fiers, d'une fierté bousillée, qui se marie bien à la splendeur désolée et pourtant si palpitante de ces contrées rudes où ils ont vu le jour ; il est de tradition chez eux d'avoir peu de complaisance pour les faiblesses humaines et d'en attendre aussi peu en retour. De génération en génération, leur vie se passe à se déplacer au rythme des saisons, en suivant le tracé ancestral d'invisibles arêtes migratoires, poussant devant eux des troupeaux de bovins, de chèvres ou de moutons au marchand d'un pas infatigable en tête d'une file de chameaux. Ils vivent dans des huttes en forme de dôme constituées de peaux de chameau assemblées sur des arceaux d'épineux, faciles à démanteler et à transporter.

Ce peuple qui possède bien peu de chose

est cependant doué de talents peu ordinaires ; c'est un peuple de bardes et de poètes, chez qui même les exploits guerriers ne semblent pas susciter autant de respect et d'envie que les dons poétiques. Au point que leur grand héros national, le « malloh fou » Mohammad Abdallah Hassan, qui a battu en brèche pendant plus de vingt ans la domination coloniale anglaise au début de ce siècle, est resté plus fameux pour ses poésies que pour ses prouesses martiales.

Serait-ce, dans un pays encore fortement dominé par de très anciennes traditions ? Il y a tout lieu de le penser, puisque l'idéal des pasteurs nomades du Reer Mijiga reste encore de mener une vie en tous points semblable à celle de leurs aïeux. En Somalie, les villes elles-mêmes sont anciennes et semblent émerger à peine d'un passé très lointain, Merca, Brava, Kisimayo, et même la capitale, Mogadiscio, avec leurs petites maisons blanches à la cheaux ogulintées au bord de l'océan, évoquent ces temps révolus d'avant la venue des Européens où le commerce battait déjà son plein sur l'océan Indien. Les touristes en quête de nostalgies romantiques y trouveraient leur compte.

d'investissement, si ce n'est sous forme de têtes de bétail. Il existait bien une petite communauté de commerçants établis depuis fort longtemps dans les villes côtières, mais son influence sur la vie nationale restait très marginale. Leur langue ne connaissant pas encore l'écriture, les Somalis étaient obligés de se gouverner eux-mêmes comme les puissances coloniales les avaient gouvernés, en se servant de langues étrangères que bien peu d'entre eux comprenaient et que moins encore écrivaient. Tous les échanges écrits devaient se faire en anglais, en italien ou en arabe.

En dépit de tout cela, les puissances coloniales léguaient à la Somalie un régime parlementaire de type italien, jugeant sans doute que c'était la solution idéale à tous ses maux. On pourrait se perdre en controverses sur l'efficacité réelle qu'a pu avoir ce modèle en Italie même, mais il ne fait aucun doute en tout cas que sa greffe sur la Somalie s'est soldée par une lamentable débâcle, versant vite dans le burlesque à l'état pur et donnant lieu à d'invoissables débordements de corruption et de gabegie.

Il est facile de comprendre pourquoi il ne pouvait pas en être autrement. En 1960, le pouvoir devait forcément tomber aux mains des Somaliens capables de s'exprimer en italien ou en anglais. Cela faisait bien peu de monde. A l'exception d'une poignée de représentants des divers avatars du nationalisme somalien, il s'agissait surtout de citoyens aisés aux idées très conservatrices, qui se considéraient comme faisant partie d'une élite privilégiée — élite dont les seuls attributs distinctifs étaient en fait la capacité de lire et d'écrire et les liens de parenté. Ces notables prirent possession du nouvel Etat et se mirent en devoir d'en faire une démocratie orthodoxe, c'est-à-dire capitaliste, conformément aux institutions qu'ils avaient héritées de leurs « tuteurs » coloniaux (en 1950, l'ONU avait placé la Somalie sous tutelle italienne pour une période de dix ans).

En réalité, ils se préoccupaient surtout de leurs fortunes et de leurs carrières, et le régime parlementaire à l'italienne se prêtait admirablement à leurs desseins. Il suffisait de s'assurer d'un siège de député ou de soulever un parlementaire déjà élu pour qu'il oriente son vote en fonction d'intérêts privés. D'où une prolifération de « partis » qui n'étaient que l'émanation d'un clan, d'une famille, parfois même d'un seul homme. En dépit de l'homogénéité ethnique du nouveau pays, la politique devint vite une jungle, une vaste forêt d'empêchement où ces « partis » s'affrontaient en désordre, usant de toutes les ruses et de toutes les combinaisons de toutes les protections. L'absurde prit de telles proportions qu'en 1968, lors des premières élections générales du régime parlementaire, plus de soixante-dix « partis » étaient en lice pour un peu moins de cent trente sièges de députés.

Brève et décevante expérience parlementaire



Les anciennes traditions vivent encore ici, c'est indéniable. Mais les réalités présentes s'inscrivent dans un cadre de pensée fort différent ; on peut dire sans exagérer que les Somalis d'aujourd'hui sont en train de vivre l'expérience bouleversante d'une double révolution contre leur passé, qui va à la fois contre l'héritage récent du colonialisme et celui, beaucoup plus lointain, du mode de vie traditionnel. Après avoir sillonné le pays pendant un mois, je crains même être en mesure d'affirmer que la Somalie est en avance sur les autres pays d'Afrique en ce qui concerne la transformation du système politique et les changements sociaux ; étant donné l'importance de ces changements et le contexte très particulier dans lequel ils s'opèrent, il est même possible qu'elle soit au premier rang de l'ensemble des pays du tiers-monde. Pré-tention excessive ? On peut citer des faits pour l'étayer. Et les faits sont souvent surprenants.

La Somalie telle que le voyageur la découvre aujourd'hui est fertile en événements de toutes sortes. Tout ce que l'on en avait entendu dire se trouve contredit par les faits. Tous les « experts » européens avaient annoncé que la Somalie massait des troupes à la frontière somalo-éthiopienne et s'apprêtait à envahir l'Ogaden, province somale de l'empire d'Ethiopia. Mais, sur place, pas le moindre signe de préparatifs militaires. J'ai longé la frontière sur plusieurs centaines de kilomètres et je n'ai aperçu qu'un seul soldat armé — et encore était-il en train d'aider une vieille femme à se hisser dans un camion militaire qui participait aux opérations d'aide aux populations mises en détresse par la sécheresse. Je suis resté deux jours à Borama, qui devait logiquement servir de point d'appui tactique avancé à toute opération de cette nature, étant donnée sa position stratégique dans la partie la plus cruciale du secteur nord, à moins de 20 kilomètres de la frontière. Et, là non plus, je n'ai pas vu la moindre trace de concentration d'effectifs, pas même de présence militaire. La seule « invasion » est celle de camions-citernes qui vont au secours des populations sinistrées.

En fait, l'armée n'est présente que très discrètement dans ce pays, et la police reste très peu nombreuse. De toute évidence, la Somalie est en paix avec elle-même comme avec ses

voisins (sans toutefois avoir renoncé à ses revendications territoriales). Là aussi, il y a de quoi être surpris quand on connaît la vieille tradition guerrière des Somalis et leur longue habitude des razzias. Beaucoup d'autres choses surprennent aussi, à commencer par les conséquences effrayantes de la pire sécheresse que le pays ait connue de mémoire d'homme. Mais rien n'est plus étonnant que la nature et les dimensions de la révolution des habitudes mentales et des structures sociales dans laquelle les Somalis se sont jetés à corps perdu et dont le voyageur découvre chaque jour de nouvelles marques.

Cinq dont deux

LA République de Somalie, indépendante depuis 1960, est née de la réunion de la colonie britannique du Somaliland (ou Somalie septentrionale) et de la colonie italienne de la Somalie, c'est-à-dire de deux seulement des cinq régions qui forment le monde somalien ; les trois autres ont été tenues à l'écart de cette réunion. Pour des raisons qui tiennent autant de la politique

internationale que de la politique coloniale, les Somalis de l'Ogaden furent contraints de demeurer au sein de l'empire éthiopien, et ceux de la Somalie « française » de demeurer dans ce qui allait peu après devenir le « Territoire français des Afars et des Issas » (lesquels Issas ne sont autres que des Somalis) ; de leur côté, les Somalis du Nord et du Sud, administrés par les Britanniques, furent attachés d'office au Kenya. Au centre du drapeau bleu de la République de Somalie figure une étoile à cinq branches — « deux indépendantes », précisent invariablement les Somalis.

En tout cas, la partie devenue indépendante jouissait d'une très rare homogénéité ethnique. A l'exception d'une infime minorité, tous ses habitants avaient eu le somali comme première langue (la plupart du temps, c'était même la seule qu'ils connaissent) et s'étaient toujours vécus comme Somalis. Cela mis à part, la nouvelle République avait bien peu d'avantages à son actif. Elle n'avait pratiquement pas d'industrie ; bourgeoisie et classe ouvrière ne s'y étaient pas encore cristallisées ; elle ne disposait pas de capitaux à investir et ignorait la notion même



Tout cela fut balayé au mois d'octobre par un groupe d'officiers mené par le général Siyad Barre, alors chef d'état-major général de l'armée somalienne et président depuis ; la junte s'empara du pouvoir sans tirer un seul coup de feu, abolit le régime parlementaire et annonça la formation d'un gouvernement qui allait s'engager sérieusement sur la voie d'une transformation sociale radicale. Il s'agissait aujourd'hui que les intentions du nouveau gouvernement étaient sincères : décidément, la Somalie n'est pas un pays comme les autres.

Le gouvernement formé à la suite du coup d'Etat évolua rapidement et une parfaite coopération s'établit en son sein entre les militaires et les civils qui y sont représentés à parts à peu près égales.

Du côté militaire, les officiers semblent avoir accepté sans trop de mal la nécessité de solutions radicales pour lesquelles certains d'entre eux penchaient déjà depuis longtemps — à commencer par Siyad Barre lui-même. Les militaires sont disposés à se mettre à l'école de la gauche, et il y a à cela plusieurs raisons. D'abord, la lamentable déconformation du régime parlementaire et la démonstration presque quotidienne d'un

Les officiers progressistes et les « intellectuels »

l'inanité de son « capitalisme ». Ce régime affaiblissait leur fierté de Somalis en même temps qu'il faisait offense à leur intelligence. En plus de cela, si ces officiers faisaient partie de l'élite régnante, ou si du moins ils étaient du nombre de ceux qui bénéficiaient de ses arrières, ils étaient pour la plupart issus de familles de nomades ou de paysans pauvres, ce qui reflétait bien l'absence générale de stratifications sociales. En d'autres termes, ces officiers n'avaient pour la plupart qu'un bien faible sentiment d'appartenance à la bourgeoisie urbaine encore embryonnaire. Par contre, ils étaient unis par le même idéal patriotique d'une nation somalie capable de progrès et de dignité, idéal que le régime parlementaire semblait fort peu susceptible d'accomplir.

Autre facteur qui a indubitablement joué son rôle : un certain nombre de ces officiers avaient été formés en Union soviétique, et cela leur avait permis au moins de vérifier qu'il existait des solutions de rechange au « capitalisme parlementaire ». Bien entendu, le régime parlementaire n'avait pas soulevé de prime abord que ses officiers fussent formés en U.R.S.S. Il s'était donc adressé aux Etats-Unis, mais ces derniers avaient refusé car ils préféraient, semble-t-il, miser sur la carte éthiopienne. Il y eut, cela va sans dire, quelques exceptions de marque : ainsi, l'un des instigateurs du coup d'Etat de 1969, qui est à l'heure actuelle l'un

des vice-présidents de la Somalie, avait fait ses classes à l'académie militaire de Sandhurst, haut lieu britannique du génie militaire de l'Occident. Il y eut d'autres exceptions au sein de la police, que le régime parlementaire avait justement voulu forte afin de contrebalancer l'influence de l'armée. Les responsables policiers ne vinrent pas tous d'un bon aill le coup d'Etat, mais aucun ne s'y opposa vraiment ; ils préférèrent s'entendre à l'amiable avec Siyad Barre, qui se montra si habile négociateur qu'il y en eut même quelques-uns pour le soutenir.

Cela dit, les officiers regroupés sous la direction de Siyad Barre ne semblent avoir pensé à aucun moment qu'ils étaient capables de définir seuls un projet révolutionnaire, alors même qu'ils étaient certains d'avoir assez de force pour faire une révolution. L'élément civil fut de la partie dès le début. Il s'agissait à l'origine d'une infime poignée d'étudiants aux conceptions résolument marxistes. Ils avaient fait leurs études qui aux Etats-Unis, qui en France ou en Italie, qui en U.R.S.S. et, dans un cas au moins, en Grande-Bretagne. Siyad Barre les invita à rejoindre les militaires et, depuis le début de 1970, ils occupent des postes de responsabilité à l'échelon gouvernemental. Ils ont grandement influé sur la ligne politique du nouveau régime, et ce sont eux qui lui ont

CITE UNIVERSITAIRE

« PAVILLON DU LAC »

Boulabalan,
Poissons beurre blanc, Gibiers
Ouvert 7 jours. Terrasse chauffée
28, rue Gazan (Face Montsouris)
582-28-82
Salle pour banquets, 10 à 40 convives.

مسجد ابن زهر

Con
les m

conféré cette assurance, cette souplesse du style et de la pensée, cette capacité d'évoluer politiquement.

L'art du changement social

Il est manifeste aujourd'hui que les meilleurs de ces « intellectuels » (voilà une étiquette qui ne leur plaira guère) ont participé intimement à la pensée et à l'action du régime, autant qu'à ses instances gouvernementales. Le renouveau ministériel qui est survenu en décembre dernier en a donné, une nouvelle fois, la preuve. Certains parmi les plus notables de ces « intellectuels » (ils vaudraient mieux une parolierne, comme Muhammad Aden Sheikh, Ali Warsama et Youssouf Weirah, ont alors quitté leurs fonctions ministérielles et sont entrés à la direction centrale de la planification, où leur

influence sera beaucoup plus déterminante, tandis que d'autres (Muhammad Hassan Aden (1), Jama Rabile, par exemple) étaient appelés de leur côté à des postes ministériels. En attendant, la direction de l'exécutif reste sous la haute main du président Syaad Barre et des officiers qui s'étaient rangés derrière lui en 1969, et dont quatre forment le noyau dirigeant de l'organisme central de la planification et du Conseil suprême de la révolution: le colonel Ismail Ali Abokor (questions politiques et sociales), le général Hussein Kulni Afrah (économie), le général Ali Samatar (défense et sécurité du territoire) et le colonel Ali Mathon Hasci (justice).

A la longue, la cohabitation permanente de l'élément civil et de l'élément militaire a clairement abouti à une synthèse que l'un et l'autre acceptent même si des divergences personnelles se sont manifestées, surtout au début de 1975. On en voit la preuve dans ce qui arrive voi-

ment dans le pays; on la voit aussi dans leurs rapports personnels, qui sont cordiaux, en public comme en privé. Sans aucun doute, il subsiste un certain nombre de rivalités, dont quelques-unes ne sont que trop évidentes, mais sans freiner, du moins jusqu'à présent, le programme de transformation sociale. Ceci, on le doit surtout au style très personnel du général Syaad Barre. Exceptionnellement sûr de lui, très résolu, Syaad Barre est un homme de forte carrure, très libre de ses manières; ses ministres et ses conseillers, qui ont presque tous moins de quarante ans, l'appellent familièrement « le Vieux », et il lui arrive souvent de bavarder avec eux jusqu'à des heures avancées de la nuit; dans la conversation, il se révèle comme un soldat qui est depuis longtemps parvenu par lui-même à la conclusion que la politique doit être l'art du changement social; on sent aussi que l'on a affaire à un homme qui ne croit pas de mener sa pensée à son aboutissement logique, aussi peu « orthodoxe » qu'il soit.

Les nationalisations en elles-mêmes ne changeaient pas grand-chose au sort de la plus grande partie de la population; et, la Somalie étant ce qu'elle était, elles auraient totalement provoqué l'apparition d'une nouvelle élite, bureaucratique celle-là. Pour dépasser le capitalisme d'Etat et en éviter les excès, il était absolument nécessaire de « rendre l'Etat aux masses », de faire participer toute la population, jusqu'aux peuplades nomades les plus éloignées, à la gestion quotidienne de l'Etat. C'est ce que le nouveau régime entreprit de faire dès 1970. Cinq ans après, cet effort a porté ses fruits dans de nombreux domaines.

Syaad Barre parlait d'une « rupture avec les valeurs qui régnaient précédemment » — celles du colonialisme et du néo-colonialisme, bien sûr, mais aussi, dans certains secteurs essentiels, celles de la Somalie traditionnelle. Cette rupture a pris forme au cours d'une série de grandes campagnes d'information et d'action, dont quelques-unes seront évoquées ici. Comme on le verra, leur objectif a toujours été — et reste — double: surmonter le handicap des traditions qui font entrave au progrès, mais tout en suscitant la participation volontaire des masses.

Aujourd'hui, le changement social passe par deux canaux distincts: le premier est constitué par la structure exécutive du Conseil suprême de la révolution, qui est de forme pyramidale et se répercute vers le bas à travers des conseils révolutionnaires de région, de district ou de village. Le second est né en 1970; à l'origine, Office national des relations publiques, rebaptisé par la suite Office politique, il s'agit d'un organisme d'éducation politique, semblable au premier dans sa structure, qui s'est fixé trois principales missions: d'abord, mener à bien son travail d'éducation politique; deuxièmement, jouer le rôle d'organe de transmission bilatérale, à tous les échelons, entre l'état-major de la révolution et l'ensemble des populations sédentaires, urbaines ou rurales; enfin, encourager et superviser la création d'un réseau extrêmement complexe de comités représentatifs. Cet Office politique et ses ramifications prendront à terme (lorsque des cadres suffisants existeront) la forme d'un parti politique à part entière; d'ailleurs, pour l'essentiel, c'est à cela qu'ils se ramènent déjà.

Et c'est peut-être en abordant le travail de ces comités issus des masses que l'on s'approchera le plus de la signification pratique que peut avoir en Somalie le mot de « socialisme ».

Combattre le chômage, les maladies et l'ignorance



Point n'est besoin d'avoir longtemps séjourné en Somalie pour admettre qu'une transformation sociale de nature radicale y est en cours. Le pourquoi de la chose est assez évident: il suffit de faire le bilan du régime parlementaire, dont tout le monde s'accorde pour dire qu'il a été source d'une confusion paralysante, qu'il a installé l'incohérence au pouvoir et provoqué la colère et la frustration de l'ensemble de la population. C'est le « comment » qui est intéressant. Comment un coup d'Etat militaire peut-il aboutir à une transformation radicale du système social?

Comment peut-il mener à une politique et à des pratiques visant à une démocratisation générale à tous les échelons de la société? Ou, pour poser plus crûment la question, comment les « mots d'ordre venus d'en haut » peuvent-ils susciter la « participation à la base »? Ces questions sont intéressantes en général. Elles sont certes appropriées en ce qui concerne la Somalie, même si les conclusions doivent évidemment rester, en 1975, provisoires.

La première « charte de la révolution » rendue publique aussitôt après le coup d'Etat de 1969, se déclarait en faveur d'une société « fondée sur le travail et sur l'équité sociale, compte tenu des particularités de notre situation et des conditions de vie de notre population ». A partir de ce principe, la charte définissait une série de douze objectifs. Certains étaient d'ordre général, par exemple « le progrès économique et social ». D'autres étaient plus spécifiques, comme l'élimination de l'analphabétisme et la mise au point d'une écriture du somali. D'autres, enfin, relevaient de la politique internationale; soutien aux mouvements de libération, adoption d'un « neutralisme positif », respect des traités conclus par la Somalie. Un programme progressiste, mais pas révolutionnaire.

Le « tournant révolutionnaire » a été pris en janvier 1971, au moment de la publication de la « charte numéro deux », qui était conçue et nettement plus ambitieuse que la première. Elle déclarait tout de go que « le seul système philosophique susceptible de permettre la réalisation des objectifs définis par la charte numéro un (était) le socialisme ». En conséquence, la Somalie allait prendre pour guide le « socialisme scientifique » et agir conformément à ses préceptes. Traduit dans la pratique, tout ceci donne la matière d'un corps de doctrine déjà assez volumineux, auquel il faut ajouter le contenu d'une série de discours-fléuve du général Syaad Barre détaillant le programme d'action de son gouvernement et un certain nombre de déclarations des membres du Conseil suprême de la révolution et de leurs conseillers civils (2). Les applications pratiques de cette doctrine aux réalités spécifiques de la Somalie ont fait l'objet d'une grande quantité de publications à caractère éducatif.

Egalité, justice, unité

DANS ses discours, Syaad Barre revient avec insistance sur un point: ce socialisme-là découle directement de Marx. Si ses applications pratiques peuvent varier au gré des circonstances, ses principes restent toujours les mêmes: ceux du changement social authentique. « Il n'existe au monde que deux sociétés de société, il n'y a pas de troisième voie. » « Notre socialisme ne saurait se ramener à une version soviétique, africaine, ou musulmane du socialisme; ou contraire, comme le soulignent de nombreuses déclarations de Syaad Barre, il est à mille lieues, dans ses principes comme dans sa pratique, de ce genre d'illusions. Ces principes et cette pratique se distinguent aussi sur la conviction que « les révolutions socialistes ne s'importent pas de l'extérieur. Chaque nation doit tenir compte de sa structure politico-sociale particulière et y adapter les principes généraux du socialisme scientifique (...). Notre socialisme est indépendant et gouverné par des conditions spécifiques; il vise à l'édition d'une société fondée sur l'égalité, la justice sociale et l'unité populaire... » Sa réussite dépendra de la compréhension de ces conditions spécifiques et des moyens utilisés pour parvenir à bonne fin. Ici l'on songe aux écrits d'Amilcar Cabral et de certains autres leaders des mouvements de libération des pays africains de la sphère d'influence portugaise; les idées de Syaad Barre et de ses collaborateurs sont souvent étrangement proches des leurs.

Autre trait significatif, cette doctrine proclame avec insistance que la société somalienne, pour « retardataire », « désemparée », « sous-développée » et « sous-développée » qu'elle soit, contient déjà en germe tous les éléments nécessaires aux transformations sociales avancées qui pourront seules déboucher sur un véritable développement. Là encore, nous citerons Syaad Barre (extrait d'un discours prononcé en 1973):

« L'important, bien plus que les récriminations

contre le passé, est l'enseignement qui s'est dégagé de notre expérience. Cet enseignement reconnaît notre conviction que toute tentative au vu de se dégoûter du sous-développement ne peut passer que par une rupture avec les valeurs qui régnaient précédemment.

« Le tribalisme, ainsi que le régionalisme, étaient parmi ces valeurs. En faisant partie également les privilèges octroyés à des individus ou à des groupes précis dans le but de former une bourgeoisie locale, de perpétuer les rapports injustes et inégaux entre la campagne et la ville, entre paysans, bergers et populations urbaines.

« Faisait également partie de ce système l'assistance mise à faire pénétrer dans nos esprits la conviction que la Somalie était pauvre en ressources intellectuelles, que rien ne pouvait être modifié sans l'intelligence pragmatique, la

connaissance technologique, la protection bienveillante de l'Occident (...).

« Le souci principal de notre révolution a donc été de mobiliser les masses sur les problèmes qui les concernent. Il fallait rendre indépendantes la politique et l'économie du pays; restituer au peuple la direction effective de la nation; combattre le chômage, les maladies, l'analphabétisme; et participer victorieusement à la libération de notre continent du colonialisme et du néo-colonialisme. »

En prélude indispensable à tout cela, les banques, les compagnies d'assurance et les autres vestiges des entreprises étrangères (exception faite pour des plantations italiennes de bananes) furent nationalisées au début de 1971. Mais il n'était pas dans les intentions du nouveau régime de se satisfaire d'un capitalisme d'Etat.



Jemoane, bourgade agricole du sud de la Somalie, ne compte pas plus de seize mille habitants mais jouit de conditions nettement plus favorables que la plupart des localités du même genre. Bordé de majestueux manguiers, le fleuve Juba passe à proximité, et ses eaux sont toujours abondantes, même au cœur de la pire des sécheresses. Ainsi irriguée, la terre qui s'étend le long de ses rives est source d'une relative prospérité agricole. Ici comme ailleurs, il n'existe pas de participation démocratique aux affaires locales au temps de l'administration coloniale.

Pendant l'ère « néo-coloniale », de 1960 à 1969, aucune amélioration ne se dessina dans ce domaine.

Le président d'un comité populaire, par ailleurs ouvrier dans une usine pétrolière de la ville, répond à mes questions: « Avant la révolution de 1969, Jemoane était soumise au gouvernement d'un seul homme: l'officier de district. Nous avions trois députés au Parlement. A chaque élection, ils venaient nous voir pour briguer nos suffrages. Une fois élus, ils disposaient jusqu'à l'élection suivante. Aujourd'hui, les choses sont bien différentes. Ce qui permet cette différence, c'est le socialisme scientifique, dont les principes sont que tout le monde doit participer à l'administration de la cité par l'intermédiaire des comités. Aujourd'hui, ce sont ces comités qui administrent notre ville, dans tous les aspects de la vie publique. »

Il m'explique la structure. C'est toujours un « officier de district » qui assure la liaison avec l'exécutif gouvernemental (l'apprendrai bientôt

Une pyramide de comités populaires

qu'il s'agit, encore une fois, d'un ancien étudiant aux opinions radicales). Mais cet « officier de district » n'a pas le même statut qu'autrefois. Il est également président du Conseil révolutionnaire du lieu; en plus des fonctionnaires placés sous ses ordres, il travaille en étroite coopération avec un réseau de huit comités de secteur, quatre pour chacun des deux secteurs administratifs qui composent la ville de Jemoane. Ces huit comités de secteurs se subdivisent en seize sous-comités, qui califient eux-mêmes une multitude d'autres comités représentant des unités de population encore moindres. « Par exemple, nous avons trente-deux petits villages dans les environs immédiats de Jemoane. Chacun a son propre comité, chacun se gouverne lui-même. Chaque village propose un plan de développement annuel et le soumet à la discussion des instances supérieures. »

Au centre d'orientation

La règle veut que ces comités soient composés d'hommes et de femmes résidant dans le secteur ou sous-secteur considéré. Je me suis entretenu pendant plusieurs heures avec les membres des comités de secteurs de Jemoane, au cours de rencontres qui ont eu lieu dans le cadre des « centres d'orientation » dont dispose chaque secteur. Ces centres d'orientation sont un autre trait de la vie sédentaire dans la Somalie d'aujourd'hui; on en trouve partout dans les villes et les agglomérations importantes. La population les a construits elle-même à l'aide de matériaux fournis gratuitement par le gouvernement. Ce sont des lieux de dimensions généralement vastes, clos de murs blanchis à la chaux, qui abritent un espace réservé aux assemblées et aux

meetings de plein air, des salles de réunions pour les comités et le bureau du représentant local de l'Office politique. Il arrive souvent que l'espace réservé aux meetings soit un même terrain de basket et qu'un mur soit assez haut pour servir d'écran lors des séances de cinéma à ciel ouvert. Partout fleurissent les affiches et les proclamations qui appellent de leurs vœux le succès de telle campagne, mettent en garde contre tel danger politique; mais ces centres ne se bament pas, loin de là, au rôle d'instrument politique et la population les utilise de multiples manières: arènes dans la journée, lieux de rencontre le soir; ils font office, péle-mêle, de stade, de salle de concerts, de théâtre, de dancing ou de salle des fêtes. A Jemoane, allent d'un centre à l'autre, je retrouvais partout la même nuée joyeuse d'enfants excités et de mères approbatives.

Il m'a été possible d'avoir de semblables entretiens dans plusieurs autres villes. Le gouvernement, par les représentants authentiques de la population, fait désormais partie de la nouvelle réalité somalienne, bien qu'il ne soit pas encore totalement électif. Ainsi, à Hargeisa, une grande ville du nord, qui compte près de quatre-vingt mille habitants, la gestion municipale est assurée par un réseau de comités populaires qui regroupent en tout mille deux cents hommes et femmes. A Kismayo, à l'autre extrémité du pays, la proportion est de mille deux cents par cinquante mille habitants, et l'imaginaire qu'elle doit être sensiblement la même partout ailleurs. Il est indubitable que ces comités sont représentatifs, étant donnée l'importance numérique de leurs membres, qui sont tous recrutés dans la population locale et sélectionnés de façon à former un bon échantillonnage des trois couches majoritaires de la population sédentaire: les salariés (dont beaucoup ont rangé les artisans et les petits commerçants), les jeunes et les femmes.

Les femmes s'émancipent, les enfants alphabétisent



Les femmes... Là encore, le changement commence à être très net. Avant 1969, avant 1972 même, les femmes somaliennes étaient

tenues pour quantité négligeable et n'avaient pas droit à la parole, sauf peut-être au sein du foyer conjugal (et même là, à ce qu'il semble, leurs prérogatives restaient fort minimes); il était bien entendu exclu qu'elles se représentent elles-mêmes et portent en leur propre nom. Soumises à l'oppression séculaire des préjugés locaux et des coutumes musulmanes transplantées en Somalie, elles étaient ou mieux les domestiques de leurs maris, ou pire leurs esclaves. J'ai pu m'entretenir sur ce point avec un certain nombre de Somalienne.

Quelques-unes venaient de familles riches et avaient fait leurs études en Europe, comme Faduma Ahmed, une des plus remarquables personnalités à avoir émergé de ce petit groupe, qui a occupé aux fonctions de présidente de l'université de Mogadiscio au début de cette année. La plupart de mes interlocutrices avaient vécu une expérience bien différente, celle de l'analphabétisme et de l'oppression. Mais toutes, instruites ou non, étaient d'accord sur la nécessité d'une transformation de la condition féminine en Somalie. Et cette transformation est actuellement en cours. Aujourd'hui, dans l'ensemble de la Somalie sédentaire, les femmes sont organisées et prennent

en main la défense de leurs propres intérêts; il y a partout, jusque dans les plus minuscules villages, des comités de femmes qui siègent côte à côte avec les autres comités (où les femmes sont également représentées) et participent avec eux à l'administration des affaires locales. Bien sûr, tout le monde n'est pas d'accord, tout le monde ne réagit pas favorablement, tout le monde n'est pas prêt à admettre ces entorses à la tradition; il reste encore un long chemin à parcourir. Néanmoins, le processus général de la libération des femmes est engagé.

« Nous, les femmes, nous avons toujours eu de nombreuses responsabilités », m'explique une femme d'un des comités d'Hargeisa. « C'est nous qui étions chargées de la construction des paillettes, de la cuisine, du tissage; c'est nous qui faisions paître le bétail. Tout le monde le sait. Mais ces responsabilités ne nous venaient omeune considération. Quand il venait des visiteurs comme vous, c'était toujours les hommes qui parlaient — et à huis clos encore — nous n'étions même pas admises à écouter ce qui se disait. Comme vous pouvez le constater, cela a bien changé. Car notre révolution est pour la participation réelle et active des femmes aussi bien que des hommes. »

Au mois de janvier, le gouvernement a fait un pas de plus dans le défi à la tradition en publiant un décret aux termes duquel les femmes auront désormais le droit d'hériter ou même titre que les hommes. « Cette réforme, nous ne l'attendions que depuis trop longtemps », me disait

une autre représentante d'un comité de femmes, mais elle sera utile tout de même. Ce décret a été loin de faire l'unanimité; il souleva même, dans certains milieux, de sévères réprobations; plus d'une mosquée s'emplit d'un bourdonnement indigné de voix masculines. Déjà, certains weddada (c'est le nom somalien des mufitis) s'étaient élevés avec violence contre le recours à l'alphabet latin, le dénigrant comme un passage dans le camp des « infidèles ».

Cette fois, les protestations furent étouffées avec une vigueur qui peut paraître disproportionnée (mais l'on soupçonnerait derrière elle une influence d'origine étrangère, une manipulation orchestrée non par les Etats-Unis, mais par un ou des pays infiniment plus proches géographiquement).

(Lire la suite page 20.)

(1) Muhammad Hassan Aden, l'un des hommes politiques les plus brillants de Somalie, a connu une fin tragique lors d'un accident de la route au mois de février dernier.

(2) Il n'existe que deux ouvrages bien documentés et dignes de créance sur les événements qui se sont déroulés en Somalie depuis 1969, tous écrits en langue italienne: *Somalia, cronaca della rivoluzione*, par L. Festalogn (Dedalo Libri, Bari, Italie), qui va jusqu'à novembre 1973, et, pour les événements ultérieurs, le livre *A parlare* (prochainement) de P. Ferrucci. Les principaux discours de Syaad Barre ont été traduits (et commentés) dans *My Country and My People: Selected Speeches 1969-1974*, Mogadiscio, juin 1974.

(Suite de la page 19)

Quoi qu'il en soit, la fronde fit long feu et, semble-t-il, les plus respectés des wadoodus n'y mêlèrent pas leurs voix. Au contraire, les plus éminents des dirigeants religieux somaliens paraissent s'être finalement résolus à accepter de bon cœur la rénovation de l'islam ; il est vrai que le régime s'est dépeigné sans compter pour ne pas s'aliéner leur faveur. Tout en observant scrupuleusement les prescriptions de l'islam, il ne s'est pas fait faute d'aller puiser dans le Coran les justifications de sa politique de progrès social.

Sédentariser les nomades

LES formules démocratiques de gouvernement local, une considérable omélioration de la condition féminine, l'extension de la scolarité et la rénovation du système scolaire : ce sont là quelques-uns des progrès qui concernent la population sédentaire de la Somalie. Mais qu'en est-il des nomades non sédentarisés, de ces nomades qui forment les trois cinquièmes au moins de la population du pays ?

Jusqu'à une date très récente, il n'était guère possible de dire que les nomades fussent liés d'une manière ou d'une autre à l'Etat somalien. Les puissances coloniales s'étaient bornées à tenter de « pacifier » les nomades et y étaient quelquefois parvenues ; mais, à part cela, elles les avaient abandonnés à eux-mêmes. Après 1960, le pouvoir les avait tout simplement ignorés, les laissant aux griffes des candidats de clans ou de groupes de clans qui se disputaient les sièges de députés des circonscriptions à peuplement nomade. Les nomades existaient bien sur le papier ; mais, dans la pratique, il en allait souvent autrement : dès qu'ils voyaient se profiler à l'horizon l'ombre d'un collecteur d'impôts, ils démontraient leurs facultés et disparaissaient dans la nature. Les visiteurs médicaux dépêchés par le gouvernement les faisaient fuir de la même manière.

La terrible sécheresse qui sévit depuis 1973, mais, heureusement avec des bornes pluviées en mai-juin 1975, a profondément modifié cet état de choses. Mais, en tout état de cause, le régime révolutionnaire ne pouvait tolérer que les trois cinquièmes de la population restent à l'écart des changements sociaux. S'il était indispensable de « rendre l'Etat » aux masses sédentaires, la nécessité de faire de mieux pour les nomades n'était évidemment pas moins impérative. Sur ce point, la campagne d'alphabétisation a joué un rôle primordial.

La mise au point d'un système d'écriture simple et facile à apprendre pour la longue somme fut achevée en 1972. L'année suivante, une campagne d'alphabétisation intensive fut déclenchée parmi les populations sédentaires. Elle eut d'excellents résultats, et permit d'enseigner bien des choses en plus de l'écriture. Forte de cette expérience, la révolution entreprit dès la fin de l'année 1974 de « rendre l'Etat » aux nomades en leur apportant l'alphabète. La méthode adoptée était volontairement originale : les nomades vivent en petits groupes dispersés sur d'immenses étendues de territoire, il fallait leur trouver des milliers d'enseignants ; à cette fin, le gouvernement déclara fermement des deux dernières classes (dites classes de cours moyen) des écoles primaires et des trois premières classes des écoles secondaires ; les élèves ainsi libérés et la plupart de leurs professeurs firent l'objet d'une formation accélérée d'alphabétiseurs, et on les envoya passer huit mois chez les nomades, les enseignants assurant l'encadrement et l'assistance « technique » de leurs élèves.

En même temps que la technique de l'alphabétisation, on leur avait appris quelques notions d'hygiène élémentaire ; quelque temps plus tard, on leur confia en outre la tâche de procéder au premier recensement systématique jamais effectué de la population nomade et de son cheptel, tâche que tous les régimes antérieurs avaient jugée au-dessus de leurs forces. Les écoliers avaient été

transportés à bord de camions jusqu'aux campements nomades, et les enseignants avaient été eux-mêmes nomades : « Voici nos enfants. Ils viennent vous aider. Ils ne veulent pas aller à l'école. Tous les récits que j'ai entendus s'accordaient pour dire que la réaction des nomades fut des plus favorables : ils hébergèrent chez eux les jeunes alphabétiseurs, les traitèrent comme des membres de leur propre famille ; au fil des mois, ils en vinrent même à leur demander de célébrer les mariages et parfois d'arbitrer certains litiges mineurs. Et c'est ainsi que l'Etat vint aux nomades non



La sécheresse : catastrophe naturelle et fautes humaines

Hormis un intermède en 1972, jus- qu'en mai 1975, la Somalie n'a connu de pluies normales depuis 1969. La sécheresse a pris les proportions d'un véritable fléau à la fin de 1974. Au début de cette année, la situation était tellement alarmante que le gouvernement a entrepris d'installer et d'équiper un grand nombre de camps de secours. Au mois de février, quelque cent trente mille nomades y avaient déjà cherché refuge. Ils étaient assurés d'y recevoir des vivres, de l'eau, et les secours médicaux dont ils avaient désespérément besoin ; l'alphabétisation se poursuivit, et on leur inculqua également quelques notions pratiques indispensables à leur adoption d'un nouveau mode de vie.

Le gouvernement prévoyait qu'au moins sept cent cinquante mille nomades gèreraient les camps de secours ; dans la pire des éventualités, le nombre des réfugiés pourrait atteindre le million, soit un tiers de la population totale du pays. Le pays aura perdu, selon les évaluations les moins pessimistes, un tiers ou moins de ses moutons et de ses chèvres, un bon quart de son cheptel bovin et un dixième environ de ses chameaux. Mais la catastrophe va plus loin encore que la décaimation du bétail. D'immenses zones du nord et du nord-est de la Somalie sont en train de se transformer en déserts, et l'on ne pourra plus y mener paître les troupeaux avant de longues années.

A quel ou à quel attribuer la responsabilité du désastre ? D'abord à des phénomènes climatiques qui semblent avoir bouleversé le régime habituel des précipitations ; il est indiscutable qu'il est arrivé quelque chose d'inaccoutumé, car on n'avait pas vu de mémoire d'homme une telle succession de sécheresses plus graves les unes que les autres. Mais l'imprévoyance des hommes y est aussi pour quelque chose. Dans les années 60, la hausse des prix à la production encouragea un accroissement excessif du cheptel ovin, qui nécessita l'installation d'une multitude de citernes de ciment, lesquelles fournirent un stimulant supplémentaire à l'accumulation de têtes de bétail. A l'époque, ces citernes pouvaient rapporter beaucoup d'argent et leur construction fut la source de profits personnels, en particulier pour les députés qui vendaient leurs votes au Parlement en échange de permis de citernes et en finançant la construction à l'aide de fonds publics détournés.

Mais nous avons eu avec vigueur pour mettre fin à ces pratiques responsables de la dégradation de notre terre », me dit le président Siyaad. Le gouvernement révolutionnaire interdit la construction de nouvelles citernes. Mais le mal était déjà fait. Par exemple, le district de Burao ne comptait en tout et pour tout qu'une citerne en 1954. Le temps que l'interdiction prononcée par le gouvernement issu du coup d'Etat de 1969 soit devenue effective, il en avait déjà plus de... dix-huit mille ! Aujourd'hui, elles sont toutes asséchées depuis longtemps et les troupeaux qu'elles

par l'intermédiaire de collecteurs d'impôts ou de fonctionnaires quelconques, mais par celui des enfants des écoles. Les « devoirs » des nomades alphabétisés commencent à paraître dans les villes, en lasses épaisses, au moment de mon séjour, et les premiers dévouements sont, par là, fort encourageants. Actuellement, des « cours de continuation » sont en voie d'organisation, l'enseignement devant être dispensé cette fois par les plus doués des nouveaux alphabétisés. En deux ans, le taux d'alphabétisation de l'ensemble de la population est passé de zéro à plus de 50 %,

abréviation ont été décimés. Il faudra en démolir la plus grande partie, et des milliers de kilomètres carrés de terres devront être mis sous séquestre en attendant une éventuelle restauration.

L'appel au secours

LA situation actuelle permet-elle de dire que l'administration aurait pu prendre plus vite des mesures conservatrices ? Dans un cas ou dans l'autre, il est évident que oui : au début de cette année, le gouvernement du district de Burao et tous ses collaborateurs immédiats ont été congelés en bloc parce qu'ils n'avaient pas agi assez vite. Mais, dans l'ensemble, il ne fait guère de doute que le gouvernement et son administration ont réagi avec une honnêteté et une diligence exemplaires. Toutes les ressources humaines et matérielles ont été mobilisées pour effectuer les opérations de secours et d'aide aux populations en péril. Mais les moyens dont le gouvernement dispose restent dérisoires.

Ce désastre appelle des opérations de secours à une vaste échelle, explique le président Siyaad. A une échelle si vaste que la Somalie par elle-même ne peut pas y suffire, techniquement ou matériellement. La Somalie a besoin d'une aide, qui devra se traduire pour partie en équipements et en personnels médicaux (la sécheresse a fait subir de graves dégâts à l'état de santé général des populations nomades), et pour partie en céréales. En 1972, grâce aux programmes d'exploitation agricole accélérés et au système d'aide à la production mis en place par le gouvernement, la récolte a été bonne et la Somalie n'a pas eu besoin d'importer de céréales ; elle a même pu se constituer des réserves, qui sont actuellement en voie d'épuisement à la suite des distributions gratuites aux réfugiés. D'ici au mois de septembre, la Somalie souffrira d'une pénurie absolue de céréales ; il faudrait qu'elle en importe environ 150 000 tonnes, mais elle n'a pas de quoi les payer. Les Somalis font de leur mieux avec le peu qu'ils ont ; les réserves de blé encore disponibles sont stockées dans les entrepôts gouvernementaux et soigneusement contrôlées afin de tenir dans l'air tout risque de spéculation. Aussi la Somalie se sent-elle justifiée d'appeler le reste du monde à son secours ; non content de mériter qu'on l'aide, elle en a désespérément besoin.

La mer offre le salut

IL faut l'aider, et c'est une question de vie ou de mort. Cela dit, le gouvernement somalien est affligé d'un problème plus vaste, qu'une aide immédiate ne suffira pas à résoudre : il doit lutter contre une désertification de plus en plus rapide, et doter les nomades d'un genre de vie moins précaire. Cela ne peut être fait qu'en persuadant de nombreuses peuplades nomades de renoncer à leurs errances ancestrales et de se fixer comme exploitants agricoles sédentaires le long des rives fertiles des fleuves Juba et Schebelle. Une minorité de Somalis vivent depuis très longtemps de cette façon ; à présent, il faut que leur nombre s'accroisse

et il serait sans doute beaucoup plus élevé à l'heure qu'il est n'eût été la sécheresse.

L'alphabétisation est toujours une des clés essentielles du progrès social. Mais, pour une bonne partie des nomades somalis, l'écriture est aussi devenue presque aussitôt un moyen de survie. En effet, la phase ultime de la campagne d'alphabétisation a coïncidé, au début de 1975, avec ce que l'on considère à présent comme la plus grande catastrophe naturelle que la Somalie ait jamais connue, et qui marque la fin du monde traditionnel des cheikhs et des guerriers.

considérablement. Heureusement, ces régions ont encore beaucoup d'espace libre. Pour d'autres nomades, il sera nécessaire d'apprendre à surmonter leur sainte horreur du poisson ; comme me l'expliquait un historien somali : « Beaucoup de nos nomades — mais en sommes-nous pas tous nomades par nos ancêtres ? — devaient aller s'installer le long des côtes. Le leur fœdam apprendra à naviguer et à construire des bateaux. Il faudra qu'ils apprennent à pêcher. Et à se nourrir de poisson. Au début, ça ne leur plaira pas, mais ils finiront bien par s'y faire. »

Et c'est là que la campagne d'alphabétisation prend tout son sens. Car, une fois réglé le problème des secours immédiats, l'apprentissage du métier de cultivateur ou de pêcheur (mais aussi celui de tous les métiers artisanaux) deviendra, pour les nomades rescapés du désert, une nécessité vitale. La plupart d'entre eux n'ont pas d'autres choix aujourd'hui, à moins de retourner à ces terres où ils ne pourront plus faire paître leurs troupeaux, à supposer qu'il leur en reste. Il va donc falloir qu'ils s'intègrent à la Somalie sédentaire d'une manière permanente, qu'ils participent à la gestion de cet Etat qui est en train de leur sauver la vie. L'alphabétisation est un pas en avant dans cette direction.

La chance de la Somalie aura été d'avoir eu à sa tête des gouvernements qui avaient compris tout cela avant que l'actuelle sécheresse ait pris ces proportions dramatiques. Ils doivent méditer aujourd'hui le vieux proverbe occidental qui dit qu'« à quelque chose malheur est bon » puisque ce désastre aura, en fin de compte, été bénéfique en donnant une démonstration éclatante de l'excessive précocité du mode de vie traditionnel. En tout cas, la sécheresse leur aura fourni une nouvelle occasion de faire la preuve de leur capacité à anticiper sur l'avenir ; voilà déjà plusieurs mois que le gouvernement avait entamé la planification d'un processus de réadaptation des nomades à la vie sédentaire. La recrudescence de la sécheresse a ensuite donné à ce processus une priorité encore plus grande.

A n'en pas douter, les nomades en voie de sédentarisation sont confrontés à des problèmes considérables. Mais les ressources politiques et humaines que l'on a mises en œuvre pour résoudre ces problèmes sont à la taille des problèmes eux-mêmes ; ces problèmes d'auto-transformation ne pourront être effectivement résolus qu'à l'aide de beaucoup de persévérance et de coopération, et c'est précisément la raison d'être de la révolution commencée en 1969, qui a fait de la persuasion et de la coopération les méthodes de son gouvernement, les objectifs de sa politique, les thèmes autour desquels toute son action s'organise. Cette catastrophe sans précédent n'est pas insurmontable ; pour peu que l'aide étrangère soit suffisante et rapide, elle n'aura coûté que peu de vies humaines. Plus encore, elle représente un nouveau pas vers la société égalitaire que Siyaad Barre et les siens se sont juré de faire naître une société où la justice sociale peut aller de pair avec le changement moderniste.

(Copyright Basil Davidson et le Monde diplomatique.) (Dessins de PLANTU.)

CRISE DES INSTITUTIONS, COUPS D'ÉTAT, DÉPENDANCE ACCRUE...

L'échec des systèmes politiques africains

L'ÉTAT colonial a légué à l'Afrique non seulement le mode de production capitaliste et avec lui l'embryon d'un nouveau système de classes sociales, mais également, par le biais de l'éducation et de la scolarisation, un certain type de culture en même temps qu'une manière de concevoir l'appareil institutionnel et juridique. Cet héritage forcé explique, en grande partie, pourquoi les dirigeants actuels de l'Afrique, quelles que soient leurs options fondamentales, capitalistes ou socialistes sont aujourd'hui confrontés à une situation difficile qui se caractérise à la fois par la crise des institutions politiques et par une position de dépendance souvent accrue à l'égard de l'ancienne métropole. Par-delà les analyses que font les politologues de cet état de choses, le mérite de l'ouvrage du professeur Goussier (1) est de poser clairement les problèmes de l'avenir et de se demander en particulier si le sous-développement condamne les Africains à subir éternellement la loi des dictateurs, civils ou militaires, actuellement en place.

Depuis plus de dix ans les États africains, à la recherche d'un équilibre introuvable, traversent une série de crises politiques dont le peuple est pratiquement toujours absent. En effet, le droit de suffrage, par lequel devrait normalement s'exercer la souveraineté populaire, ne permet guère aux citoyens de se faire entendre : le système du parti unique est presque partout présent et, dans la plupart des cas, les élections ne sont qu'un moyen de légitimation formelle d'un pouvoir conquis et conservé par la violence. La signification d'une élection dépend, en effet, d'au moins deux conditions fondamentales qui, si elles ne sont pas respectées, ne peuvent que la transformer en piège à oreilles ou en mascarade : la détermination du choix des candidats et l'expression de la volonté des électeurs. Or en Afrique, le choix des candidats est une opération qui ne fait intervenir qu'un nombre limité de privilégiés recrutés dans les rangs de ceux qui appartiennent à la classe

politique, adhèrent au parti et possèdent à la fois les éléments et les ressources nécessaires. Quant aux élections proprement dites, elles se soldent généralement par l'extraction de votes massifs en faveur du parti unique (soit à l'initiative de ce parti).

De tels résultats seraient la manifestation massive de l'adhésion populaire à l'égard d'un parti ou d'un homme, si l'on en croit les dirigeants. En réalité, ils s'expliquent surtout par l'action contrôlée de la propagande et de la fraude électorales associées aux pressions plus ou moins occultes du pouvoir. Goussier

inhérentes à un système quasi monarchique ; cette « loi » a été tour à tour qualifiée de « Moïse du Cameroun » et de « Christ de l'Afrique », problèmes de succession, confiscation des libertés fondamentales des citoyens.

Si la plupart des Constitutions africaines consacrent de façon plus ou moins large les droits et libertés du citoyen, on sait que la mise en œuvre des principes proclamés se trouve contrariée par un certain nombre de facteurs défavorables à l'épanouissement, voire à l'existence même, de ces droits et libertés.

Par JACQUES CHEVRIER

diverses à caractère persanif ou diasanif). Dans ces conditions il est évident que le vote n'est pas un moyen pour le peuple, encore moins pour le citoyen pris individuellement, d'exprimer sa volonté, mais plutôt une occasion pour les dirigeants africains de démontrer à la face du monde (et plus particulièrement aux pays fournisseurs d'aide) l'importance de leur politique et la cohésion de leurs peuples.

Si l'ambition du parti unique en Afrique était à l'origine de l'ideologie au peuple politiquement organisé, il se va tout autrement dans la pratique. En théorie il n'y a, semble-t-il, aucune contradiction entre ce système et l'exercice de la démocratie, mais en réalité il existe actuellement un véritable divorce entre le peuple et le parti. Les partis uniques africains tentent en effet de se constituer en partis de cadres, regroupés sur les villes et principalement préoccupés de défendre des intérêts de classe. En définitive, la situation politique des pays africains se caractérise par l'existence d'une domination de caractère énarclimatique assumée par le chef de l'Etat assisté d'un parti unique constitué de cadres civils et militaires à sa dévotion (à moins qu'ils ne travaillent secrètement à sa perte...) avec toutes les conséquences

En fait les régimes constitutionnels et le système des partis uniques aboutissent à une véritable concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul homme. Les conséquences sont connues : arbitraire, répression, intimidations exercées dans l'ant tout vétille d'opposition. A cette tyrannie s'ajoute le fait que l'état de sous-développement actuel de la plupart des États africains enlève aux notions mêmes de droit et de liberté tout contenu concret. Dans un continent où règne encore le spectre de la famine et où plus de 80 % de la population est analphabète, on voit mal en effet ce que peuvent bien signifier des expressions comme « droit à l'éducation, au travail, à l'information... ».

Enfin, et ce n'est pas la moindre mal, l'affaiblissement du pouvoir personnel repose sur une grande part sur la politisation de la justice ordinaire et l'extension de la justice politique au détriment de la justice ordinaire, chaque fois que les « circonstances » l'exigent. En 1962 le président Modibo Keita n'hésita pas à déclarer : « Les juges de la République du Mali ne doivent pas être considérés, au nom de l'indépendance du pouvoir judiciaire et de la séparation des pouvoirs, à l'abri de vue de l'Etat d'abord et avant tout des militaires de l'Union soviétique... » Dans ces conditions, on comprend que le travail d'étendre la notion de légit

politique à toute forme d'opposition conduise à l'instauration de juridictions d'exception dont la sévérité et l'iniquité n'ont pas échappé aux observateurs des grands procès d'Algier et de Yaoundé.

Une des raisons avancées par les dirigeants africains pour justifier cette dérive est la nécessité d'assurer la stabilité des institutions en vue de résoudre les nombreux problèmes auxquels sont confrontés les États africains. Mais cet objectif est rarement atteint, ainsi qu'en témoigne la fréquence spectaculaire des coups d'Etat perpétrés par les militaires.

AU-DELA de ces périodes, la question qui se pose est de savoir si les politiques pratiquées par les gouvernements africains depuis les indépendances nationales ont eu pour effet, sinon de réaliser une véritable révolution, du moins d'engager leurs États dans la voie du développement et de l'indépendance réelle. Aux plans économique et culturel, il faut bien reconnaître qu'on assiste un peu partout à un développement du sous-développement, qu'il s'agisse des pays néo-capitalistes ou de ceux qui prétendent suivre une voie africaine du socialisme, avec tous les aléas et les incertitudes attachés à cette formule. Tandis que, sous le couvert d'une apparente croissance (par exemple en Côte-d'Ivoire), la situation économique tend en réalité à se dégrader au détriment du plus grand nombre (ce raison notamment du recul des cultures vivrières) on peut dire que, dans le domaine culturel, l'école et l'université demeurent, comme l'économie, essentiellement extraverties. Actuellement, en effet, l'enseignement africain vise davantage à transmettre un modèle occidental qu'à former des Africains des hommes de culture et des agents de développement.

D'une façon générale, on peut donc estimer que l'indépendance est demeurée jusqu'à nos jours un véritable mythe et que tous les régimes mis en place en Afrique se rejoignent sur un point commun : la permanence d'une politique qui, à travers ses fluctuations, tend à maintenir les populations africaines dans une situation assez peu différente de la situation coloniale, ce qui autorise l'auteur de cette étude à qualifier les États africains de « pseudo-colonies ».



مركز الأبحاث

L'AUSTRALIE



Un nouveau regard sur le monde

Diplomatie

Une puissance moyenne qui subordonne l'amitié au réalisme

Par KENNETH RANDALL*

DEPUIS deux ans et demi qu'il est au pouvoir, M. Gough Whitlam a imposé à l'Australie une diplomatie bien différente de celle qu'avaient auparavant menée les gouvernements conservateurs. L'activité fébrile de Canberra dans ce domaine après la victoire travailliste de 1972 avait provoqué une vive émotion, mais le choc a été absorbé même si sont finalement rares les Australiens qui comprennent le nouveau mode de relations entre leur pays et le reste du monde. Quelques-uns continuent de regretter la politique étrangère d'autrefois et la volonté du premier ministre d'établir un nouveau type de dialogue avec le tiers-monde et les nations communistes. M. Whitlam a été critiqué pour avoir passé trop de temps à l'étranger — pour se *«vanter sur la scène mondiale»* comme l'ont dit plusieurs de ses critiques — alors que les crises intérieures devaient le préoccuper davantage. Il reste que, désormais, les relations internationales ne reviennent plus que rarement dans les débats politiques. L'Australie ne discute finalement plus les orientations travaillistes en ce domaine. Voilà au moins un secteur qui ne cause pas trop de soucis au premier ministre.

Après son arrivée au pouvoir, M. Whitlam, qui était alors aussi ministre des affaires étrangères, s'est évertué à faire apparaître l'Australie comme une puissance moyenne. Pour lui, les relations diplomatiques doivent refléter les réalités, sans tenir compte de telle ou telle inclination, ou de telle ou telle aversion. C'est ainsi que Canberra dépêche des ambassadeurs à Pékin comme à Berlin-Est, au Vatican comme à Ryad, dans les Caraïbes comme en Afrique et en Amérique latine. A ce stade, il s'agit de mettre en valeur la diversité des intérêts australiens, de souligner l'indépendance de sa politique étrangère, de montrer son souci d'aider les pays les plus pauvres, d'affirmer sa volonté de respecter les organisations internationales, et spécialement les Nations unies.

Cette phase passablement agitée a été suivie d'une phase de consolidation de toute façon nécessaire car le ministère des affaires étrangères avait quelque mal à répondre à la demande de tant le premier ministre que d'ailleurs de développer les relations entre Canberra et le monde. Quant à la phase à venir, il est déjà évident que le gouvernement considère qu'elle devra être dominée par les questions économiques.

Remettre en ordre les marchés

L'Australie est l'un des principaux vendeurs de matières premières et elle possède, y compris dans le secteur énergétique, d'énormes ressources. Elle n'a eu en conséquence aucune difficulté à se ranger aux côtés des nations exportatrices sous-

développées pour demander une remise en ordre des marchés et la fixation de prix justes. Dans le domaine agricole, d'ailleurs, voilà des années que Canberra a adopté pareille politique. Mais, aujourd'hui, une fois tirées les leçons de la crise du pétrole, les pressions se font plus fortes et les discussions possèdent une forte charge émotionnelle.

* Journaliste australien.

L'Australie travailliste jette un nouveau regard sur le monde. Le mérite en revient à M. Whitlam, son premier ministre, qui a eu quelque mal à imposer à son peuple l'idée que l'univers ne se résumait pas aux banlieues de Sydney, au centre de Londres et au département d'Etat américain. Il a, dans ce domaine, réussi, grâce notamment à ses voyages en Asie orientale, en Asie centrale et en Europe. Il est parvenu à déprovincialiser le grand pays qu'il dirige depuis la fin de 1972. A Canberra, rapporte ci-dessous Kenneth Randall, certains pensent que le chef du gouvernement va peut-être relancer un projet qui lui tient au cœur : la création d'un grand forum asiatique et la Chine ferait entendre sa voix.

Plus encore que les mutations diplomatiques, l'émergence du Marché commun et l'adhésion

de la Grande-Bretagne à la C.E.E. ont contraint l'Australie à réajuster ses courants commerciaux. L'Europe demeure, certes, un marché important, mais la puissance montante est bien le Japon, avide de produits alimentaires et de matières premières. Or, en ce domaine comme en d'autres, la stratégie de Canberra est nécessairement influencée par la situation économique intérieure.

Cette situation, que présente Patrice Dronin, n'est pas brillante. L'inflation fait des ravages, le chômage touche un nombre inhabituel d'Australiens. Les milieux d'affaires sont maussades, et la base ouvrière, traditionnellement favorable aux travaillistes, supporte mal une crise qui la touche de plein fouet.

Il est cependant une constante dans la diplomatie australienne : les liens étroits de Canberra

avec le monde hâloisé du Pacifique. Si, sur le plan mondial, l'Australie est une puissance moyenne, elle est la grande puissance de la région. Le déséquilibre est évident entre ce continent massif et riche et les microbes océaniques. M. Forsyth, ancien secrétaire général de la Commission du Pacifique du Sud, pense en revue les problèmes qui se posent aux lies, en particulier dans leur dialogue avec Canberra. Les cultures locales peuvent-elles survivre à une telle confrontation — car c'en est une, finalement — se s'adapter ? Il est difficile de le croire. Lorsque l'Australie jette son nouveau regard sur le monde, elle le fait comme l'Occident, dont elle représente un pan lointain. Important pour son pays, le grand dessein de M. Whitlam trouve de la sorte ses limites évidentes.

le maximum de bénéfices du développement de ses importants gisements de minerai d'uranium (20 % des réserves mondiales connues) tout en impliquant le plus possible les pouvoirs publics dans cette mise en valeur. Mais, tout récemment, ce qui a provoqué

un grand émoi au Japon, on a pu se demander si ces gisements seraient même exploités, cela en raison des fortes pressions exercées par les puissants groupes qui, au sein du parti travailliste, militent en faveur de la paix et de la protection de la nature.

fin de la guerre du Vietnam, d'autre part, l'Australie considère qu'elle peut jouer un rôle utile en Indochine pendant la période de reconstruction. Depuis qu'est éteinte la querelle entre Paris et Canberra au sujet des expériences nucléaires dans le Pacifique, l'Australie s'associe de plus en plus à la France dans cette action en direction de l'Indochine.

Les liens avec Djakarta

D'AUTRE part, la crise économique interne a freiné les possibles initiatives diplomatiques de Canberra. Après avoir soudain baissé de 25 % les tarifs douaniers en 1972, le gouvernement de M. Whitlam a dû faire marche arrière afin de protéger le niveau de l'emploi et de rassurer sa base politique. Les secteurs des textiles et de la chaussure font particulièrement problème car ils sont développés en Asie mais, en même temps, fournissent du travail aux Australiens. Des barrières protectionnistes ont ainsi été érigées, qui visent Taiwan, Hongkong, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde, et nul ne sait pendant combien

de temps elles demeureront en place.

En dépit de l'élargissement de son champ d'action international, l'Australie continue d'accorder une priorité à ses relations avec la région, bien que, dans ce domaine aussi, on assiste à des changements rapides et importants. C'est avec l'Indonésie, et non plus avec la Malaisie et Singapour, que Canberra a tissé les liens les plus solides. D'autre part, l'Australie n'a jamais cherché à se joindre à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Philippines, Malaisie, Singapour, Indonésie), mais elle l'a toujours soutenue. Depuis la

En outre, le ministre australien des affaires étrangères, M. Donald Willeson, a offert ses bons offices aux deux Corées lors de sa récente visite à Séoul et à Pyongyang (où l'Australie vient d'ouvrir une ambassade). Rien n'indique qu'une telle initiative portera ses fruits, mais elle est le symbole d'une rupture avec l'ancienne diplomatie qui interdisait tout geste en direction d'un pays quelque peu éloigné de Canberra. L'Australie avait déjà dans la région montré la voie à suivre en reconnaissant le régime de Pékin. Avant longtemps, on peut être réapparaître le grand dessein de M. Whitlam, qui rêve de mettre sur pied une organisation régionale asiatique incluant la Chine.

BANQUE NATIONALE DE PARIS



La banque française la mieux implantée sur les cinq continents...



... et la seule banque étrangère implantée en Australie*



* depuis 1881

BANQUE NATIONALE DE PARIS

meat from Australia

L'Australie exporte plus de viande frigorifiée sur les marchés mondiaux que n'importe quel pays.

Oui, l'Australie approvisionne plus de 100 marchés internationaux en viande de bœuf et de mouton, grâce à une industrie dynamique et en pleine expansion.

Toutes garanties sont offertes : les contrôles d'hygiène sont effectués sous la responsabilité du gouvernement. Les produits proposés sont négociés sous couvert d'une licence d'exportation délivrée par l'Australian Meat Board.

L'Australie a donc un rôle à jouer dans l'approvisionnement en viande de la Communauté Européenne.



Pour toutes informations contacter :

the European Representative THE AUSTRALIAN MEAT BOARD, Management House, Parker Street, London, WC2B 5DL (01-405-5642) Telex 28863 (MEATBRD LON).

la catastrophe humaine

E ACCRUE...

Canberra et le Pacifique

La balkanisation de la région ne favorise pas l'harmonie des relations

Par W. D. FORSYTH*

QUATRE millions de personnes vivent sur les îles de l'océan Pacifique, dans cette immense région...

partie en raison de la pression irrésistible des activités occidentales, en partie grâce à la prise de conscience d'une similitude des problèmes locaux...

En tant que pays voisins, la Nouvelle-Zélande et l'Australie se sentent contraintes d'apporter une assistance au développement socio-économique des îles...

La Conférence et le Forum

L'ORIGINE simple occasion de timides débats, cette Conférence, qui permet aux députés de dix-neuf communautés insulaires de se rencontrer régulièrement...

en 1971 le Forum du Pacifique du Sud, dont les compétences ne sont pas limitées comme celles de la Conférence, les territoires autonomes (îles Cook, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée), l'Australie et la Nouvelle-Zélande...

Lors du cinquième forum, qui s'est tenu en 1974 à Rarotonga, l'Australie a annoncé qu'elle consacrerait une somme de 250 000 dollars au financement de projets destinés à préserver et développer les cultures des îles du Pacifique...

lions de dollars. Les sociétés australiennes sont très bien représentées dans la banque, le commerce, l'industrie minière, le tourisme et les transports aériens...

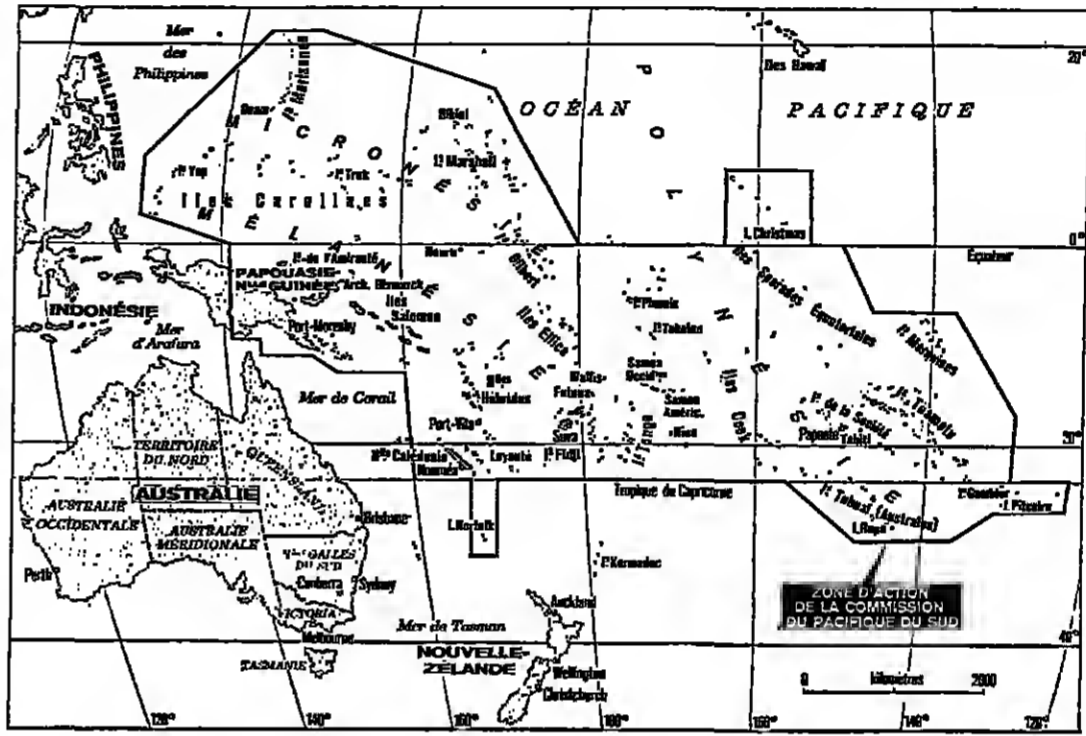
absorbe un cinquième seulement des exportations des îles. L'Australie tropicale, le Queensland en particulier, a en effet des productions semblables à celles des territoires du Pacifique...

orientés vers le marché britannique. C'est pourquoi ces îles se sont associées aux pays africains et aux Caraïbes lors des négociations avec Bruxelles...

Les travailleurs immigrés

SEULS les Samoa américaines, les Cook, Niue, Wallis et Futuna ont pu recourir de façon significative à l'émigration...

poles et, en tant qu'ancien territoire sous tutelle, les Samoa occidentales disposent d'un quota de quelque mille cinq cents immigrants chaque année...



s'étend avec l'accroissement démographique, les investissements et le tourisme. La Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles du Pacifique ont, ces dernières années, représenté un quart environ du marché extérieur australien...

humains. Les territoires plus peuplés tels que Fidji, les Samoa occidentales et Tonga n'ont pas la possibilité de mener pareille politique.

dant, le gouvernement de Wellington a accepté en 1974 d'accueillir un certain nombre de Tongiens et de Fidjiens.

COMMERCER AVEC L'AUSTRALIE

Connue traditionnellement comme pays à vocation agricole, exportateur de laines, de peaux de mouton et de denrées alimentaires, l'Australie fournit maintenant aux marchés du monde entier...

rielle, que vous recherchez des composants pour vos propres fabrications ou que vous souhaitez importer des produits finis, vous devez vous tourner vers l'Australie où des possibilités d'affaires vous attendent.

Le ministre, Affaires commerciales, près l'ambassade d'Australie à Paris, est à votre disposition pour vous aider à entrer en relations commerciales avec les sociétés australiennes...

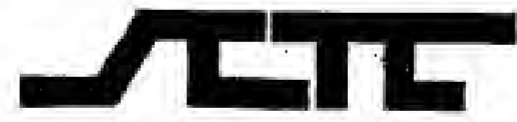
Ministre, Affaires commerciales, Ambassade d'Australie, 66, avenue d'Iéna, 75116 PARIS. Téléphone : 723-54-23. Téléc : 61.752.

LA FRANCE IMPORTE DÉJÀ D'AUSTRALIE LES PRODUITS SUIVANTS :

- List of imported goods: verrerie, piscines, accastillage, équipements vétérinaires, appareils de nettoyage à la vapeur, machines et outillage, machines pour les industries alimentaires, équipement photographique, machines pour filatures, pompes et matériels de grosage, pièces pour l'industrie automobile, appareils ménagers, gants en caoutchouc, spectrophotomètres à absorption atomique, équipements et vêtements de sport, baguettes de soudure, composants électroniques, matériel agricole, rouleaux à billes et à rouleaux, pièces détachées pour l'aéronautique, appareils électroniques d'essai et de mesure, quicocilleries pour portes et fenêtres, appareils médicaux et radiologiques, lentilles optiques, tondeuses à gazons.

CONTENEURS

Une technique de pointe en matière de transports, mais, déjà, une expérience de 6 ANS avec la



membre du groupe CGM

SCTC 12 Boulevard de la Madeleine 75440 PARIS Cedex 09 Tél. 073 07 60 Télex Mecose 237 13 F

le gouvernement... les intérêts... du patronat et de...

UAP L'UNION DES ASSURÉS... leader du marché...

Qantas 1er v Paris-Orly



مركز من زواجل

Crise économique, inflation, chômage

Le gouvernement tente de concilier les intérêts du patronat et des ouvriers

Par PATRICE DROUIN

Le secteur privé n'a aucune confiance immédiate. Il est beaucoup trop imposé depuis que les dépenses publiques ont pu plonger sur le pays depuis deux ans et demi sont souvent imprudentes.

La récession est incontestable. Les responsables gouvernementaux ne cherchent plus à en minimiser la gravité, déclare M. George Polle, économiste de l'A.C.M.A.

De nombreuses réformes sociales

MAIS M. Whitlam et le parti travailliste sortent vainqueurs de cette épreuve électorale. En accordant la priorité au secteur public — souvent au détriment du secteur privé — en engageant le pays sur la voie de nombreuses réformes sociales.

Le changement est une nécessité, en Australie comme ailleurs. Mais en voulant tout bouleverser en quelques mois, le Labour a perdu la confiance de la grande majorité des industries.

accueilli quatre-vingt mille immigrants seulement, contre deux cent mille en moyenne les années précédentes. Malgré un léger excédent de sa balance commerciale, l'Australie connaît l'année dernière un déficit record de sa balance des paiements : 1 799 millions de dollars australiens (1).

L'arrivée au pouvoir des travaillistes, en décembre 1972, après près d'un quart de siècle de règne à l'ère libérale (conservateur), ne suffit pas à expliquer ce retournement de la conjoncture.

suffisante pour les contrôler. Ce qui, dans une période comme celle que nous vivons, peut avoir des conséquences fâcheuses. Le récent conflit de la métallurgie illustre de telles craintes.

Les négociations salariales se font à deux niveaux : il y a tout d'abord une négociation collective au niveau de la branche d'activité ; il y a ensuite, et souvent en plus, un marchandage au niveau de chaque entreprise.

M. Whitlam et le gouvernement ont certainement commis des erreurs dans le domaine économique. Mais ils ont surtout eu la malchance de succéder aux libéraux à une mauvaise période.

Depuis que la récession a atteint la plupart des pays industrialisés, les cours des matières premières alimentaires ont tendance à baisser, sinon à rester. L'Australie est un des pays les plus touchés.

de monton et d'agneau. Quant aux exportations de laine, qui rapportent annuellement 1,3 milliard de dollars en moyenne, elles n'ont atteint que 855 millions l'année dernière (3).

Le renchérissement de ses importations pétrolières (le pays est autoconsommateur à 70 % en matière énergétique) — 648 millions de dollars en 1974, contre 196 millions l'année précédente — a été compensé par les plus-values réalisées sur certains de ses exportations minières.

Premier producteur de laine du globe, deuxième producteur de sucre et second exportateur de viande, l'Australie attend des jours meilleurs pour prouver sa vitalité.

Les dogmes remis en cause

A PERTE et dans l'ensemble de l'Australie-Occidentale, la mystique de la « conquête de l'Ouest » n'a pas disparu. Il est vrai que certains chiffres peuvent donner le vertige.

L'Australie, qui ne veut pas devenir la Mandchourie du vingt et unième siècle — « il n'y a aucune raison que le Japon profite de nos matières premières pour enrichir commercialement l'Asie du Sud-Est », n'hésite pas à déclarer un banquier de Sydney.

aucun mal à se hausser à la hauteur de ses ambitions. Les responsables de l'économie — à quelques exceptions près — ont le sentiment qu'ils devront un jour ou l'autre, prendre la décision d'exploiter quelques-unes des richesses entouées dans le sable ou les roches du pays.

De profondes divergences existent déjà entre Canberra, la capitale fédérale, et plusieurs États. En s'appropriant par exemple, depuis août 1974, la responsabilité de l'exploration, du développement et de la distribution des ressources minières et pétrolières du pays, le gouvernement fédéral ne s'est pas fait que des amis du côté de Melbourne, d'Adélaïde, de Perth, la belle capitale de l'Australie-Occidentale.

Le dogme de la « White Australia » (Australie blanche), dont la superficie est quatre fois celle de la France, ne devrait pas compter plus de 20 millions d'habitants en l'an 2000.

« Nous ne sommes pas du tout hostiles au projet. Car sans profit il n'y a pas d'investissement possible. Or sans investissements la création de nouveaux emplois se crée pratiquement irréalisable. »

« Nous pouvons nourrir l'ensemble de l'Asie », estime un haut fonctionnaire rendu quelque peu inquiet par la débâcle américaine au Vietnam du Sud et au Cambodge. Depuis quelques mois, la géopolitique joue un rôle important dans la stratégie économique du gouvernement et dans les « scénarios » de l'opposition conservatrice.

fonctionnaire rendu quelque peu inquiet par la débâcle américaine au Vietnam du Sud et au Cambodge. Depuis quelques mois, la géopolitique joue un rôle important dans la stratégie économique du gouvernement et dans les « scénarios » de l'opposition conservatrice.

« C'est un problème que nous n'arrivons peut-être jamais à résoudre », nous déclare M. Brian Murray, fonctionnaire au ministère de l'Immigration. « Cor, ajoute-t-il, il n'est pas sûr que l'opinion publique accepte, surtout en période de crise, un accroissement de l'immigration et la fin du dogme, peut-être, de la « White Australia » (Australie blanche). »

- (1) 1 dollar australien = 5,50 FF environ. Il a été dévalué de 12 % en septembre 1974. L'année suivante, il avait été réévalué de 7,05 % en décembre 1974 et de 5 % en septembre 1975. (2) La confédération catolique tous les syndicats ; elle est l'équivalent du Trade Union Congress (TUC) britannique. (3) L'Australie compte 150 millions de montons (pour 13,5 millions d'habitants), qui fournissent près de 20 % de la laine produite dans le monde entier. Le rendement moyen d'un mérinos est de 450 grammes. (4) Les intérêts français en Australie représentent quelque 300 millions de dollars (1,630 millions de FF). Le plupart des grands groupes français ont au moins une représentation à Sydney ou à Melbourne. En 1974, la France a acheté pour 1,794 millions de FF à l'Australie (contre 1,592 millions en 1973) et a exporté pour 767 millions (406 millions en 1973).

Le plomb peut-être fatal

Le plomb semble inoffensif... jusqu'à ce que vous l'absorbiez. C'est alors un dangereux poison qui s'accroche dans votre organisme. Mais VARIAN-TECHTRON le surveille pour vous avec le spectromètre d'absorption atomique.

Trop de plomb dans l'atmosphère, dans une rivière polluée, ou dans un revêtement mal soigné, risque d'être aussi mortel... qu'une balle de .45.

C'est une équipe de scientifiques australiens qui a développé ce appareil d'analyse physico-chimique appelé « spectromètre d'absorption atomique » (pour détecter les atomes et non les brisures), permettant de découvrir les traces de plomb avant que celles-ci ne vous descendent... six pieds sous terre.

VARIAN-TECHTRON, Société australienne, fait bonne garde partout où le pollueur vous menace.

Advertisement for Varian Techtron featuring a cartoon character holding a large apple and the company name 'varian techtron' with contact information for Melbourne, Australia and Paris Office.

Advertisement for UAP L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS, leader of the French market, with contact information for Sydney, Melbourne, and Brisbane.

Advertisement for Qantas 1st direct Paris-Orly/Australia, featuring an image of a Qantas jet and flight details including departure times and routes.

CONTENEUR SET



L'enterrement d'Europe

Par YVES FLORENNE

L'HISTOIRE de l'unité européenne, de Jean Lecercq, était un livre optimiste sous un titre un peu téméraire, qui, dans le second volume, devient un sous-titre plein d'interrogations inquiètes et de doutes alarmés. N'était-il pas assez excitant, en effet, pour qui avait la foi et passait outre aux ombres et aux mirages, d'écrire l'histoire de la fondation et des fondateurs, au moins jusqu'au traité de Rome? Ce traité de Gaule, il l'a dit, n'aurait jamais laissé se faire tel quel. Qu'en serait-il advenu, en mieux ou en pire? Il s'en est fallu d'un an. Après quoi, la France devient incommode; puis c'est le fameux veto de 1963.

L'histoire reprend où elle avait été laissée, en 1965: avec la crise de la «chaîne vide». Pourtant, l'auteur n'est pas même tenté de désespérer, et il affirme la constance de sa foi en reprenant pour les trois parties de son nouveau livre le triptyque de Maurice Sabmann: «Achever, élargir, approfondir». De la rupture — on ferait rupture — par laquelle est démontré que, si la France ne peut imposer son Europe, il n'est pas d'Europe sans elle. Jusqu'aux «sommes» de Paris et de Copenhague, le lecteur trouvera dans ce second volet de l'ouvrage l'exposé le plus clair et le plus complet d'une évolution où, en dépit des vicissitudes, l'auteur continue de voir un progrès, une édification, souvent difficile et toujours lente, mais qui mène vers son couronnement. Il souligne les événements décisifs du processus — tel le «contrat de mariage» (il ne parle tout de même pas de noce) avec la Grande-Bretagne — et même de «réves réalisés». A la fin seulement commence de poindre l'inquiétude, avec la montée du péril: celui-ci, plus qu'un explosion, un éclatement d'un simple éclat: la «paralyse». Cela ne saurait effacer les grandes heures et les «heures fécondes» de la «première puissance commerciale du monde et l'une des premières puissances industrielles».

A travers son histoire, Jean Lecercq apparaît comme un Européen en classe: il conteste ni la nature ni les structures de la Communauté, et moins encore son existence. Il considère, en somme, les Cinq, puis les Six, comme de bons Européens et épouse discrètement la thèse de la France résidente et gémisse. Ne portait-il pas, très discrètement aussi, le drapeau du C.E.D.? Pour lui, enfin, l'affaire est multinationale à l'échelle d'Europe-Etats-Unis est une «querelle d'amis». Il demeure un fervent et un croyant de l'Europe — entendez de l'Europe telle qu'elle est, ou a tenté d'être — avec ses étoiles, son azur et son Hymne à la Joie.

En face, le refus brutal — plein de douleur secrète et de dépit amère — de José Fralon, qu'il exprime en titre tranchant. Il est sûr, dit-il, de ce qu'il faut à M. Messmer, dont les plus grands mérites ne semblent être ni dans l'écriture ni dans l'écriture. Les deux formules qui ont fait fortune et qui font le monde reprennent inlassablement sans payer de droits d'auteur: la «petite phrase»; et le: «C'est fini». L'Europe, donc, c'est fini. Bien mieux, dit bien pis; cela n'a jamais commencé.

On voit tout de suite que ces deux Européens ne parlent pas de la même Europe; l'un craint pour celle qui existe; l'autre dénie cette existence et rêve d'une autre que la première occulte et insulte; dont elle empêche l'avènement; dont elle a peut-être détruit d'avance l'avenir dans l'esprit des peuples. C'est que «nous vivons dans un système politique, économique et social incapable de donner corps à une grande idée».

Critique radicale, donc, de ce qui, sous le nom d'Europe, n'est qu'une société anonyme; et d'abord une «supercherie», un faux-semblant, une imposture. Et une excellente affaire — pour quelques-uns. Le Marché commun est bien un marché, et même un supermarché, mais qui n'a de commun que la masse de profits du capitalisme. Et d'un «capitalisme sauvage» auquel est ouverte une vaste et libre carrière. Créé de bonne foi, il a servi avant tout (citation du propos d'un ancien membre de la Commission européenne) «les intérêts des compagnies multinationales». José Fralon n'hésite pas à parler de «rackets»; un mieux, ou au moins mal; lobbies et groupes de pression se partagent cette Europe essangne. On songe au terrible dessin de Daumier montrant une Pologne pieds et poings liés, au profit de de sinistres figures portant le nom des nations de l'Europe, justement. On pourrait remplacer le mot «Pologne» par le mot «Europe», et les autres par les mots: «Pétrole», «Azur», «Sable», «Automobile», «Céramique», etc. Avec quelques profits reconnaissables. A propos de sucre, José Fralon rappelle le grief, formulé contre le commissaire français Claude Cheysson par M. Chirac, de n'en pas tenir compte des intérêts de son pays. Formule contrainte pour: «les intérêts de tel groupe industriel de son pays».

L'exposé — partiel, disent les uns, incertain disent les autres — des faits va de pair avec la critique des institutions, de leur fonctionnement, et même des fonctionnaires — le théâtre d'ombres et des acteurs — et débouche sur l'analyse des causes et «rackets» dévastateurs de ces projets d'union économique et météorique. Même les deux «succès», mis entre guillemets — la coopération au développement du tiers-monde et la politique agricole, sont dénoncés comme une source de profits pour quelques-uns, une option pour les autres. Quant aux Etats-Unis — «dixième européen», ou plutôt le premier — nous sommes assez loin, avec José Fralon, de la «querelle d'amis». On peut résumer en deux mots: exploitation et exploitation. Il conclut ce chapitre sur une citation du président Ortolli: «Les dernières années ont marqué non seulement un recul de l'indépendance de l'Europe, mais aussi de ses possibilités d'indépendance». Le même constat est formulé en d'autres termes, où il était question du «fait impérial américain».

PROCES et réquisitoire, donc, sans la moindre circonstance atténuante. Le trouverait-on excessif et injuste? Mais, au bout d'un compte, cette démythification ne rejette-t-elle pas à travers la différence évidente des positions idéologiques, l'inquiétude de Jean Lecercq? Au reste, fait-on un procès à une mort?

José Fralon reprendrait volontiers le fameux triptyque, mais avec un humour macabre, «Achever»: la moribonde; «élargir, approfondir»: sa tombe. Assise dans le fauteuil de l'enterrement de José Fralon, ce n'est pas de désespérer, puisqu'il écrit: «Pour renouer, paraît-il, il faut mourir». Pour lui, c'est déjà fait et il croit donc à une résurrection. Mais il ne croit ni au miracle ni aux dieux. Si ce n'est seulement par le jeu de la langue, ce n'est pas non plus quelque Jupiter qui «enlèvera» l'Europe à Finlins; ce sont les peuples, s'ils en prennent les moyens. Encore faudrait-il que cette Europe leur soit désirable; et, pour commencer, qu'elle leur soit visible.

La Communauté en péril, de Jean Lecercq, Coll. «Idées», Calmann, Paris, 1975, 416 p., 340 F.
L'Europe, c'est fini, de José Fralon, Calmann-Lévy, Paris, 1975, 256 pages, 28 F.

FRANCISCO FRANCO : LA CONQUÊTE DU POUVOIR (1892-1937).

Philippe Nourry. * Denoël, Paris, 1975, 560 pages, 50 F.
Nous voici donc — cas unique parmi les dictionnaires biographiques de ces époques — en présence d'un destin entièrement accompli. Jusqu'ici, et plus encore hier, ont vécu l'histoire et en sont morts; Franco l'a épousé après l'avoir forcé. Depuis le début du livre, un sommaire à la deuxième page du prologue — le ton est donné. Le style nerveux de l'auteur, incontestablement maître de son sujet, entraîne le lecteur sans peine jusqu'au bout d'un bon demi-millier de pages. Mais la vitesse grise souvent Ph. Nourry, qui ne craint pas les raccourcis. N'appelle-t-il pas le dictateur Miguel Primo de Rivera un «gauchiste espagnol»? Ny si-lui pas, d'après lui, un «vidéoté cliché entre communisme et fascisme, et c'est pourquoi le socialiste Pricio, à la différence d'un Devot, «faute d'être passé par l'école communiste [...] ne possède en aucun cas l'air d'un d'homme de lettres» (Antonio), le fondateur de la Phalangie?

Bien que l'auteur avoue avoir «tenté tout simplement, et sans parti pris évident, de raconter, à travers la chronique de son temps, ce qui s'est fait et ce qui a été fait», il reconnaît même la responsabilité personnelle du dictateur espagnol dans la fin de la république et le début de la terreur franquiste. Celui-ci se fait contre «un gouvernement fermement étayé par la répression des démocrates de la droite républicaine populaire» mais «c'est la gauche républicaine qui, par ses initiatives de destruction des institutions républicaines», dans la révolte des Asturies deux ans auparavant. Les militaires ne direct que devancer un putsch révolutionnaire, «hypothèse (qui) était depuis 1917 une des constantes de l'histoire de l'Espagne».

LES INSTITUTIONS ESPAGNOLES. — Jean Festas. * P.U.F., collection «Que sais-je?», 1975, 128 pages, 36 F.

Le centre du titre est une étude politique et juridique exhaustive des institutions espagnoles actuelles, à partir des «lots fondamentaux» élaborés à Burgos après la remise à Franco de tous les pouvoirs. Mais l'auteur étaye à travers son ouvrage le tableau de la construction apparemment solide, en remontant dans le temps depuis 1800: l'instabilité, les troubles, les coups d'Etat, débilités dynamiques, sont le lot de l'Espagne au point que l'Etat se demande à cette décadence continue et n'a pas grevé à jamais les possibilités d'avancer. Y. F.

POMPIDOU ET L'EUROPE. — Pierre Bernard

Comité de François Visine. * Librairie technique, Paris, 1974, 208 pages, 33 F.
Pierre Bernard Comté, député du Rhône et vice-président du Parlement européen, et François Visine, directeur de nombreux ouvrages de droit européen, sont des participants déclarés de la construction d'Europe. Malgré José Fralon, ce n'est pas de désespérer, puisqu'il écrit: «Pour renouer, paraît-il, il faut mourir». Pour lui, c'est déjà fait et il croit donc à une résurrection. Mais il ne croit ni au miracle ni aux dieux. Si ce n'est seulement par le jeu de la langue, ce n'est pas non plus quelque Jupiter qui «enlèvera» l'Europe à Finlins; ce sont les peuples, s'ils en prennent les moyens. Encore faudrait-il que cette Europe leur soit désirable; et, pour commencer, qu'elle leur soit visible.

LA SUÈDE ET LA QUALITÉ DE LA VIE. — Guy de Faramond

* Le Centurion, Paris, 1975, 131 pages, 118 F.
Guy de Faramond, qui a été correspondant du Monde à Stockholm pendant six ans, donne de la Suède une description éloignée de l'apologie mais qui démontre une appréciation pessimiste qui a cours depuis peu et selon laquelle le fameux «modèle» ne l'est plus, si ce n'est celui d'un être.

Modèle de démocratie d'abord, où la loi est vraiment écrite pour tous et vraiment appliquée. Mais l'équité sociale n'est pas un leurre dans un système économique où le pouvoir politique est socialiste? Si un socialisme qui n'a procédé qu'à une sorte de «casser des malins du capitalisme» pour passer dans celles de l'Etat. Le livre procède par questions et réponses, claires et précises, sur tous les sujets: des institutions politiques et sociales à la vie sexuelle, en passant par la protection de l'environnement (où la législation du divorce est en avance de façon étonnante sur nos timides réformes) et domine deux autres: l'automatique, après un délai de six mois, sur demande d'un seul. Il est vrai que le mariage est de moins en moins pratiqué. Haut niveau de vie, mais vide de la vie? Le livre fait justice de cette imputation, et notamment de ce que la Suède avait le premier pays développé, un nombre de suicides — il n'est que à la cinquième. Statistique tout de même un peu agressive pour justifier de l'équilibre et du bonheur. Y. F.

PROCHE-ORIENT

NUIS ET ARABES EN PALESTINE. — Jean-Paul Kauffmann et Daniel Le Gac. * Editions du Centurion, Paris, 1975, 156 pages, 18 F.

La collection «Basile», dans laquelle est publié ce court ouvrage, a pour propos de présenter le monde actuel d'une façon simple et didactique. Et c'est bien, en effet, ce qu'on fait les deux auteurs de *Nuis et Arabes en Palestine*, deux journalistes intéressés depuis de nombreuses années par les événements du Proche-Orient. Pas d'analyse nouvelle, pas de point de vue original sur ce problème, mais un exposé clair et précis, recouvrant près de quatre mille ans d'histoire de la Palestine. Les auteurs résument les rapports des peuples juifs et arabes ou cours de leur longue cohabitation, souvent fratricide, la naissance du sionisme — qui place dans le contexte du réveil des nationalismes au XX^e siècle et de la persécution des juifs en Europe, la prise en compte plus particulièrement sur la responsabilité des grandes puissances dans ce conflit. Également, le statut de 1922, les auteurs terminent leur livre en se demandant si le paix entre Arabes et Israéliens est aujourd'hui possible. Elle le peut être, en tous les cas, que si les pays arabes reconnaissent le fait national que l'Israël accepte le fait national palestinien. C. C. K.

ISLAM, PERSPECTIVES ET REALITES. — Seyyed Hossein Nasr. * Bnabet/Chastel Editrice, Paris, 1975, traduit de l'anglais par H. Cray, 224 pages, 34,85 F.

Cet essai, destiné surtout aux Occidentaux, expose ce qu'il y a de plus universel dans l'Islam, ainsi que ce qui soulève les croyances et les sensibilités de branches orthodoxes de la tradition. L'auteur, un Iranien, servent maintenant l'Occident en traduisant les écrits qui ont été assésés la foi dans une «réalité francosarabique». Le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Shari'at*. C'est accepter l'éloge en voie universelle, destinée à tous les hommes et qui leur permet de «satisfaire toutes les possibilités de l'État humain sur le plan de l'individualité». C'est avec la même force et la même autorité que le Coran, corpus de cette révélation, a pour objet de transmettre la parole divine, le dernier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, c'est accepter la Loi divine, le *Sh*

les livres

ÉCONOMIE

LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES DANS L'HISTOIRE ET DANS LA THÉORIE. — K. Polanyi et C. Arensburg

* Préface de Maurice Godelier, Larousse Université, Paris, 1975, 348 pages.

En 1937, cinq ans avant que la pensée économique de Claude Lévi-Strauss ne découvre l'erreur de croire le savant occidental à l'existence de sociétés primitives...

L'analyse de l'activité des ports de commerce à l'époque féodale du commerce entre Aztèques et Mayas, de marchés contemporains en Grèce et en Inde...

La longue préface de Maurice Godelier fait le point des discussions entre spécialistes depuis la parution de l'ouvrage...

LES FINANCES DE L'EUROPE. — Daniel Strasser

* PUF, 1973, 312 pages, 45 francs.

C'est la première étude d'ensemble exhaustive des structures institutionnelles qui régissent le système financier de l'Europe...

LE PROFIT ET LES CRISES. — Arghiri Emmanuel

* Editions Maspéro, Paris, 1974, 463 pages, 60 F.

Le but initial de cet ouvrage est d'expliquer et d'analyser les crises économiques et sociales, depuis l'époque pré-capitaliste...

Sur ce plan, le livre est remarquable à l'exception de son titre et de son sous-titre...

Analyses intéressantes, où l'auteur dépasse tout ce que l'histoire de la pensée économique et de son sens a pu offrir...

LE MARCHÉ FINANCIER AMÉRICAIN. — Jean-Claude Stora

* PUF, 1975, 144 pages, 28 francs.

Les tempêtes qui ont secoué ce marché depuis 1973 ont été précédées par une période de calme...

HISTOIRE

HISTOIRE DU FRONT POPULAIRE. — Georges Lefranc

* Fayard, Le regard de l'histoire, Paris, 1974, 254 pages, 27,50 F.

Le Front populaire n'a pas été un long temps un quelconque gouvernement de coalition...

PAX BRITANNICA, The Coexist of an Empire. — James Morris

* Faber & Faber, Londres, 1975, 364 pages, 2,50 livres sterling.

La publication en édition de poche de cet ouvrage, premier volume d'une trilogie consacrée à l'histoire de l'empire britannique...

Bourgeoisies et prolétariats en Amérique latine

L'engrenage de la contre-révolution au Chili

DEUX ans. Le mandat coup d'état du 11 septembre 1973 n'a pourtant pas fini de livrer ses mécanismes...

CUBA, YES. — David Cauter

* Seeker and Warburg, Londres, 1974, 288 pages, 3,75 livres.

Ce traité de voyage à Cuba d'un intellectuel britannique traduit à la fois l'admiration pour les succès du régime cubain et l'agacement devant son caractère idéologique...

CUBA SOCIALISTE DE A À Z. — André Carrel et Georges Fourniel

* Editions sociales, Paris, 1975, 264 pages, 13 F.

Il est de présenter Cuba sous forme de dictionnaire de « A à Z » et c'est excellent...

des forces en présence, ne pouvait aboutir qu'à la crise. Pour l'auteur, la miracle est que 1973 ait pu se maintenir si longtemps au pouvoir...

Le bourgeois chilien a payé sa victoire provisoire d'un prix élevé, la destruction de l'appareil d'Etat hérité du régime précédent...

La question qu'inévitablement tout le monde se pose, c'est savoir si les choses auraient pu évoluer autrement...

BOLIVIE. — Collectif

* Coll. « Découverte de l'Amérique », UNESCO, Paris, 1975, 207 pages, 34 F.

Très utile introduction au pays où le « Chus » devrait trouver la mort, le cinquième ouvrage d'une collection qui entend présenter sous forme de petites monographies les aspects les plus importants...

SOCIOLOGIE DU TRAVAIL

LA TRAITÉ DES POUVOIRS, par Jean-Loup Dorel

* PUF, 1973, 320 pages, 23 F.

Expériences en vue d'une organisation plus humaine du travail. Paris, 1973, 114 pages, 15 F.

LES SOUBRESAITS DE L'ÉCONOMIE OCCIDENTALE

De la crise de l'énergie à la « mort du dollar »

Y A-T-IL vraiment crise de l'énergie dans le monde et qu'est-ce à dire ? La moindre des pudeurs aujourd'hui veut qu'on mette l'expression entre guillemets...

Ces banalités — et quelques autres — écrites, reste le tout de l'argument : la crise, souligne le conseiller de l'OPPE, frappe bien davantage les pays membres de l'Organisation...

du dollar, a peut-être sa chance. Encore faudrait-il qu'elle s'en rende compte.

du système des paiements internationaux, mais dans l'établissement d'un nouveau rapport de forces. (...) Le rétablissement de l'indépendance monétaire des pays européens passa désormais par une lutte rigoureuse contre les mouvements irréguliers de capitaux...

Le COMECON précise ses objectifs

INTÉGRATION ET OUVERTURE VERS L'EXTÉRIEUR

La vingt-neuvième session du Conseil d'entraide économique (COMECON), réunie à Budapest du 24 au 26 juin, s'est terminée par l'adoption du programme pour 1976-1980, qui met l'accent sur le renforcement de l'intégration économique des pays membres. Conformément aux objectifs poursuivis depuis plusieurs années déjà, cette évolution devrait se voir facilitée par les amendements à la charte de l'organisation qui avaient été adoptés le 21 juin 1974 à Sofia, à l'issue de la précédente session annuelle.

Méanmoins cet organe d'exécution, plus permanent que la conférence, dotée de compétences plus larges, ne revêt pas un caractère supranational; ses recommandations et décisions, comme celles de la session dont il est l'exécutif, doivent être adoptées à l'unanimité des membres intéressés et ne sont donc pas applicables aux membres non intéressés. L'histoire du COMECON entre 1962 et 1971 est marquée par une opposition, souvent conflictuelle, entre ceux de ses membres qui souhaitent lui conférer des pouvoirs plus étendus et ceux qui insistent sur les garanties de souveraineté et d'indépendance économique. On connaît les épisodes de la querelle soviéto-roumaine à ce sujet.

Méanmoins cet organe d'exécution, plus permanent que la conférence, dotée de compétences plus larges, ne revêt pas un caractère supranational; ses recommandations et décisions, comme celles de la session dont il est l'exécutif, doivent être adoptées à l'unanimité des membres intéressés et ne sont donc pas applicables aux membres non intéressés. L'histoire du COMECON entre 1962 et 1971 est marquée par une opposition, souvent conflictuelle, entre ceux de ses membres qui souhaitent lui conférer des pouvoirs plus étendus et ceux qui insistent sur les garanties de souveraineté et d'indépendance économique. On connaît les épisodes de la querelle soviéto-roumaine à ce sujet.

Méanmoins cet organe d'exécution, plus permanent que la conférence, dotée de compétences plus larges, ne revêt pas un caractère supranational; ses recommandations et décisions, comme celles de la session dont il est l'exécutif, doivent être adoptées à l'unanimité des membres intéressés et ne sont donc pas applicables aux membres non intéressés. L'histoire du COMECON entre 1962 et 1971 est marquée par une opposition, souvent conflictuelle, entre ceux de ses membres qui souhaitent lui conférer des pouvoirs plus étendus et ceux qui insistent sur les garanties de souveraineté et d'indépendance économique. On connaît les épisodes de la querelle soviéto-roumaine à ce sujet.

Méanmoins cet organe d'exécution, plus permanent que la conférence, dotée de compétences plus larges, ne revêt pas un caractère supranational; ses recommandations et décisions, comme celles de la session dont il est l'exécutif, doivent être adoptées à l'unanimité des membres intéressés et ne sont donc pas applicables aux membres non intéressés. L'histoire du COMECON entre 1962 et 1971 est marquée par une opposition, souvent conflictuelle, entre ceux de ses membres qui souhaitent lui conférer des pouvoirs plus étendus et ceux qui insistent sur les garanties de souveraineté et d'indépendance économique. On connaît les épisodes de la querelle soviéto-roumaine à ce sujet.

« Respect des intérêts nationaux »

La nouvelle rédaction ajoute aux buts du COMECON précisés à l'article 1 de la charte, « le développement de l'intégration économique socialiste ». On ne saurait réaliser celle-ci sans réduire au préalable les écarts de développement qui subsistent entre les pays; aussi bien, dans le même article, l'impératif d'industrialisation posé en 1969 se complétera-t-il d'un objectif nouveau, « le rapprochement et l'égalisation progressive des niveaux de développement économique », thème auquel le programme consacrerait un chapitre entier.

La nouvelle rédaction ajoute aux buts du COMECON précisés à l'article 1 de la charte, « le développement de l'intégration économique socialiste ». On ne saurait réaliser celle-ci sans réduire au préalable les écarts de développement qui subsistent entre les pays; aussi bien, dans le même article, l'impératif d'industrialisation posé en 1969 se complétera-t-il d'un objectif nouveau, « le rapprochement et l'égalisation progressive des niveaux de développement économique », thème auquel le programme consacrerait un chapitre entier.

La nouvelle rédaction ajoute aux buts du COMECON précisés à l'article 1 de la charte, « le développement de l'intégration économique socialiste ». On ne saurait réaliser celle-ci sans réduire au préalable les écarts de développement qui subsistent entre les pays; aussi bien, dans le même article, l'impératif d'industrialisation posé en 1969 se complétera-t-il d'un objectif nouveau, « le rapprochement et l'égalisation progressive des niveaux de développement économique », thème auquel le programme consacrerait un chapitre entier.

La nouvelle rédaction ajoute aux buts du COMECON précisés à l'article 1 de la charte, « le développement de l'intégration économique socialiste ». On ne saurait réaliser celle-ci sans réduire au préalable les écarts de développement qui subsistent entre les pays; aussi bien, dans le même article, l'impératif d'industrialisation posé en 1969 se complétera-t-il d'un objectif nouveau, « le rapprochement et l'égalisation progressive des niveaux de développement économique », thème auquel le programme consacrerait un chapitre entier.

La nouvelle rédaction ajoute aux buts du COMECON précisés à l'article 1 de la charte, « le développement de l'intégration économique socialiste ». On ne saurait réaliser celle-ci sans réduire au préalable les écarts de développement qui subsistent entre les pays; aussi bien, dans le même article, l'impératif d'industrialisation posé en 1969 se complétera-t-il d'un objectif nouveau, « le rapprochement et l'égalisation progressive des niveaux de développement économique », thème auquel le programme consacrerait un chapitre entier.

MOSCOU ET LES COMMUNISTES PORTUGAIS

Enfin la crise portugaise a ranimé le malaise au sein du mouvement communiste. Si son nombre de partisans n'a pas été réduit, les analyses jugées tout à fait orthodoxes, d'autres se sont vu obligés de critiquer la politique de M. Cunha. Est-ce simplement par souci de l'opportunité que les Portugais ont voulu se rapprocher de Moscou, ou est-ce parce qu'ils étaient désormais convaincus de bâtir le socialisme en Occident sans garantir les libertés formelles? Qu'il fallait rester la liberté de la presse, reconnaître aux partis politiques le droit de mener leur action et tenir compte de l'existence de députés régulièrement élus par le peuple? Les événements de Lisbonne obligent à mener le débat.

Enfin la crise portugaise a ranimé le malaise au sein du mouvement communiste. Si son nombre de partisans n'a pas été réduit, les analyses jugées tout à fait orthodoxes, d'autres se sont vu obligés de critiquer la politique de M. Cunha. Est-ce simplement par souci de l'opportunité que les Portugais ont voulu se rapprocher de Moscou, ou est-ce parce qu'ils étaient désormais convaincus de bâtir le socialisme en Occident sans garantir les libertés formelles? Qu'il fallait rester la liberté de la presse, reconnaître aux partis politiques le droit de mener leur action et tenir compte de l'existence de députés régulièrement élus par le peuple? Les événements de Lisbonne obligent à mener le débat.

Correspondance

Les militaires en Amérique latine

M. Georges Fauriol, étudiant en doctorat à l'université de Pennsylvania, nous adresse les remarques suivantes à propos de l'ensemble d'articles publiés dans le Monde diplomatique de juillet, sous le titre « Les militaires et le pouvoir en Amérique latine ».

De nature très vaste, ces articles ont tenté de rendre compte de la situation militaire dans le tableau (p. 11), extrait de The Military Balance, récapitulant les données militaires et économiques des vingt et une Républiques devenues indépendantes.

Je dois malheureusement noter l'utilisation presque abusive de cette illustre source. Les lecteurs bien informés vous feront remarquer que les estimations du F.N.R. pour l'Argentine et le Chili ne sont pas comparables aux autres. The Military Balance calcule le F.N.R. sans se soucier du taux d'inflation et de son

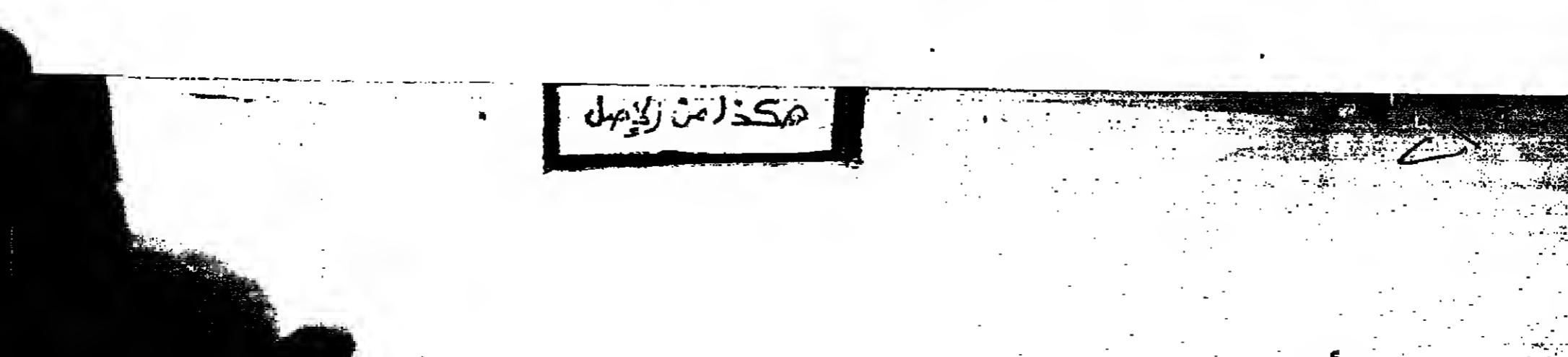
Militaires et partis au Portugal

A la suite de l'article de Virgilio Delgado (le Monde diplomatique de juin 1975), M. José M. Silva, étudiant à l'université catholique de Louvain, nous écrit :

Depuis 1974, le M.R.P.P. (police politique) avait tenté de recruter un grand nombre de partisans. Mais le parti n'a pas réussi à recruter un grand nombre de partisans. Mais le parti n'a pas réussi à recruter un grand nombre de partisans.

Le Monde de l'éducation. Le numéro d'été est paru. 5, rue des Italiens, 75007 PARIS CEDEX 05. Abonnement (11 numéros par an) : votre normale : France 90 - Stranger 60.

Calendrier des fêtes nationales. 17 GABON : Fête de l'indépendance. 17 INDONÉSIE : Anniversaire de la déclaration de l'indépendance. 23 ROUMANIE : Fête nationale. 25 URUGUAY : Fête de l'indépendance. 31 MALAISE : Fête de l'indépendance. 31 TRINITE ET TOBAGO : Fête de l'indépendance.



صدا من لامل

Le GATT. — Le conseil du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a décidé le 15 juillet, la création d'un groupe consultatif qui sera essentiellement chargé de suivre l'évolution de la situation du commerce international.

Les mandats officiels de ce groupe ont été à faciliter aux parties contractantes du GATT l'exécution de leurs responsabilités. Dix-huit membres du conseil ont été nommés. Ils sont : l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, le Japon, les États-Unis, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, le Chili, l'Espagne, le Portugal, la Suède, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, la Grèce et la Turquie.

Le conseil a pour mandat de :

- Au cours de réunions, les 15 et 16 juillet, le comité des négociations commerciales du GATT, les nouvelles négociations commerciales du GATT, les nouvelles négociations commerciales du GATT, les nouvelles négociations commerciales du GATT.
- Le conseil a pour mandat de :

restructuration du Marché commun central-américain (C.A.C.A.) a consacré sa sixième session ordinaire, réunie à Guatemala du 22 au 25 juin, à l'étude des positions respectives des pays membres sur l'avenir du traité-cadre de la Communauté économique et sociale central-américaine.

Les représentants des pays membres du traité de Managua — à l'exception du représentant du Honduras — ont participé le 25 juin, au stade du secrétaire de l'industrialisation (SICRIA), l'élaboration du second protocole à l'accord central-américain sur les mouvements financiers et le développement industriel, entré en vigueur le 25 octobre 1973 et venu à expiration le 30 juin dernier. En vertu de ce second protocole, les dispositions du second protocole concernant notamment l'encouragement des investissements étrangers dans le cadre des programmes de développement industriel seront prolongées jusqu'au 31 décembre 1977. Après cette date, ces dispositions seront soumises à une nouvelle négociation d'extension de l'accord central-américain de la Communauté économique et sociale central-américaine.

La réponse de l'exécutif aux parlementaires

À cette occasion, des parlementaires de la Communauté ont répondu, quelques jours plus tard, une note de la Commission européenne, proposée aux neuf gouvernements l'élaboration pour dix ans d'un plan d'aide aux houillères communautaires. Le nouveau régime — destiné à remplacer celui qui datait de 1971 — doit assurer la continuité du mécanisme antérieur, mais en tenant compte de la situation nouvelle. Il doit donc être suffisamment souple pour assurer à tout moment une adaptation des aides aux situations économiques dans lesquelles les charbonnages pourraient se trouver à l'avenir.

CONCENTRATION DANS LA SIDÉRURGIE. — La Commission européenne a autorisé l'achat par la firme britannique Johnson & Firth Brown, de Sheffield, de la société Greening & Sons, de Warrington (Cheshire).

AIDE À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL. — Bruxelles a ouvert un crédit de 108 millions d'unités de compte européennes en faveur de dix projets de recherche technique visant notamment à l'amélioration des travaux de mines au point de vue de systèmes de contrôle radio à l'aide de sondes à ultrasons, de charnières transportées utilisées dans les escaliers de mines, et à la prévention des accidents et du contrôle de la chaleur dans les mines.

MESURES TARIFAIRES POUR LES ACHÈVES IMPORTÉS. — Des adoucissements de droits ont été autorisés par Bruxelles pour le second semestre. Ils concernent les machines à vapeur (1.800 tonnes pour l'Allemagne, 900 pour le Benelux, 400 pour la France, 500 pour l'Italie, 300 pour l'Espagne) ; les machines à vapeur de réserve, du cordes à piano (800 tonnes pour l'Allemagne, 150 pour la France, 200 pour l'Italie) ; les machines à vapeur de réserve (3.000 tonnes pour la France).

R.F.A.), qui préconise un accroissement des pouvoirs du Parlement de manière que celui-ci soit doté de compétences budgétaires plénières et entières avant la fin de 1976.

Sur proposition de M. Heinrich Aigner (démocrate-chrétien - C.D.U.), auteur d'un second rapport assez détaillé sur la création d'une cour des comptes européenne, le Parlement, tout en notant avec satisfaction que cette cour jouira d'une totale indépendance, demande que le conseil des ministres ne nomme ses membres qu'avec son accord et que les compétences de la cour soient mieux précisées une fois sa création acquise.

Enfin la proposition de M. Aigner stipule que la cour ne devra pas voir ses activités restreintes à un simple contrôle, mais qu'elle soit habilitée à suivre de près l'ensemble des opérations faisant l'objet d'une vérification.

Sur un tout autre chapitre, le Parlement européen avait adopté un projet de résolution de M. Libero della Briotta (socialiste italien) souhaitant des mesures propres à adapter le potentiel visicole aux besoins du marché.

Association européenne de libre-échange

Accord sur l'octroi d'une assistance technique au Portugal

Le comité de développement économique de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) s'est réuni le 14 juillet pour examiner les demandes d'assistance techniques au mois de mai par le Portugal. Les pays de l'A.E.L.E. ont exprimé au cours de cette réunion leur volonté de fournir au Portugal une assistance technique dans de nombreux domaines spécifiques. Le comité a également examiné la possibilité de créer un fonds industriel de développement pour financer de nouvelles entreprises et moderniser celles qui existent déjà au Portugal ; il s'est aussi préoccupé de la coopération des aides bilatérales accordées à ce pays par les autres membres de l'A.E.L.E.

Une convention internationale sur le contrôle et le positionnement des ouvrages en métaux précieux est entrée en vigueur le 27 juin entre les quatre pays de l'A.E.L.E. qui l'ont ratifiée depuis sa signature en novembre 1973 : Autriche, Finlande, Suède et Suisse ; les autres pays signataires sont la Norvège, le Portugal et la Grande-Bretagne.



Marché commun

Les résolutions du Conseil européen

VOICI l'essentiel des quatre déclarations faites par le Conseil européen à l'issue de la réunion « au sommet » des Neuf qui s'est tenue les 16 et 17 juillet à Bruxelles :

1) Aide au Portugal : « Le Conseil européen réaffirme que la Communauté européenne est disposée à engager des discussions sur une coopération plus étroite avec le Portugal dans les domaines économique et financier. Il s'agit également d'observer que, conformément à ses traditions politiques et historiques, la Communauté européenne ne saurait apporter son soutien qu'à une démocratie de caractère pluraliste. »

2) Institutions européennes : « Le Conseil a invité le conseil des ministres des affaires étrangères à examiner le problème de l'élection de l'Assemblée au suffrage universel direct, de façon à présenter au Conseil européen un rapport sur cette question avant la fin de l'année. »

« Le Conseil européen a chargé le conseil des ministres de faire pressions et travaux relatifs à l'institution d'une union des passeports et d'élaborer un rapport à ce sujet, si possible avant la fin de l'année. »

3) Politique économique : « Le Conseil européen a chargé le conseil des ministres des finances et des affaires économiques de renforcer la coordination des politiques économiques et financières des États membres. Le Conseil a reconnu que les problèmes conjugués des dépenses excessives et du déficit de l'Union avec les autres pays industrialisés (en particulier les États-Unis et le Japon) et l'on veut espérer une reprise économique effective. »

« Le Conseil européen a réaffirmé l'importance d'une étroite collaboration au sein de la Communauté avec satisfaction du retour du franc français dans le système de change communautaire (« le serpent ») et il a invité le conseil des ministres des finances et des affaires économiques à approfondir la question des modalités techniques du fléchissement des monnaies communautaires. »

4) Nations unies : « Animés par une volonté commune de dialogue, la Communauté et ses États membres présenteront, dans les prochaines semaines, un ensemble équilibré de projets répondant aux préoccupations les plus importantes des pays en voie de développement, notamment dans les domaines des matières premières et de la coopération au développement. »

Signons également que les Neuf ont chargé la France de prendre les initiatives nécessaires pour permettre la reprise rapide du dialogue sur l'énergie, les matières premières et les problèmes du développement des pays industrialisés des pays du tiers-monde. M. Giscard d'Estaing a annoncé que le prochain Conseil européen consacré à l'énergie et aux matières premières se tiendra à Rome le 14 novembre avant la reprise du dialogue producteurs/consommateurs prévue pour la fin novembre.

Accord des Neuf sur le volet agricole de la négociation avec le Maghreb

Les ministres de l'Agriculture des Neuf ont participé le 24 juin à Luxembourg en accord sur le volet agricole des négociations avec le Maghreb. Ils ont en même temps renforcé la protection du marché européen des fruits et légumes transformés et frais, ainsi que du vin contre la concurrence des pays tiers, particulièrement sensible pour l'Italie et la France.

Les principales dispositions du compromis de Luxembourg portent sur le vin. Les ministres de l'Agriculture se sont mis d'accord pour autoriser des distillations spéciales de vin importé si les importations, notamment en provenance des pays du Maghreb, perturbent le marché.

Pour les fruits et légumes transformés, les certificats d'importation et la surveillance seront renforcés pour huit produits : les tomates péchées, les poivres, les framboises, les pêches, les framboises, les fèves de tomate, les haricots verts et les petits pois.

Enfin, pour les fruits et légumes frais, les agriculteurs italiens (oranges et citrons) bénéficieront d'une prime de pénétration pour les dédommager de la concurrence des produits des pays méditerranéens et en particulier des agrumes d'Afrique du Nord sur le marché communautaire.

Les ministres de l'Agriculture ont également décidé d'autoriser la France à octroyer des aides nationales aux producteurs de sucre des départements d'outre-mer et ont rejeté l'application de la clause de sauvegarde sur les importations d'huile d'olive réclamée par l'Italie.

Portugal, Grèce et politique méditerranéenne

Le soutien de la démocratie au Portugal et en Grèce et la politique méditerranéenne de la C.E.E. ont été longuement étudiés le 24 juin à Luxembourg par les ministres des affaires étrangères des Neuf.

Pour le Portugal, les Neuf ont décidé de ne pas se prononcer immédiatement sur une aide d'urgence massive pour Lisbonne suggérée par la Commission de la C.E.E. Ils se sont contentés de charger un groupe de travail de préparer une étude sur les modalités techniques de cette aide.

La demande d'adhésion de la Grèce à la C.E.E. a été reçue avec sympathie par le conseil des ministres, mais avec une certaine prudence. En effet, la Turquie a fait parvenir

aux Neuf une note de protestation où Ankara s'élève contre les conséquences politiques néfastes qu'aurait une telle adhésion.

La rentrée de la France dans le « serpent »

Les ministres des finances des pays du « serpent » (Allemagne fédérale, France, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg et Danemark) ont déclaré, dans un communiqué publié le 10 juillet à l'issue de leur réunion :

« En accord avec ses partenaires de la C.E.E., et afin de renforcer l'union économique et monétaire européenne, le gouvernement français a fait connaître et a obtenu de ses partenaires d'adopter le dispositif de fléchissement concerté, issu de l'accord de Bâle, et plus connu sous le nom de « serpent ». Cette décision a été saluée avec satisfaction par les ministres. »

« Les ministres des finances des pays du « serpent » ont en outre décidé de continuer ensemble les discussions avec les autorités suisses en vue de trouver une issue favorable à l'association du franc suisse au « serpent » communautaire. Ils ont décidé à cette fin d'inclure une délégation suisse à leur prochaine réunion en septembre et feront ensuite rapport au conseil des ministres de la C.E.E. le « serpent » étant un mécanisme essentiellement communautaire ouvert à d'autres pays qui acceptent les règles nécessaires à son bon fonctionnement. »

Avant-projet pour le budget communautaire 1976

La Commission de la C.E.E. a proposé d'accroître sensiblement en 1976 le budget communautaire dans les secteurs social, de la recherche et de la coopération au développement.

L'ancien projet présenté le 11 juillet à la presse à Bruxelles par M. Claude Chavy, commissaire européen chargé du budget, ne comporte toutefois pas d'indication sur les prévisions de dépenses de la section garantie du Fonds européen d'organisation et de garantie agricole (FEOGA), qui représentera normalement près de 80 % du budget communautaire.

Ces prévisions ne seront connues qu'en mois de septembre. Pour le secteur social, la Commission de la C.E.E. propose de porter de 550 à 600 millions d'unités de compte (soit un processus de 9 %) le montant de la disposition du Fonds social renoué qui devra en priorité être affectée à des actions de recyclage professionnel.

Le budget du secteur recherche devrait être augmenté de 117 millions d'unités de compte, soit près de 60 %, et le secteur coopération au développement de 106 millions d'unités de compte (+ 35 %). Pour cette dernière rubrique, l'aide alimentaire représente près de 70 % des dépenses prévues.

Enfin, les crédits de paiement pour le Fonds régional passent de 150 à 155 millions d'unités de compte, conformément aux décisions prises par le « sommet » de Paris en décembre 1974.

ACCORD DE COOPÉRATION AVEC LE MEXIQUE. — L'accord non préférentiel entre la C.E.E. et le Mexique signé le 15 juillet à Bruxelles met l'accent sur la coopération économique plutôt que les échanges commerciaux, mais prévoit aussi la création d'une commission mixte chargée d'étudier et de réaliser concrètement les objectifs de coopération économique et commerciale contenus dans l'accord.

GRANDS PROJETS DE RECHERCHE. — Les Neuf ont mis d'accord le 15 juillet à Bruxelles pour financer un programme de recherche en matière d'énergie et d'électronique. Les objectifs de la recherche des centres européens de recherche d'Europe (Italie), de Petten (Hollande) et de Karlsruhe (Allemagne fédérale).

Les Allemands de l'Ouest ont, en effet, lancé leurs recherches générales et de pointe du programme de recherche en matière d'énergie et d'électronique de la Commission de la C.E.E. le 9 octobre, de nouvelles propositions sur la politique de recherche scientifique des Neuf à partir de 1976.

Pour 1976, une rallonge financière totale de 425 millions d'unités de compte sera donc accordée aux trois centres européens, dont le coût de fonctionnement a été majoré par l'inflation. Par ailleurs, les Neuf ont adopté un programme de recherche en matière d'énergie et d'électronique sur quatre ans et portant notamment sur le développement d'énergies nouvelles (solaire et géothermique).

LES MINISTRES DE L'ÉNERGIE des Neuf ont accepté sans discussion, le 26 juin, à Luxembourg, les conclusions d'énergie de 9 % pour 1975 par rapport à 1974.

CECA

Un plan d'aide aux houillères

DEUX dates ont marqué en juillet, en faveur des houillères des Neuf, la fin de la « saison » CECA. Les institutions européennes se sont réunies traditionnellement en vacances en août. Le parlement européen a approuvé à l'unanimité une résolution qui trace les grandes lignes de la politique charbonnière à suivre dans le cadre de la « nouvelle ligne énergétique », consécutive à l'embellissement du pétrole.

L'idée centrale de ce texte est que, vu le prix du « brut » et la dépendance dans laquelle se trouve l'Europe vis-à-vis des pays producteurs de pétrole, la production charbonnière doit être encouragée, de façon à la maintenir aux environs de 250 millions de tonnes par an, malgré l'abandon de veines épuisées ou de mauvaises rentabilités.

Parlement européen

Révision des dispositions financières des traités

Le Parlement européen a achevé sa session d'été le 11 juillet à Strasbourg en votant des propositions de modifications aux dispositions financières et budgétaires des traités communautaires.

Les parlementaires ont adopté les conclusions d'un rapport de M. Erwin Lange (socialiste -



Conseil de l'Europe

Au comité des ministres : plan d'action pour lutter contre le chômage des jeunes

Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté le 27 juin un plan d'action destiné à réduire et à prévenir le chômage des jeunes et qui devrait être intégré dans les politiques économique et sociale de chaque État membre. Les mesures préconisées concernent l'orientation et la formation professionnelle des jeunes, l'information des jeunes, des parents, des employeurs, et des organisations syndicales, l'octroi d'allocations aux jeunes sans emploi, la création d'emplois temporaires et d'un registre des travaux d'été.

SÉCURITÉ SOCIALE. — Des experts en matière de sécurité sociale des dix-huit États membres du Conseil de l'Europe se sont réunis à Dublin du 25 au 27 juin pour examiner la mise en œuvre de la convention européenne de sécurité sociale et l'application de son code européen de la sécurité sociale. Ils ont examiné les relations bilatérales pour tout ce qui touche ces problèmes ainsi que les mesures à prendre en faveur des retraités et des personnes âgées et qui devraient être intégrés dans le code européen de la sécurité sociale. Les experts ont aussi examiné les questions de sécurité sociale des personnes âgées et de certaines catégories particulières (jeunes filles au foyer).

LUTTE CONTRE LE TERRORISME. — Le comité des ministres a décidé la création d'un comité d'experts chargé d'examiner les problèmes liés aux nouvelles formes de terrorisme et groupe d'opinion des propositions sur l'interdiction de la coopération entre les États du Conseil de l'Europe et sur la définition de l'infraction politique qui est proposée pour leur être des demandes d'extradition.

COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME. Les députés de la commission européenne des droits de l'homme ont décidé de se rendre à Chypre au début du mois de septembre, afin de procéder à une enquête qui comportera l'inspection des installations militaires et le règlement de la question de Chypre contre la Turquie.

La commission européenne des droits de l'homme a tenu sa cent dix-septième session, du 7 au 21 juillet à Strasbourg. On trouvera un bref résumé des travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

Organisation de l'unité africaine

La préparation du « sommet » de Kampala

LES ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) se sont réunis à Kampala (Ouganda) du 18 au 22 juillet pour préparer le « sommet » de l'Organisation qui devait s'ouvrir dans cette ville le 28 ; ils ont décidé de proposer la nomination pour un an à la présidence de l'O.U.A. du général Idi Amin Dada, chef de l'Etat ougandais, pays hôte (confirmé par le « sommet ») et la convocation des chefs de trois mouvements de libération de l'Angola à la conférence et au « sommet » de l'O.U.A. Trois pays, le Botswana, la Zambie et la Tanzanie, en désaccord avec la politique du président ougandais, ont annoncé leur intention de ne pas participer à cette conférence.

Dès le début de leurs travaux, les ministres ont admis au sein de l'O.U.A. les Comores, le Mozambique, la République du Cap-Vert et celle de Sao-Tomé et Principe, portant ainsi à quarante-six le nombre des États membres de l'Organisation.

On trouvera un résumé des travaux de la conférence et au « sommet » de Kampala dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. — Le conseil d'administration de l'Agence de coopération culturelle et technique a tenu sa cent dixième session, du 18 au 22 juillet à Paris. Les travaux de l'Agence se déroulent dans les domaines de la culture, de la science, de la technique, de la promotion des cultures et des langues nationales ; l'Agence a pour objectif d'organiser des rencontres et des séminaires au Centre d'orientation internationale de l'Agence ; l'Agence organise un festival de la jeunesse à Libreville en 1977.

AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE. — Le conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA), réuni à Paris pour sa première session les 24 et 25 juin,

a nommé à sa présidence M. Wolfgang Fink (Allemagne fédérale), pour un an. Le général Luis de Azcarate (Espagne) et M. Jan Skjott-Larsen (Danemark) ont été élus vice-présidents.

L'ESA a nommé M. Hans Rintermann (Suisse) en poste de directeur de l'Agence. Le conseil de recherche et de technologie spatiale de Noordwijk (Pays-Bas) en remplacement de M. Ove Hammarstrom (Suède), appelé à de nouvelles fonctions.

CONFÉRENCE DES PAYS ISLAMIQUE. — Réunie le mois dernier à Djeddah, la sixième conférence islamique des ministres des affaires étrangères a terminé ses travaux le 15 juillet en Arabie Saoudite en votant une résolution qui appelle à ses membres à de développer tout leurs efforts pour faire expulser Israël de l'Organisation des Nations unies et de toutes les conférences internationales dont ce pays est membre.

ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS. — Les représentants des vingt et un pays membres de l'Organisation des États américains signataires du traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAI) se sont réunis le 26 juillet à San José de Costa-Rica pour préparer le traité de libre-échange. Ils ont aussi examiné les propositions de la Commission économique pour l'Amérique centrale (CECA) et de toutes les conférences internationales dont ce pays est membre.

ORGANISATION EUROPÉENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — Le conseil de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) a tenu sa cinquante-cinquième session le 25 juin à Genève pour examiner la direction et les ressources futures de l'Organisation, ainsi que les rapports d'activités des six centres de recherche nucléaire. Le conseil a été présidé par M. J. B. Adams et dirigé par W. K. Jencks, directeur général. Le conseil a adopté par approbation le protocole d'un nouvel accord de coopération entre le CERN et les Instituts d'Union soviétique, destiné à renforcer leur coopération en matière d'étude des particules fondamentales.

AVIGNON
VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allée au prestige de ses monuments anciens l'énergie tournaute d'une jeune cité qui, dans un lieu sans relâche, construit son avenir

ELLE VOUS OFFRE :

- LE PALAIS DES PAPES (P. ATTINGER), BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et le chanson ; ses nombreux salons et ses salons ;
- LES TRESORS DE SES MUSÉES ;
- DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE ;
- SON FOLKLORE danses et vieilles traditions ;
- UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) Théâtre chorégraphie, cinéma, musique ;
- DES SALLES DE REUNION ;
- DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS « auto-couchettes » aller et retour au départ de PARIS STAPLES (Le Touquet), BRUXELLES, AMSTERDAM, LUXEMBOURG, HAMBURG, COPENHAGUE ;
- SON IMPRIMENTA MARCHE QUOTIDIENNE DES FRUITS ET PRIMEURS ;
- DES SATISFACTIFS GASTRONOMIQUES et des produits de grande qualité (champagne, vin, Cognac, etc.) ;
- LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec ses équipements pour toutes les manifestations et congrès, ses grandes et luxueuses salles de conférences de restaurant son hall et ses parkings ;
- Visitez AVIGNON « La Mennace de Jole... »

Renseignements Maison Du Tourisme, Centre Jean-Jaures

OCDE

NICE

THAILANDE

Les mouvements militants face à la répression

Par SEKSAN PRASETKUL

La démocratie libérale se mirent à chercher de nouveaux thèmes de campagnes politiques. Assurément, après des décennies de dictature, la grande majorité du peuple thaïlandais souffrait de la pauvreté et de l'exploitation économique qu'il subissait. On savait communément que les dirigeants des régimes Sarit puis Thanom-Prapas profitèrent de leur pouvoir pour amasser d'immenses fortunes, eux dépourvus des masses populaires. Consciemment ou non, les étudiants ne pouvaient manquer de contester le nouveau gouvernement Pramoj à ce problème, posé en termes de classes. Les contestations dans les universités se firent dans les usines pour aider les ouvriers à organiser les grèves qui avaient éclaté spontanément dès que les travailleurs eurent senti se relâcher la contrainte du pouvoir dictatorial. Il y avait eu plus de cinq cents mouvements de grève en 1973. Entre-temps, certaines organisations étudiantes, dont la fédération des étudiants indépendants de Thaïlande (F.I.E.T.), s'étaient déjà rapprochées de la paysannerie qui ressentait également le besoin de faire valoir ses revendications.

Outre que les activités des étudiants après octobre les portaient à prendre le parti des opprimés, on observait une tendance à entreprendre une étude approfondie de la littérature révolutionnaire. Pour la première fois dans l'histoire politique thaïlandaise, on imprimait des centaines de milliers d'exemplaires d'ouvrages révolutionnaires qui étaient répandus dans l'ensemble du pays. Les grands classiques du marxisme et nombre d'écrits de dirigeants communistes tels que Pioung Wanarsai, Asansa Polochan et feu Chit Bhumsak étaient soudain disponibles en de nombreuses librairies. Les étudiants se trouvaient ainsi intellectuellement mieux équipés que jamais et les actions révolutionnaires dans les zones urbaines commencent à prendre forme.

Du fait de ces tendances, le nouveau régime — qui comprenait encore les membres de l'ancienne classe dirigeante, recrutés certes en partie dans d'autres groupes que celui de Thanom-Prapas — se demanda comment combattre les activités étudiantes, qu'il considérait comme plus « gauchistes » que libérales.

Toutefois, les étudiants pouvaient encore utiliser le crédit que leur avait valu leur participation aux événements d'octobre pour poursuivre leurs activités sans rencontrer de résistances notables. Début 1974 cependant, un journal de droite, *Raj Wan Burmberg* (feuille de scandale devenue plus « politique »), alléguait les étudiants dans une série d'articles sur le soulèvement d'octobre qui concluait à un complot communiste. Les liens entre le rédacteur en chef de ce journal et le colonel Narong Kitkachorn (fils du maréchal Thanom, beau-fils du maréchal Prapas) étant quasiment de notoriété publique, l'impact de ces articles fut minime. Ils devaient marquer, cependant, le début d'une tentative visant à susciter un courant hostile aux activités des étudiants et à préparer le terrain pour l'apparition de mouvements d'extrême droite.

Vers le milieu de 1974, les mesures envisagées pour contraindre l'action des étudiants étaient appliquées. Quelques milliers d'étudiants de technique, dont les maréchaux avaient agi sous l'influence du général Witton Yasevas (qui dirigeait les « marocanniers » thaïlandais de la C.I.A. au Laos), organisèrent une manifestation contre les militants étudiants de gauche sur la question de l'amendement du projet de Constitution. Celle dura de la fin septembre au début octobre, le 5 octobre marquant l'apogée des manifestations.

C'est alors qu'eut lieu le premier anniversaire du soulèvement. Plus de douze organisations étudiantes et ouvrières s'associèrent pour préparer sa célébration à l'université Thammasat de Bangkok : exposition de photographies du soulèvement, publication de brochures, mise en scène de pièces politiques. Le Centre des élèves des écoles supérieures de technique, pépinière de l'extrême droite à l'époque, organisa de son côté une autre exposition, en coopération avec certains étudiants d'extrême droite, sous le bannière du Centre pour la protection de la stabilité nationale. Ils

distribuèrent des tracts accusant les dirigeants étudiants et ouvriers de chercher à détruire la monarchie et de vouloir assassiner le roi le 14 octobre.

Le premier affrontement violent entre militants de gauche et extrémistes de droite eut lieu fin 1974. Le retour en Thaïlande du maréchal Thanom, en décembre, suscita une vague d'indignation nationale, et les étudiants purent organiser une manifestation pratiquement le jour-même de son arrivée à Bangkok. Le surlendemain soir, à l'université Thammasat, un groupe d'étudiés du technique se faisant appeler les « *Taureau rouges* » lançait des bombes artisanales sur des manifestants et tuèrent plusieurs blessés. Pendant plus d'une heure à partir de minuit, « *Taureau rouges* » et service d'ordre de la gauche s'affrontèrent en une fusillade nourrie. Depuis lors, il est devenu « normal » d'entendre des bombes exploser lors des manifestations, toujours suivies par des échanges de coups de feu entre militants de gauche et extrémistes de droite.

La politique des hommes au pouvoir est très claire. Hostiles aux mouvements contestataires, ils ne peuvent se permettre de les affronter directement. Plutôt que de les réprimer ouvertement, le gouvernement soutient de diverses façons les mouvements d'extrême droite qui font le « travail » pour lui. On sait que les « *Taureau rouges* » sont des très étroits avec certains officiers supérieurs de l'armée et des généraux de la police. Bien qu'ils aient fait usage de leurs armes en public à plusieurs reprises, on ne sache pas qu'aucun d'entre eux ait jamais été arrêté et jugé.

Outre son soutien à l'extrême droite, la classe dirigeante a suscité sa propre organisation pour réprimer les mouvements révolutionnaires urbains. La encore, le but est de soigner l'image de marque libérale du régime tout en poursuivant une répression discrète. Cette importante organisation d'extrême droite semi-clandestine s'appelle *Newapol*, ce qui signifie littéralement le « *Neufième force* ». Ses dirigeants se recrutent parmi les officiers de haut rang, les couches supérieures de la bureaucratie et les gros capitalistes. La principale activité de *Newapol* est la chasse aux gauchistes sous couvert de défendre la nation, le religion et le monarchie ; slogans traditionnels du gouvernement dans les rassemblements populaires, nullement différents de ceux que brandissent le gouvernement Thanom-Prapas.

Toutefois, le dirigeant le plus connu et le plus actif de *Newapol*, Watane Kuv Witon, vient de rentrer des Etats-Unis où il a vécu pendant des années ; il a des étroites relations avec de nombreuses personnalités gouvernementales américaines, y compris M. Henry Kissinger. Il n'est guère surprenant que les étudiants de gauche considèrent cette organisation comme étant une créature de la C.I.A., accusation renforcée par la rumeur selon laquelle *Newapol* fait partie de la clique du général Witton. On ne saurait dire ici si cette accusation est ou non fondée, mais il est indubitable que *Newapol* apparaît désormais comme la principale organisation d'extrême droite. Selon sa propagande, les activités des militants de gauche ne sont rien d'autre que de la subversion communiste. Ses membres sont toujours prêts à prendre le contre-pied des initiatives des militants de gauche. Ils ont organisé plusieurs conférences et séminaires dans plusieurs provinces, mais aussi saboté les activités des étudiants, notamment en mettant la foue à des expéditions, en incendiant des voitures, en tirant des coups de feu dans des forums, etc. Ils se sont même vantis, à plusieurs reprises, de posséder leurs propres gangs de tueurs.

Face à de telles attaques, la contestation urbaine ne manifeste plus le même spontanéité qu'en l'absence du soulèvement d'octobre. D'une part, les militants de gauche commencent à s'interroger sur l'avenir de leur mouvement ; d'autre part, leur maturité croissante est double d'une égale prudence devant une éventuelle répression violente. On sentait généralement que celle-ci serait organisée à l'occasion d'un coup d'Etat, dont l'imminence ne fait guère de doute pour certains. Mais l'étucidation de la tendance actuelle de la

classe dirigeante tend à infirmer cette estimation : un coup d'Etat militaire s'accompagnerait d'une répression massive, mais celle-ci peut tout aussi bien avoir lieu sans qu'un putsch se produise.

Si l'on considère, par exemple, les manifestations paysannes du début du mois de mai dernier, il apparaît clairement qu'il était tout à fait possible de réprimer les militants étudiants et le mouvement paysan. Avec le soutien des nervis de *Newapol*, le gouvernement Kukrit Pramoj refusa toutes les exigences des paysans et réussit à disperser les manifestations sans pour autant paraître avoir trompé dans l'attente. Les manifestations paysannes furent attaquées par d'autres contre-manifestants ; il y eut plusieurs blessés (les manifestations se déroulaient dans plusieurs provinces et à Bangkok). Pour poursuivre leur lutte, les paysans auraient dû affronter à la fois la police et l'armée, envoyées à pied d'œuvre pour faire respecter la loi et l'ordre ; la répression des émeutes aurait signifié pratiquement l'écrasement des militants paysans et étudiants. C'est pourquoi les manifestations furent annulées.

Autre exemple, celui de la grève générale des ouvriers dans la première semaine de juin. Il ne s'est pas passé un jour sans qu'un groupe de terroristes lance des bombes sur les grévistes, dans l'intention évidente de provoquer un affrontement qui aurait donné un prétexte à l'intervention de la police ou même de l'armée. En outre, le gouvernement s'efforçait de diviser les dirigeants ouvriers en cherchant à isoler les plus radicaux, ce qui aurait facilité la répression. Les ouvriers les plus militants proches du Centre national de coordination des ouvriers (N.W.C.C.), en furent obligés à des compromis avec les plus modérés, ce qui revenait à réduire leurs revendications, et finalement à mettre fin à la grève. Cette tactique du maintien d'un large front tout pour éviter des différends politiques qui seraient pu être exploités pour réprimer le mouvement se révèle quelque peu coûteuse, au ce sens où moins que les ouvriers radicalisés aient rabattu de leurs exigences initiales tout en s'exposant aux critiques d'éléments plus radicaux encore qui leur reprochaient leur alliance avec les groupes plus modérés.

On assiste donc actuellement à une polarisation rapide de la vie politique en Thaïlande. Droite et gauche sont de plus en plus apparentes, tant dans la classe politique que parmi les étudiants, les ouvriers, la presse, les simples citoyens.

LA mi-juin, le ministre de l'Intérieur annonça qu'il ne saurait tolérer plus longtemps les « *agitateurs* » dont les activités au sein du peuple visent à saper la loi et l'ordre. Il est clair pour les militants de la gauche urbaine — qui n'ont guère d'autre fonction que d'aider le peuple à s'organiser — que la répression n'est plus qu'une question de temps. Ils se préparent à une telle éventualité.

Les militants étudiants considèrent leurs interventions comme partie intégrante d'un processus révolutionnaire à long terme. La répression, à leurs yeux, entraînerait un recul grave mais ne saurait détruire totalement le mouvement. Les activités militantes changeraient de nature, sans pour autant cesser complètement. Le problème qui se pose à l'heure actuelle est celui de la sécurité des chefs de file qui, cités de l'extrême droite, sont aujourd'hui menacés de meurtre ou qui pourraient trouver la mort au cours d'affrontements violents. Certains d'entre eux ont déjà été assassinés dans des conditions mystérieuses. La tentative contre Therdbhoom Chaidi, le président du N.W.C.C., qui essuya des coups de feu tirés d'une voiture à la veille des manifestations ouvrières de début juin, montre que l'idée répandue selon laquelle les plus connus des militants ne seraient pas d'abord inquiétés n'est plus de saison.

Quoi qu'il en soit, les militants de Bangkok sont assez bien implantés dans le peuple, notamment parmi les ouvriers et les paysans. Si la répression s'abat sur eux, il faudrait alors s'attendre à une guerre civile à tout le moins, à l'expansion rapide de la lutte armée. Les « *Jours tranquilles* » de la dictature relèvent désormais du passé.

Dans ce numéro :

- P. 2 à 4 : LA FRANCE EN ASIE DU SUD-EST : Pénétration économique et équilibres politiques, par Marcel Berang. — Dans l'Asie du Nord-Est, percée en Corée du Sud et à Taiwan, par Philippe Pons.
P. 5 et 6 : La Mésopotamie peut-elle devenir un « domino » chancelant ? par Philippe Devillans.
P. 7 : Les films impérialistes au Festival de Grenoble, par Ignace Ramonet. Dans les revues...
P. 8 : Promesses et limites du « boom » pétrolier en Equateur, par Jean-Claude Buhrez. Suite de l'article de Gonzalo Arroyo sur les forces armées, la C.I.A. et les Eglises en Amérique latine.
P. 9 à 13 : VERS UNE CONVERGENCE DES SYSTEMES DE L'EST ET DE L'OUEST ? L'insécurité et l'interdépendance sur le vieux continent, par Charles Zorybibe. Espoirs et illusions d'un rapprochement des structures économiques et politiques, C. Z. : Une symétrie beaucoup plus formelle que réelle, par Marie Lavigne. En Union soviétique : La bureaucratie et l'opposition face à la convergence, par Jean-Jacques Marie. Les deux Super-Grands et les autres, par Pierre Hassar. Une convergence des complexes militaires américain et soviétique, par Dieter Seunghaas.
P. 14 : POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Le paysan dans le roman soviétique, par Vsevolod Bourganov.
P. 15 : Le Sahara occidental suscite les convoitises de ses voisins, par Paul Balta.
P. 16 et 17 : En Ethiopie : Les militaires et le « socialisme » à l'assaut de traditions millénaires, par Olga Kapellonk. Carnet des ambassades.
P. 18 à 20 : SOMALIE : RENDRE L'ETAT AU PEUPLE, reportage de Basil Davidson. L'échec des systèmes politiques africains, par Jacques Chevriez.
P. 21 à 23 : Australie : un nouveau regard sur le monde (supplément).
P. 24 et 25 : Les livres du mois.
P. 26 : Le COMECON précise ses objectifs : intégration et ouverture vers l'extérieur, Marie Lavigne. — Suite de l'article de Bernard Féron sur les Soviétiques et les communistes portugais. Correspondance.
P. 27 à 29 : L'activité des organisations internationales.

سكسان من رايكل